

EXILÉS : CE QU'HABITER À L'HÔTEL VEUT DIRE

Laetitia Overney - Jean-François Laé



EXILÉS : CE QU'HABITER À L'HÔTEL VEUT DIRE

Laetitia Overney - Jean-François Laé

*Quand je guette,
je ne tousse pas*

Proverbe sénégalais (région Casamance)

Ministère de la Transition écologique
Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les
collectivités territoriales
Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature
Plan urbanisme construction architecture
Grande Arche de La Défense
92055 La Défense Cedex
Décembre 2020

Directrice de la publication

Hélène Peskine, secrétaire permanente du PUCA

Pilotage de l'action

François Ménard, Bertrand Vallet

francois.menard@developpement-durable.gouv.fr

bertrand.vallet@developpement-durable.gouv.fr

Coordination éditoriale et mise en page

Bénédicte Bercovici, chargée de valorisation

benedicte.bercovici@developpement-durable.gouv.fr

Photo de couverture : Une statue de la Liberté, effigie d'un hôtel low-cost -
Val d'Oise © Jean-François Laé

Site internet : www.urbanisme-puca.gouv.fr

Twitter : @popsu_puca

ISBN 978-2-11-138193-3

ISSN 2649-4949

SOMMAIRE

Pages

09. PRÉFACE

13. PRÉAMBULE. AVEC LE VIRUS, DE PLUS PRÈS, ON LE VOIT

13. INTRODUCTION

49 733 personnes hébergées à l'hôtel chaque nuit en 2019

Hôtels vus de l'intérieur

Plan de l'ouvrage

37. CHAPITRE 1- HÔTEL COMPLET !

Halls et infinis corridors

Hall 1 du départ

Hall 2 du retour

Hé, je veux ma place, Madame ! Récit à la cuisine

Moi j'ai fait ma chambre comme la maison !

Au Lavomatic

Scènes de déménagement

61. INTERLUDE – ARCHIVES D'HÔTELS SANS ÉTOILE

77. CHAPITRE 2 – TIR À LA CORDE ENTRE FAMILLES ET GÉRANT

Protection et surveillance

Un couple d'hôteliers-éducateurs

Notre mot d'ordre : la sécurité

Personne ne raconte tout ce qu'il sait

Règles élastiques et pratiques buissonnières

Faire la médiatrice : Tania, l'ancienne

Le social en travail ?

La figure du logeur

Pages

101. CAHIER DE PHOTOGRAPHIES

139. INTERLUDE - LES TROMPETTES DE LA RENOMMÉE

145. CHAPITRE 3- LA TOURNÉE DES GUICHETS

Courir après son courrier

Un réseau à l'échelle de la métropole

Pensées d'ailleurs

157. CHAPITRE 4 - J'AI 16 ANS ET DES POUSSIÈRES

L'horizon des plus jeunes

Le délaissement des jeunes mineurs isolés

Du foyer de marins au « foyer » de jeunes mineurs isolés

173. CONCLUSION - HABITER EN ATTENDANT À L'HÔTEL

Pour finir

183. POST-SCRIPTUM

187. ANNEXE : TABLEAU DE PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX HÔTELS DE L'ENQUÊTE

191. BIBLIOGRAPHIE

195. A PROPOS DES AUTEUR(E)S

PRÉFACE

François Ménard, Eva Simon, Bertrand Vallet

Chargé(e)s de projet

Plan urbanisme construction architecture - PUCA

Les historiens du futur se demanderont peut-être un jour par quel mystère des hôtels prévus pour le court séjour de voyageurs individuels ont été mobilisés pour accueillir sur de longues durées des familles entières de demandeurs d'asile ... Les hôtels «budget» ou «*low cost*» connus souvent sous leur nom de marque («*Formule 1* »...) font partie en effet de la panoplie des ressources mobilisées pour l'hébergement des migrants demandeurs d'asile en attente de réponse sur leur possibilité d'installation sur le territoire français. Situés bien souvent à la périphérie des agglomérations, ils deviennent des lieux d'attente, à distance des services essentiels de villes, constituant un abri mais aussi des lieux de relégation où le sentiment d'isolement se combine avec celui de promiscuité.

S'inscrivant dans une démarche visant à éclairer l'action publique, le travail ethnographique qui vous est présenté ici s'appuie sur un parti pris consistant à rendre compte de ce que les dispositifs institutionnels de suivi et d'évaluation peinent ordinairement à toucher : l'expérience et le vécu de celles et ceux qui fréquentent ces lieux. Il ne s'agit ni de reconstituer la généalogie de cette situation, ni de dresser un panorama des lieux d'accueil.

Mais rendre compte d'un vécu est un exercice délicat et exigeant. Il est délicat car l'expérience est quelque chose qui ne se laisse pas saisir facilement par voie de questionnaire ni même d'entretien. Il exige de passer du temps, de partager des instants, d'accompagner

les personnes dans les lieux, hors des lieux, de les quitter puis d'y revenir. Mais ce n'est pas qu'une affaire d'espace parcouru et de temps passé. En éprouvant, aux côtés des personnes rencontrées, ne serait-ce qu'une petite partie de leur expérience de l'espace (exigu) et du temps (dilaté), le chercheur ou la chercheuse (différemment sans doute en fonction de leurs interlocuteurs) s'ouvrent à la possibilité d'en restituer une parcelle. La recherche ne s'appuie plus alors sur des témoignages, elle témoigne elle-même.

Se pose alors la question de la forme de ce témoignage. Purement subjectif, il perd sa dimension analytique. Strictement analytique et réflexif, il perd alors ce qui en fait la substance et sa capacité à faire éprouver par le lecteur ce qu'il s'agit précisément de faire éprouver. D'où l'importance du récit. Cet ouvrage y fait la part belle.

La forme et la tonalité pourront en surprendre le lecteur. Mais ce récit d'un fragment du parcours migratoire, ces récits devrait-on dire, ne forment pas un roman. Nul personnage inventé au bénéfice d'une histoire à raconter. Et pourtant, on entre dans les lieux, on se soucie des situations, on sourit des trouvailles qui rendent possible une vie « impossible » et l'on s'afflige de la condition que notre société et nos institutions peuvent imposer à celles et ceux qu'elles accueillent. L'expérience du lecteur elle-même pourra s'en trouver mobilisée, celle de son propre confinement lors de la crise sanitaire apparaître sous un jour différent : elle pourra être relativisée face à la double peine qu'auront subie des ménages de fait déjà confinés (ceux dont il est question lors de cette enquête), mais cette même expérience lui permettra peut-être d'entrevoir différemment les situations rapportées pour en avoir éprouvé lui-même un aspect, dans des conditions sans doute plus confortables.

Certains enfin pourront s'interroger : ne s'écarte-t-il pas d'une démarche scientifique ? Il est des circonstances où, pour rendre compte du réel avec le plus d'acuité possible, la recherche est obligée de laisser de côté les instruments dont on l'affuble (parfois malgré elle) pour retrouver ses capacités d'investigation et de restitution. Ce faisant, les chercheurs satisfont ainsi un double

engagement : celui de ne pas trahir celles et ceux dont ils auront partagé des moments de vie, et celui de ne pas se départir d'une capacité de distance : non pas la froide objectivation (qui a peu de sens dans des démarches de ce type) mais le maintien d'une capacité d'étonnement et d'analyse. Résister tout à la fois au naturalisme et à la banalisation des choses.

Qu'en retenir alors ? Nous laissons ici au lecteur le soin de juger. L'hébergement des demandeurs d'asile dans ce type d'établissement encadré par des conventions minimales n'est pas satisfaisant. Nombre d'enfants, futurs citoyens français, grandissent dans ces non-logements. Il s'y invente néanmoins, sous l'effet de la nécessité et dans ce cadre peu codifié, des formes d'organisation collective, des solutions pratiques et des règles d'usage dont il faudra tôt ou tard considérer les effets sur la dignité des personnes et sur les parcours d'installation si l'on entend améliorer les conditions d'accueil des migrants et demandeurs d'asile, si l'on entend continuer à les inscrire dans ce que nous nommons une « politique d'accueil ».

PRÉAMBULE AVEC LE VIRUS, DE PLUS PRÈS, ON LE VOIT

L'hôtel est niché aux confins du Val-d'Oise dans la ville d'Ellis. A peine un kilomètre, et ce sont les champs. C'est un lieu que nous avons longuement fréquenté. On le reconnaît de loin non pas par son bâtiment – genre Formule 1 – mais par l'immense statue de la Liberté qui veille à ses côtés. Haute de deux étages, la statue de plâtre bleu azur tient sa flamme élevée comme à Ellis Island, cette île des mises en quarantaine de milliers de migrants européens¹. Ce rapprochement pourrait sembler futile ou dérisoire. Pourquoi vouloir encore une fois invoquer ces vieilles histoires d'exode, de dortoirs à pouilleux et pauvres de surcroît ? Pourquoi rappeler ce fragment d'oubli et de mémoire de ces lieux contrôlant le trachome, la teigne et la tuberculose ? Le Val-d'Oise serait une terre promise ? Aujourd'hui comme hier des exilés arrivent plein d'espoir d'une vie nouvelle. Mais l'arrivée est terrible, les lieux de transit incertains, les trajets d'intégration sectionnés par un monde bureaucratique qui sépare : « cut-off ». Nous en parlions dans une recherche précédente en décrivant les départs d'exilés du « Centre humanitaire » de Paris pour les quatre coins de France² (cf. Encadré n°1). Cette fois nous sommes bien hors de la capitale, dans l'Oise, le Val d'Oise, par exemples, principalement dans trois hôtels qui accueillent des familles, et dans un autre, des jeunes exilés mineurs sur le littoral normand. En Ile-de-France, l'enquête s'est principalement déroulée à Ellis, Seinette, et Clairon³.

1 Un centre de triage des émigrants des années 1880 à 1940, sur une île de New York, décrit entre autres par Georges Perec et son ami Robert Bober.

2 Catherine Deschamps, Jean-François Laé *et al.*, *Parcours d'exilés. Du refuge à l'installation*, Puca, 2018.

3 Nous avons anonymisé le nom des personnes et des villes (cf. Tableau de présentation des hôtels en annexe, p.187).

Ce Jeudi 26 mars 2020, nous appelons Paul, le gérant de l'hôtel d'Ellis pour lui demander des nouvelles du confinement instauré depuis neuf jours. Silence. Gorge serrée. Le gardien de nuit est mort hier, du covid 19 très sûrement, « il toussait, je l'ai trouvé dans son lit. Il souffrait des poumons depuis longtemps. » Le médecin légiste demande à l'ARS le dépistage des trois professionnels de l'hôtel, test vendredi, interdiction totale de sortir pour tous les hébergés, le SAMU social doit organiser la livraison des repas pour les 145 personnes présentes. C'est la catastrophe. Personne ne bronche. A touche-touche dans les couloirs, est-ce cela la zone barrière ? Paul ne sait que faire, si ce n'est surveiller sa température. Avec ces 145 personnes sur un même petit rafiote dans cet hôtel surveillé et sa sainte statue.

Nous écrivons ces lignes sous confinement Covid19, moment de solitude inédit où l'inquiétude pour nos proches se mêle à nos journées en désordre. Le virus nous isole. Il réactive aussi des liens. Nous sommes bousculés. Nos jours sont rétrécis, notre espace vital aussi, très sérieusement, notre calendrier est à terre, nos envies empêchées. On bricole. On range, on classe. On s'interroge. On marmonne suffisamment longtemps pour comprendre à peine cette situation lointaine : vivre en hôtel, exilé depuis des mois et des années. Comment se passe notre confinement, là où nous sommes, et comment peut-il nous rapprocher de celui des exilés qui vivent sur 9 mètres carrés pour trois ou quatre personnes ? D'ailleurs est-ce qu'on y vit vraiment sans s'interroger, « quand est-ce qu'on part de là » ?

A quoi bon, ni eux, ni nous pouvons ni sortir ni partir. Nous sommes pris dans une même nasse de temps. Et notre confinement conduit à la même question « quand est-ce qu'on va pouvoir sortir ? » Cette expérience d'être enfermé à 2 ou 3 ou 4 ou 5 dans 30 ou 40 ou 50 m² nous fait sentir comment l'espace se rétrécit, comment les intimités se bousculent, comment les agendas des uns et des autres se choquent ! Qu'en sera-t-il dans huit semaines ? Ca va durer longtemps cette histoire ?

ET puis il y a le corps qui commence à souffrir des positions assises, le cou et le dos douloureux.

Cette expérience-là que nous tenons pour trois semaines ou un mois encore, les exilés la vivent des mois et des mois, puis des années, dans des espaces trois fois plus petits : 9 m² et des poussières. Dès lors, peut-on comprendre maintenant par expérience ? Peut-on sentir comment l'esprit s'use et se cogne au temps immaitrisable, peu maitrisable, malmenant ?

On rappelle Paul à Ellis. Il nous dit de passer à l'hôtel tout en précisant qu'il ne sortira pas de sa loge. Il cherche un masque et ne veut pas croiser les familles exilées. Elles se débrouilleront seules. Nous nous parlerons à travers le guichetier en bois. Quoi faire ? Paul écrira sur le panneau du Hall : « restez chez vous, on passera vous visiter ». Une semaine, après, ni tests, ni repas, ni visite. « Non, non, c'est pas grave. PAS DE MESURE PARTICULIERE POUR LES HEBERGES » dit-on à Paul. Celui-ci répète, pâle, d'une voix presque inaudible, les yeux écarquillés : « pas grave ».

Par expérience, par épreuve et par observation, peut-on saisir enfin les questions de l'espace et du temps, de l'horloge et du calendrier, et surtout de l'attente qui n'en finit pas ? L'ATTENTE, c'est ce que nous faisons jour par jour, en allumant le journal télévisé du 20 heures, pour constater le bilan macabre de la journée. ATTENDRE une bonne nouvelle ? Elle ne vient pas.

Avec ce trouble par tous partagé, nous souhaitons que le lecteur entende ce qui se passe là-bas en banlieue de banlieue. Avec le virus, on peut l'entendre. On peut sentir l'événement irrespirable. N'est-ce pas le sens premier de l'enquête ? Eprouver des situations, n'est-ce pas agir, par déliement des événements ? Car jusqu'où un corps peut-il supporter ces forces hostiles, ces menaces, la peur, l'absence de demain ?

Car enquêter, c'est toujours éprouver. L'une et l'autre des auteurs nous avons éprouvé et appris « être aux aguets lorsqu'il ne se passe rien ». L'un et l'autre nous avons été mis à l'épreuve physiquement et intellectuellement par cette « mise en arrêt » si l'on peut dire. De sorte que notre attention s'est déplacée vers d'autres points d'attache, d'autres prises du quotidien des jeunes et des familles exilés : une vive attention à la vie matérielle, une attention maniaque à la cuisine, le linge, la chambre, la file d'attente, le L'vomatic qui prenaient soudain une toute autre importance.

« Éprouver », c'est aussi « ressentir ». C'est partager l'expérience de l'autre enquêté, ou du moins s'en rapprocher de façon à pouvoir saisir et comprendre ce que l'observation lointaine et les différentes démarches d'objectivation peinent à appréhender. En vivant une même injonction « restez chez vous ! », notre vue s'est accrochée aux choses palpables à l'intérieur des hôtels : le sol, les gestes, les objets, les couloirs, les halls, les chaussures, les téléphones portables, les sacs plastiques. Mais aussi les chemine-ments, le caddie dans la rue, le restaurant du cœur, la file d'attente pour le courrier, pas à pas. Nous sommes restés « chez eux comme chez nous » dans un lieu vivant des moindres gestes, mais vivant comment ?

L'enquête fut une sorte de quotidienneté mise à plat, une mince pellicule où se tenir juste debout, à partager ce bruit de fond : « distance physique », ordre mille fois entendu et qu'il fallait respecter et vaincre à la fois. Si l'immersion de longue durée et le partage de la vie quotidienne constituent le socle de l'anthropologie, nous devons y insérer l'accident, l'ébranlement, ce qui arrive sans prévenir, ce fameux 17 mars à 12 heures, interdiction de sortir de son domicile « jusqu'à nouvel ordre ». Ce fut un choc qui vint en fin d'enquête mais nous obligea à tout reprendre depuis le début. *Car la perception de l'accident rejetait les concepts tirés d'un tiroir de notre bibliothèque.*

L'accident, l'inattendu, l'expérience de vie individuelle ou collective constituent une précieuse occasion pour opérer ce décentrement et percevoir ce que d'autres peuvent éprouver. Bien que le confinement ne place pas chacun dans une même condition – loin s'en faut – il a constitué un événement provoquant à la fois un rapprochement et une autre mesure de la distance. Une place bousculée en somme qui fait voir autrement ou qui fait voir ce que l'on ne voyait plus. Le choc, la commotion rappelle que les percepts précèdent les concepts tout en s'enchaînant mutuellement comme dans une spirale herméneutique ouverte. Il a fallu réexaminer le chemin parcouru par l'enquête et sentir les retours d'émotions les points de rebroussement auparavant imperceptibles. Il a fallu aussi prendre des précautions. Comment se retrouver ? Se téléphoner sans cesse ? Se retrouver au Lavomatic ? Se voir de loin, mais comment ?

A ras du sol nous ne regardons plus. Parce qu'on nous dit que ce sont les concepts qui mènent la danse, on ne perçoit presque plus⁴. Parce qu'on nous conduit à s'entre-gloser, on oublie que l'enquête se loge dans une sociologie publique en lien avec ce qui se passe dans la société⁵.

Notre récit se loge dans cette rupture du temps. D'où le choix d'une sociologie narrative.

Nous avons donc relu nos cahiers d'enquête, dressé d'autres échelles pour relever comment le quotidien s'organise à partir de cette chute. A ras de terre, comment est-ce qu'on décrit un lieu ? Faut-il faire des inventaires, dresser des listes d'énumérations pour plus d'exactitude ? De sorte que l'écriture soit en résonance. En invitant le lecteur à suivre l'enquêteur, à voir ce qu'il voit, à entendre ce qu'il entend, à éprouver ce qu'il éprouve – nous y revenons – la narration opère ce travail de déplacement cognitif qui permet *in fine* de voir les choses de façon différente⁶. Ce temps qui ne passe pas, ces gestes si difficiles, ces lieux qui se transforment en « non lieux » qui nous cabossent, ces transactions et ces gestes si difficiles, nous les racontons en les ralentissant. Nous les racontons en conservant le « je », tant il nous aurait semblé indécent d'utiliser un « nous » neutre et impassible, alors que l'une et l'autre avons tenu un journal avec son « je » habituel. Les spécialistes du genre chercheront à deviner les lignes de partage ! Qu'importe.

4 La spécialisation est préférable, les concepts utiles, mais comme le soulignait Marc Bloch et Lucien Febvre, la hauteur des murs des spécialisations « bouchent la vue ».

5 Suivant la proposition de Michael Burawoy. « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, no. 1, 2009, pp. 121-144. Voir aussi <http://sociologie-narrative.lcsp.univ-paris-diderot.fr/>

6 Sur la narration comme fabrique de l'événement, voir Hayden White ; voir aussi Paul Veyne et Arlette Farge sur le « faire savoir, faire comprendre, faire sentir ». Sans oublier Georges Perec qui insiste sur la déchirure du récit qui fait voir quelque chose. Arlette Farge et Jean-François Laé. *Fracture sociale*, Paris : Desclée de Brouwer, 2000. Veyne, Paul. *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*. Paris : Seuil, 1971. White, Hayden. *Metahistory: The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1973. voir aussi le site sociologie narrative. (<http://sociologie-narrative.lcsp.univ-paris-diderot.fr>)

Parions qu'on puisse penser ce choix en termes de déconditionnement de l'écriture académique.

Encadré n°1 : La précédente enquête

Nous sortons d'une enquête précédente qui explorait les flux d'exilés concentrés à Paris qui étaient l'objet de « nouvelles orientations » vers des hébergements locaux et régionaux. Dans cette recherche intitulée *Parcours d'exilés : du refuge à l'installation*, nous décrivions les premiers moments d'installation de ces hommes (majoritairement) loin des centres urbains, dans l'Oise, en Bretagne, à partir d'une enquête conduite entre 2015 et 2019⁷. Du Centre humanitaire de la Porte de la Chapelle et des camps de fortune de Paris, les exilés étaient évacués. Ils étaient invités à monter dans des autobus pour « ils ne savent pas où » : « les Vosges, l'Île et Vilaine, la Creuse, l'Oise, la côte bretonne ». Adressée aux préfets des départements en novembre 2015, la circulaire en appelait à la « solidarité de l'ensemble des territoires »⁸. La petite ville ou le village sont comme des stations arrêts doublées d'une protection plus sereine lorsque le milieu associatif est au rendez-vous. Nous décrivions ces premiers moments, le début de l'aménagement de leur parcours, leurs pratiques d'habiter, notamment les manières dont ces dernières s'adaptent, sont contraintes ou entrent en résistance aux différentes formes d'hospitalités. Ces premiers temps d'installation sont des moments critiques. Après avoir connu les abris de fortune dans les métropoles et les camps de Marseille, et/ou de la région parisienne, les exilés se retrouvaient dans des lieux inconnus, où ils n'avaient pas d'attache, où il leur fallait *s'installer*, d'abord au sens matériel du terme, et puis, (re)jouer des solidarités, (re)créer des liens, se (re)constituer un réseau de ressources.

Ces chaînes de circulation accentuaient la vulnérabilité : attendre un lieu refuge et protecteur, attendre des nouvelles de l'un de ses réseaux, attendre un récépissé et donc une promesse, attendre un prochain départ, attendre un document, attendre une réponse qui n'arrive pas, attendre un rendez-vous administratif. A cette oc-

7 Cette enquête a été menée avec le soutien du PUCA en 2016-2017 (voir Deschamps, Laé *et al.*, op. cit., 2018), puis avec le soutien de l'ANR Babels en 2018 et 2019.

8 Circulaire du 20 novembre 2015, ministère de l'Intérieur, ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la ruralité.

casion, en 2017, nous avons remarqué que ces mouvements de transit aboutissaient parfois dans des hôtels en mal de clientèle : un lieu d'enracinement ou un nouveau purgatoire ? Un possible enracinement ou une dispersion de plus ? D'où cette nouvelle exploration centrée sur les hôtels et les conditions d'hébergement dans ces établissements genre Formule 1. Dans certains d'entre eux, les familles côtoient des touristes, des ouvriers ou des travailleurs de passage, moyennant en général une séparation des étages ou des ailes des établissements. Parfois ils se spécialisent pour accueillir des exilés mineurs. Entre la « clientèle classique » en chute libre et une conversion vers le « social », certains hôteliers rechignent tandis que d'autres collaborent.

INTRODUCTION

Le panneau indique « Zone d'activités ». Qui n'a jamais traversé en voiture ou en bus ces territoires monotones aux franges des grandes villes, bordés par des routes départementales et nationales, sans même remarquer ces hôtels aux façades défraîchies, ornées d'un panneau délavé annonçant des prix défiant toute concurrence : 36 euros la nuit ? En s'arrêtant un peu, en regardant de plus près, on voit des sacs plastique et une casserole posés sur le rebord des fenêtres, beaucoup de buée sur les vitres, des enfants qui jouent dans le hall. Sur les immenses parkings désertés, parfois quelques voitures qui ne roulent plus depuis longtemps, mais qui servent de garde-manger ou de caisse à outils. Et toutes ces femmes qui courent avec une poussette sur d'étroits trottoirs au bord des routes pour attraper le bus. Que peuvent-elles bien faire là ? Ni commerce, ni habitation, ni loisir, et pourtant, elles habitent ici, à l'hôtel Formule 1.

Les « hôtels-budgets » franchisés (Formule 1 puis F1, Première Classe, Lemon, Etap Hotel, etc.) construits au milieu des années 1980 en périphérie des villes et à proximité des grands axes de circulation ont initialement accueilli les VRP et les automobilistes désirant faire une halte sur la route. Il fait nuit. Ce n'est pas cher.

Depuis la fin des années 1990, faute de place suffisante dans les hébergements d'urgence en Ile-de-France, les autorités publiques logent dans ces chambres de 9 m² bon marché, des personnes en grande précarité pour une nuit, quelques jours, et parfois plusieurs mois, voire plusieurs années. On trouve parfois une chambre de 12 m² pour trois personnes.

Ces hôtels d'urgence permettent d'abord de soulager les flux tendus des structures d'accueil, ensuite de rassembler les membres des familles parfois éparpillés, enfin d'éviter les contacts entre les différents publics de l'urgence sociale (par exemple, les hommes

à la rue et les familles avec enfants)⁹. Parfois établissement mixte, il arrive que les familles de migrants côtoient des touristes, des ouvriers ou des travailleurs de passage, malgré une séparation des étages ou des ailes des établissements entre le « social » et la « clientèle classique ». Mais tous les hôteliers s'accordent : « tout ça ne fait pas bon ménage ».

Comment habiter ces chambres ? C'est cette question que nous explorons. A l'échelle de l'hôtel tout d'abord, comment organiser son intimité entre un espace individuel sommaire, une cuisine et des sanitaires collectifs ? Comment s'approprier cet espace durant des mois voire des années alors qu'il a été pensé pour ne passer qu'une nuit ? Comment cohabiter à quatre-vingt personnes dans ces longs couloirs avec ces chambres en succession sur cent mètres ou plus ? Comment circuler ? De quoi sont faits les jours ? Quels sont les guichets sociaux les moins éloignés ? Et son courrier, on le prend où ? A-t-on un ordinateur et internet pour tous les dossiers numérisés à expédier pour ouvrir des droits ? Et quand aurons-nous des papiers, un titre de séjour, un droit quelconque pour vivre enfin ? Bref, nos questions concernent la vie quotidienne la plus pragmatique.

Sur une autre échelle spatiale ensuite, nous relèverons les va-et-vient entre ces hôtels et les centres-villes éloignés. A la différence de ceux qu'a étudiés Claire Levy-Vroelant¹⁰, ces hôtels sont souvent dans des zones délaissées de la ville – au bord d'une nationale, entre une cartonnerie et une forêt par exemple –, là où transports en commun, commerces et services publics sont inexistantes. Parfois encore, ils sont dans des Zones industrielles et marchandes. Aussi, remarquons d'emblée que ces chambres abritent

⁹ Le Méner Erwan. « L'hôtellerie sociale : un nouveau marché de la misère ? Le cas de l'Île-de-France », Politiques sociales et familiales, n°114, 2013. *Logement : enjeux d'actualité*. pp. 7-18.

¹⁰ *Une chambre en ville. Hôtels meublés et garnis à Paris, 1860-1990*, avec Alain Faure, Paris Grâne, Créaphis, mai 2007, 456 p.

Hôtels meublés de Paris. Enquêtes sur une mémoire de l'immigration, avec Céline Barrère, Paris Grâne, Créaphis, 2012, 305 p.

massivement femmes et enfants qui y sont hébergés en priorité¹¹ : le rythme des transports (à pieds, en bus) se trouve chaque jour hachuré et nous le suivrons pour sentir le temps qui passe ou ne passe pas.

En observant les modes d'occupation des espaces communs, les rythmes entre les familles avec ou sans enfants, les relations entre tous les services de la commune, nous voudrions rendre préhensibles dans toute leur densité ces espaces d'*extraterritorialité* qui échappent le plus souvent au regard.

Dernier point d'observation, les relations entre l'hôtelier et les familles. A la différence des centres d'hébergement, les professionnels de l'accompagnement ne sont pas présents dans le lieu de vie et leur intervention reste exceptionnelle. Au quotidien, les personnes hébergées sont seules avec l'hôtelier, l'employé au ménage et son gardien de nuit. Pour ce commerçant hôtelier, il ne va pas de soi d'accueillir des familles, sur le plan matériel et relationnel, qui suppose quelques capacités d'adaptation, sachant que les chambres sont plus peuplées qu'elles ne le devraient ; que les week-ends sont longs ; que l'absence d'acteurs sociaux sur place l'oblige à gérer les frictions et les conflits ; que l'occupation permanente et plus dense durant la journée oblige à une disponibilité accrue. Faire « du social » est plus exigeant que de faire « du tourisme ». D'ailleurs, ont-ils un seul point commun ? Quel bilan les hôteliers font-ils de ce virage à 180° vers cette nouvelle clientèle ?

11 Le Méner Erwan et Oppenchaim Nicolas, « Pouvoir aller à l'école. La vulnérabilité résidentielle d'enfants vivant en hôtel social », *Les annales de la recherche urbaine*, n°110, 2015

Encadré n°2 : Le patrimoine immobilier de l'hôtellerie low-cost intéresse les pouvoirs publics

En 2017, le rachat par une filiale de la Caisse des dépôts (la SNI) de 70 hôtels Formule 1 du groupe Accor ouvre un parc nouveau pour l'hébergement social. En 2016, le gouvernement publie deux appels d'offres, prévoyant la création de 10 000 nouvelles places d'hébergement d'urgence. 5 000 sont destinées à accueillir des personnes dans le cadre du dispositif d'hébergement généraliste, l'autre moitié des demandeurs d'asile. La SNI a emporté en mars 70% des appels d'offres : la totalité des places relevant du droit d'asile et un gros tiers des 5 000 places d'hébergement généraliste. Pour fournir l'hébergement, la SNI a constitué un tour de table de six investisseurs pour acheter 62 hôtels Formule 1 qu'Accor voulait céder. Dans ce montage, qui s'appuie donc sur l'argent d'investisseurs privés, c'est Adoma (ex-Sonacotra), filiale de la SNI, qui va gérer les centres¹². Ces établissements rachetés deviennent des centres d'hébergement intégrés dans le PRADHA (Programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile) ouvert à l'été 2017. Ils relèvent donc de structures institutionnelles et perdent, à la différence des lieux dans lesquels nous avons mené l'enquête, leur statut d'hôtel de tourisme, ils sont investis par des intervenants sociaux¹³ et des bénévoles. Ils permettent l'assignation à résidence des personnes sous procédure Dublin et viennent ainsi brouiller les frontières entre hébergement et enfermement comme l'analyse Léopoldine Manac'h dans sa recherche sur les PRADHA.

12 https://www.liberation.fr/desintox/2017/06/01/non-l-etat-n-achete-pas-62-hotels-formule-1-pour-logger-des-migrants_1573392. Nous renvoyons à la lecture du mémoire de Master 2 d'anthropologie de Léopoldine Manac'h qui propose une ethnographie d'un hôtel F1 converti en HUDA. *Pradha : la rétention à l'air libre. Ethnographie d'un dispositif d'hébergement de demandeurs d'asile en France*, Mémoire de M2, EHESS, 2019.

13 Selon le texte de l'Appel d'Offre un ETP est prévu pour 20/25 personnes dont 40% d'intervenants sociaux. A noter que cette dernière dénomination n'intègre pas nécessairement les diplômés d'Etat du travail social (assistant de service social, éducateurs spécialisés). Manac'h, 2019, p. 49.

Ces bâtiments gardent le plus souvent l'architecture de l'hôtellerie *low-cost* (espaces communs réduits au minimum, corridors étroits, petite chambre de 9m² avec exploitation maximum de la surface utile, cf. *Interlude : Archives d'hôtel sans étoile*). De simples travaux de « remise au propre » sont réalisés.

49 733 personnes hébergées à l'hôtel chaque nuit en 2019

Les hôtels sont la variable d'ajustement face à la saturation du dispositif d'accueil malgré un plan triennal de réduction des nuitées d'hôtel lancé par l'Etat en 2015¹⁴. En 10 ans, le recours à l'hébergement hôtelier a même bondi de 360 %¹⁵. Selon le rapport 2020 de la Fondation Abbé Pierre L'état du mal logement en France, environ 50 000 personnes ont été hébergées chaque nuit à l'hôtel en 2019, ce qui représente une augmentation de 7% par rapport à l'année précédente¹⁶. En 2018, la moitié de ces personnes étaient des enfants¹⁷. L'Ile-de-France concentre à elle seule plus de 85 % des nuitées hôtelières.

L'hébergement à l'hôtel ne relève pas du provisoire lorsque 44 % des familles hébergées à l'hôtel dans 550 hôtels meublés de région parisienne le sont depuis plus de deux ans¹⁸.

Un rapport d'information du Sénat rapporte des chiffres de la Direction Générale de la Cohésion Sociale : une nuit à l'hôtel coûte en moyenne 17 euros, soit 6205 euros annuels, lorsque l'intermédiation locative représente 2 165 euros par place¹⁹.

14 Ce plan prévoyait la création de 13 000 places dans des dispositifs alternatifs, destinés à remplacer 10 000 nuitées d'hôtels. Circulaire Interministérielle n°DG-CS/SD1/BUSH/DHUP/DIHAL/DGEF/2015/51 du 20 février 2015 relative à la substitution de dispositifs alternatifs aux nuitées hôtelières et à l'amélioration de la prise en charge à l'hôtel.

15 Fondation Abbé Pierre, 2018, *op. Cit.*, p. 298.

16 Fondation Abbé Pierre, *Etat Du Mal-Logement 2020*, 2019, p. 14.

17 Fondation Abbé Pierre. *Etat Du Mal-Logement 2019*, 2018.

18 *Ibid.*

19 Ce terme signifie l'intervention d'un tiers social (dénommé opérateur, orga-

Les familles représentent la quasi-totalité des personnes hébergées à l'hôtel : parents avec enfant(s), ou un seul parent avec enfant(s), comment faire famille en habitant à l'hôtel ? Il faut souligner que les personnes rencontrées dans les hôtels couvrent presque la totalité des « situations administratives » possibles que produit le droit des étrangers : certaines familles ont fait une première demande d'asile et attendent la réponse de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides)²⁰ ; d'autres ont fait un recours devant la CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile) après un refus ; d'autres en situation administrative irrégulière, le plus souvent déboutées de leur demande d'asile et hébergées par le Samu social en raison de l'obligation légale de protection des enfants mineurs ; d'autres encore qui ont un titre de séjour, parfois depuis plusieurs années, mais pas de logement ; et il y a les jeunes mineurs hébergés en hôtel par l'Aide Sociale à l'Enfance. Certaines personnes sont restées 7 ans dans le même hôtel, d'autres ont déjà circulé dans dix hôtels en trois ans.

Cette période passée à l'hôtel correspond pour tous à un temps d'attente, un hébergement provisoire qui s'éternise. Comme l'écrit l'anthropologue Frédérique Fogel au sujet des sans papiers parisiens qu'elle a rencontrés, son analyse vaut pour toutes les familles à l'hôtel :

« ces migrantes et ces migrants sont immobilisés dans un dispositif d'injonctions contradictoires : interdits de circuler, donc obligés de rester, mais non autorisés à vivre "normalement" (travailler officiellement, louer un appartement à leur nom...), tout en respectant les règles sociales (scolariser les enfants, déclarer ses revenus...) et en devant accumuler au fil du temps les preuves de présence et d'intégration nécessaires pour constituer un dossier et déposer au bout de quelques années auprès de l'administration préfectorale une

nisme agréé ou association) entre le propriétaire et la personne occupant le logement, afin de sécuriser la relation locative.

20 Pour pallier le manque de places de CADA, un dispositif d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (HUDA) s'est développé notamment à travers des nuitées hôtelières.

demande de régularisation, c'est-à-dire d'accès au séjour et au titre de séjour. Pour les sans papiers, le seul moyen d'obtenir un jour le droit de vivre en France est précisément... d'y vivre, en attendant. Dans une précarité durable. »²¹

Vivre en attendant les papiers pour chacun des membres de la famille, un CDI, un logement, un peu de paix. Comme dans les autres structures d'hébergement des exilés, l'attente, l'immobilité et l'obligation de circuler pour rallier les guichets font le quotidien des personnes. Nous aimerions ici décrire ces expériences d'*habiter en famille en hôtel*. De quoi est fait ce quotidien *en attendant* ? Quelles sont les conditions matérielles de l'habiter ? Comment vivent les familles entre l'impossibilité de s'installer en France – au sens du droit commun de prendre domicile – et le temps qui creuse leur présence, accumule les relations et les expériences ? « C'est le sens du proverbe que chaque migrant, avec ou sans papiers, de Paris ou d'ailleurs, pourrait placer en exergue de son récit personnel : "il n'y a que le provisoire qui dure". »²²

Il nous faut d'emblée préciser que si les hôtels constituent un « circuit parallèle de l'urgence sociale » pour les familles avec enfants²³, ce circuit n'est pas étanche aux problèmes posés par le durcissement des politiques migratoires et les apories du système de l'hébergement. Les familles rencontrées ont eu des parcours chaotiques dans les dispositifs d'urgence : elles ont pu être hébergées en CHU, puis en CADA, se retrouver à la rue, puis être hébergées chez des proches, ou dans un hôtel pour quelques jours, avant de se retrouver à nouveau sans solution, etc. Parfois, le couple est séparé : la femme et les enfants dorment à l'hôtel, l'homme en CHU ou alors il doit se débrouiller. Certains ont été déplacés d'hôtel en hôtel (jusqu'à 7 fois). « La protection des familles » est donc bien relative. Comme le montre l'anthropologue Frédérique Fogel, « faire famille, la constituer ou la reconstituer, est difficile face aux

21 Frédérique Fogel, *Parenté sans papiers*, éditions Dépaysage (La Roche sur Yon), 2019, p. 20

22 Frédérique Fogel, *Rhythm & Blues de sans-papiers parisiens*, HAL-Archives ouvertes, 2014.

23 Le Mener, *op. cit.*, 2013, p. 9.

contraintes juridiques, politiques, administratives et financières que rencontre l'émigrant-e une fois arrivé-e en France »²⁴. Ces familles ont dû quitter un pays brusquement et venir illégalement en France : certaines ont dû laisser un ou plusieurs enfants sur place.

Si l'on s'en tient aux seules difficultés d'hébergement, les situations varient considérablement pour les familles d'un département à l'autre qui se fait plus ou moins protecteur. Le rapport de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement 2019 tient « une chronique interminable de l'inacceptable » en révélant des situations observées dans différents départements. Ainsi, dans le département des Hauts-de-Seine, 200 familles qui ont appelé le 115 pour renouveler leur hébergement à l'hôtel s'entendent dire qu'elles devront retourner à la rue si leur enfant a plus de trois ans, à moins que la famille comporte une femme enceinte, une personne handicapée, victime de violence conjugale ou en situation de prostitution. En Ardèche, la quinzaine de places en hôtel ouvertes l'hiver ont été fermées au 31 mars 2018 sans autres solutions pour les familles hébergées²⁵. Notre enquête vient poursuivre cette interminable chronique puisque dans l'Eure, nous avons rencontré un hôtelier qui n'a pu se résoudre à remettre à la rue une famille avec trois enfants de 5 à 10 ans. Le 115 les avait hébergés dans son établissement pour quelques nuits, le gérant a décidé de garder la famille gratuitement pour une semaine, il a alerté le CCAS de la ville qui a pu poursuivre l'hébergement encore une semaine.

24 Frédérique Fogel, « Faire famille sans papiers », in : Antonin Durand (dir.), Dossier « En attendant les papiers », *De facto* [En ligne], 14 | décembre 2019, mis en ligne le 13 décembre 2019. URL : <http://icmigrations.fr/2019/12/09/defacto-014-01/>

25 Fondation Abbé Pierre. *Etat Du Mal-Logement 2019*. 2018, pp. 13-14.

Encadré n°3 : L'orientation des familles, un dispositif nouvellement régionalisé en Ile-de-France

Depuis octobre 2019, la réservation des nuitées hôtelières en Ile-de-France est régionalisée.

Avant la régionalisation, le SIAO/plateforme 115 départemental avait des conventions de partenariat bilatérales avec les hôteliers (par exemple, 52 hôtels partenaires pour le SIAO 95).

Les objectifs de la régionalisation ? Rééquilibrer la répartition sur l'ensemble du territoire francilien des places en hôtel, améliorer le pilotage du parc en supprimant notamment la concurrence entre les réservataires, la disparité des prix et des prestations²⁶. Le Groupement de Coopération Sociale ou Médico-Sociale (GCSMS) mis en place le 15/10/2020 dans le Val d'Oise centralise la réservation, l'achat des nuitées et le contrôle des hôtels. Chaque SIAO départemental reste prescripteur des nuitées.

Quelles personnes relèvent de cet hébergement en Ile-de-France ?

Des personnes demandeuses d'asile qui relèvent d'un HUDA, en l'absence de place en CADA par exemple et qui sont orientées par l'OFII. Dans ce dispositif appelé *HUDA nuitées hôtelières*, les familles ne bénéficient pas de l'accompagnement social de l'association qui pilote le SIAO.

Des familles (demandeuses d'asile, déboutées, sans-papiers, ou avec titre de séjour) avec enfants hébergées au titre de la protection de l'enfance. C'est le dispositif *ASE nuitées hôtelières*. Dans le Val-d'Oise par exemple, le Conseil Départemental finance les nuitées et un accompagnement social pour des femmes enceintes, ou des femmes avec enfants de moins de 3 ans, en situation d'isolement et avec des besoins d'accompagnement autour de la parentalité. L'hébergement peut théoriquement se prolonger jusqu'à ce que la famille accède à un logement. Le Conseil Départemental peut aussi y mettre fin en cas de non-respect des contrats d'hébergement. Une participation financière est demandée à chaque ménage (10 % des ressources globales). Elle est pensée par les tra-

26 Communiqué de presse du 24 juin 2019, Préfecture de Région IDF

vailleurs sociaux comme un outil d'aide à la gestion budgétaire, visant à favoriser l'insertion par le logement.

Le dispositif dit injonction concerne des ménages pour lesquels l'Etat a demandé une mise à l'abri. Celle-ci est actée en général jusqu'au relogement du ménages et liée à des motifs divers qui appartiennent à l'Etat (fermeture d'établissement, objectif de fluidité, situations particulières). C'est en quelque sorte un droit de priorité pour la Préfecture.

Il faut ajouter la prise en charge des mineurs isolés étrangers dont certains sont logés en hôtel.

Hôtels vus de l'intérieur

Les travaux en sociologie et en histoire nous renseignent sur ces hôtels de long séjour et autres « meublés » principalement situés en centre-ville des métropoles ou des faubourgs de banlieue²⁷. Le quotidien des exilés logés dans ces zones d'activité en périphérie des villes est en revanche peu documenté. Que signifie concrètement habiter ces hôtels ? Comment décrire la vie à l'intérieure ? Comment les exilés habitent-ils ces lieux et leurs entours ?

L'un des hôtels dans lequel nous avons enquêté est décrit par Jean Rolin dans son livre *Zones* comme « au milieu de rien ». C'est la première impression que l'on a lorsque l'on arrive par la route départementale. Passer du temps avec les résident.e.s vient pourtant remplir ce rien, parce qu'ils sont en mouvement, d'un lieu à l'autre, qu'ils ont tissé des réseaux de ressources depuis ces zones désertées jusqu'à Paris. Sur place, le banal **fast-food** devient ainsi un point névralgique : wifi ouvert et jeux pour les enfants. La laverie, le lieu de rencontre familiale du samedi. Les 9m2 de la chambre bien aménagés prennent de l'allure, un peu « comme à la maison » nous dit une résidente.

27 Barrère, Céline, and Claire Lévy-Vroelant. *Hôtels Meublés À Paris: Enquête Sur Une Mémoire de l'immigration*. Créaphis, 2011.

Faure, Alain, and Claire Lévy-Vroelant. *Une Chambre En Ville: Hôtels Meublés et Garnis de Paris, 1860-1990*. Creaphis : Diffusion Seuil, 2007.

Herouard, Florent. "Habiter un logement temporaire. Le cas des demandeurs d'asile hébergés à l'hôtel." *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, vol. 29, no. 115, 2003, pp. 107-22.

Notre enquête nous a conduits dans 15 hôtels différents, la plupart en région parisienne, un autre dans l'Oise, en Normandie et en Bretagne, dans le Jura et les Hauts-de-France. Nous avons pu mener une enquête plus prolongée dans 4 hôtels, de trois à une dizaine de jours (*cf.* Tableau de présentation des hôtels en annexe, p.187).

A cette enquête, nous avons ajouté un travail d'archives. Car l'histoire de ces hôtels relève de l'histoire urbaine, celle de ces territoires délaissés aux confins des métropoles, peu habités et bordés par des autoroutes et des usines, là-même où se sont développés ces produits phares du tourisme *low-cost* dans les années 1990. Aujourd'hui reconvertis dans le social, ces établissements nous amènent à rouvrir la question de la place des pauvres dans la ville, leurs manières de l'habiter et leurs ressources. Ont été consultés :

- Archives de la chaîne Formule 1-Etap hôtel jusqu'aux années 2000 : documents édités et déposés à la BNF :
 - Brochures publicitaires ;
 - Magazines internes : Contact, Etapropos et Formule 1 : 10 exemplaires ;
 - Guides de la chaîne (5 exemplaires, des années 1990 aux années 2000) ;
- *Revue technique des hôtels et restaurants* : 7 numéros proposent des articles sur l'hôtellerie *low-cost* au cours des années 1990 ;
- Archives de la télévision (INA) : deux reportages sur la création et l'inauguration de ces hôtels *low-cost*.

Plan de l'ouvrage

Le mouvement des chapitres nous conduit de l'intérieur des hôtels vers le dehors proche puis lointain. Dans le premier chapitre, nous entrerons dans ces hôtels pour décrire les différents *espaces de l'habiter*, autrement dit les rapports entre ces espaces matériels et les activités sociales qui s'y déploient à partir des micro-scènes, interactions situées, entretiens, rencontres fugitives ou liens plus soutenus de l'enquête. Un deuxième chapitre reviendra sur les relations qu'entretiennent *les hôteliers et les familles au quotidien*. Dans un troisième chapitre, nous suivrons les familles dans leur interminable et chaotique *tournée des guichets* pour suivre leurs différents dossiers administratifs et garantir certaines ressources, une tournée qui s'effectue le plus souvent à l'échelle de la métropole. Enfin, dans un quatrième chapitre, nous nous arrêterons sur la situation des plus jeunes, *enfants, adolescents hébergés* en famille dans ces hôtels, ou encore celles et ceux que l'administration nomme « Mineurs Non Accompagnés ». Deux interludes ponctueront ce développement pour documenter l'histoire de ces établissements de tourisme et leur transformation en « hôtels sociaux ». Ils éclairent les manières d'habiter et de co-habiter que nous avons pu observer dans notre enquête de terrain.

Enfin, un livret de photographies accompagne le texte.

CHAPITRE 1

HÔTEL COMPLET !

La chambre à l'hôtel, c'est pour une nuitée ou deux. La notion de nuitée est autant une expérience qu'une catégorie administrative, puisque le service d'orientation et d'hébergement, le 115, achète des nuitées hôtelières pour des mises à l'abri (pour un total de 180 millions d'euros pour l'année 2015). La terminologie indique bien que l'hôtel serait à prendre uniquement pour la nuit. Il serait vide dans la journée. Les clients arriveraient entre 17h et 22h pour y passer la nuit, l'unité de compte administratif de nuitée serait donc l'envers du prix de journée d'un hôpital. Bien sûr, la réalité est tout autre. La notion de « refuge » paraît plus en phase avec ce que l'on peut observer. Mais comment vit-on dans 9 m² et des poussières ?

Halls et infinis corridors

Nos rendez-vous sont toujours « dans le hall ». C'est notre premier point d'amarrage. Résolument, on ne bouge pas. Sans code d'entrée, on attend dehors, avec code, on se tient debout ou assis dans le vestibule de 5 mètres sur 5, avec ou sans chauffage. Cela dure généralement des heures. Dans ces blocs carrés préfabriqués, l'entrée est un simple espace où se tient le réceptionniste derrière un comptoir, une vitre, un hublot. Il est rarement là. Le guichet est fermé. Une planche en bois sur la vitre le signale. On a le temps de déchiffrer les panneaux, la chambre, une boîte à dormir à 37 euros, la machine à café en panne et l'unique micro-onde qui n'attend personne. On peut lire les consignes : « LES VISITES SONT INTERDITES. SAUF AUTORISATION. » ; « DURANT L'APRES-MIDI, LA NUIT OU LE WEEK-END ET EN CAS D'EXTREME URGENCE, MERCI DE COMPOSER LE NUMERO SUIVANT 0612121212 » ; ou bien encore, une affichette plastifiée indique : « LE MICRO-ONDES N'EST NI UNE GAZINIÈRE NI UN FOUR. IL EST STRICTEMENT RESRVÉ POUR RECHAUFFER DES PLATS DÉJÀ CUISINÉS ET NON CRUS OU CONGELÉS POUR 2 OU 3 MINUTES » Sur une autre, on lira : « LES ENFANTS DOIVENT TOUJOURS ETRES ACCOMPAGNES ET TENUS PAR LES PARENTS ET NE DOIVENT PAS

TRAINER SEULS A LA RECEPTION, DANS LES COULOIRS, DANS LES DOUCHES ET WC ».

L'indigence des affichages est confondante : « VENEZ AU COURS DE FRANÇAIS LE MERCREDI », écrit au stabylo ; une feuille imprimée pour annoncer le report des visites des assistantes sociales, signée de leur prénom ; une adresse au hasard pour la gymnastique le samedi ; au concours de la meilleure affiche ? « EN DEHORS DU PDJ, IL EST INTERDIT DE STATIONNER OU DE MANGER AU COMPTOIR A LA RECEPTION ». Et peu importe si, à quelques centimètres de là, une affiche publicitaire défraîchie annonce fièrement : « CHEZ ACCOR, NOUS SOMMES LÀ, ET C'EST NORMAL ».

Dans les halls d'hôtel, l'absence du personnel nous facilite la tâche, l'attente au moins, des heures durant à observer des personnes qui circulent, s'arrêtent, parfois nous emmènent (rarement) dans La Chambre.

Dans l'un d'eux, à Ellis, à quelques kilomètres de Roissy, nous ne sommes jamais seuls ! Le hall est ici une sorte de salle d'attente occupée en continu par une dizaine de personnes, hommes, femmes, enfants, ados. Les premiers attendent et toisent l'horizon, les femmes font des allers retours entre chambre et cuisine, casseroles en main, les enfants regardent des vidéos sur leur smartphone. Chacun à ses affaires. On ne nous demande jamais rien. Parfois, après des heures, on nous tend une bouteille d'eau, parfois une pomme. De remercier et de demander si la cuisine est ouverte, si le livreur de pizza passe, si le Lavomatic est loin, s'ils sont là depuis des années.

25 mètres carrés à se partager comme le pont d'un navire. Marina la dame de ménage plaisante et rudoie : « Je sais ce que c'est après deux ans à la rue ! » Généreusement, elle félicite l'un et protège l'autre, de sorte que les habitants lui demandent mille services qu'elle rend au mieux. On comprend que c'est de fait la maîtresse de maison. Avec Paul le gérant - qui lui aussi a connu de grandes galères - ils forment un duo aidant au mieux comme le feraient des éducateurs. « Une photocopie s'il te plait ? Dix euros remboursables pour aujourd'hui j'attends un retour express ? (Rires) »

Les « Paul et Marina » fusent tous les matins. Ah ils ne sont pas là ? Il peut me conduire en voiture, ah non ? Chaque matin c'est un peu la réception des plaintes et des demandes urgentes.

Après des années d'interconnaissance, Marina et Paul inventent des rôles pour les anciens, l'un veille pendant leurs absences pour faire des courses alimentaires, l'autre tient le bureau d'accueil une heure, un troisième prend le courrier en cas d'absence, une femme assure « le bol » de riz pour un nouvel arrivant, un exilé qui a une voiture qui roule se propose de faire le chauffeur pour conduire un autre à la gare pendant la grève. Le tandem est d'autant plus attaché aux familles qu'elles sont là depuis des années, partagent avec eux les mêmes espaces et les mêmes soucis de ravitaillement, retards de bus, enfants malades, soirées sans fin.

Hall 1 du départ

Cette fois c'est Madame Bamba qui court poussette en avant dans le hall, deuxième enfant collé au dos, pour attraper le bus à trois cents mètres qui la conduira à la Gare de Gonesse pour Paris où son amie l'attend pour prendre les enfants, le temps qu'elle fasse le ménage dans un magasin de vêtements. C'est la même scène à 13 h, plusieurs femmes foncent direction Paris pour travailler. Cette scène a déjà lieu à 5h du matin, pour arriver à Paris à 6h, reprendre la ligne 13 pour arriver dans les bureaux à nettoyer à Pleyel vers 6h 30. Epoussetage des stores, nettoyages consciencieux des claviers, souris d'ordinateur, combinés téléphoniques, nettoyage des carrelages, des vestiaires, « à l'eau pas trop chaude SVP ! Sinon ça annule le pouvoir nettoyant ! », rappelle la cheffe, « et surtout ne pas toucher aux documents papiers, non, non ! »

Les femmes sont « techniciennes des sols » suivant le bulletin de salaire, femme de rangement permanent dans l'hôtel, femme lesiveuse et cuisinière les week-ends pour la famille. Mais où lave-t-on son linge ? Les hôtels sont dépourvus de machine : sur les douze hôtels dans lequel nous sommes allés, seuls deux d'entre eux en étaient équipés.

Filer par le pont de Bozon, prendre alors la Zone d'activité des bois. Suivre les rues qui tournent en boucle au tour des carrosse-

ries, tôlerie peinture. Ne pas rater l'orange bleue du Fitness – juste derrière le grill Courtepaille – viser le Mac Do distribution à la voiture.

C'est le tout petit matin. Pour être sûr de ne pas rater mes rendez-vous, je prends deux heures d'avance. L'hôtelier m'a dit : pas d'erreur, surtout derrière les bennes à ordures, prendre le parking Aubade carrelage sanitaire, se laisser glisser sur un second parking. L'hôtel se tient là, et juste devant, une pancarte : « parking non gardé ». Une vingtaine de places toutes occupées de vieilles guimbardes, certaines en ventouse, deux camionnettes pleines de tôles et de pare-chocs. Une Citroën bourrée de matelas, des couvertures et sacs. Débarras à quatre roues, ça sent l'urgence !

Jean m'attend impatient. Il est dans le Hall assis au côté de trois jeunes Maliens concentrés sur leur smartphone. Un défilé de poussettes surgit de la cuisine. Une douzaine d'enfants filent avec leurs mamans avec le petit dernier sur les quatre roues, les sacs plastiques accrochés. Bousculades, cris, ça passe juste à la porte. Jean m'attend pour que je le conduise à la gare.

Soudain, deux hommes en costume entrent « bonjour mesdames » et filent regard noir dans la loge de Paul le gérant. On ne comprend pas bien ce qu'ils font là. Ils tiennent des dossiers en main, regardent partout. L'un d'eux tempête : « Quoi les chambres à 35 euros, j'achète pas. On m'avait dit 45. C'est pas pareil. Multiplié par 48 chambres ». L'hôtelier vaguement gêné se faufile dans la cuisine, montre les fuites au plafond « Faut refaire toute la toiture, cinquante mille euros ». Des landaus et des sceaux stationnent sous les dégoulinures en période de pluie. On finit par comprendre : les deux hommes sont là pour visiter l'hôtel parce qu'il est à vendre ! Jean reste debout en attendant. Les hommes aux yeux noirs insistent pour visiter une chambre. « Mais elles sont toutes occupées ! s'exclame le gérant, je ne peux pas ». Il y a un silence. Les regards se tournent vers Jean. « On peut venir chez toi ? » ose Paul, le gérant « – euh ben oui très vite car j'ai mon RER ». Jean me fait signe. Je me glisse dans la montée au premier étage.

C'est plutôt un coup d'œil semblable à celui que l'on donne en passant devant des cabines de piscine avant le bain. Car on ne peut

rentrer que trois par trois dans sa chambre. Sur la gauche, un lit double monté d'un lit superposé une place pour la fillette de 6 ans. Au pied du dortoir, le lit démontable du petit de six mois. De petites caisses s'empilent jusqu'au plafond d'où débordent quelques vêtements. Au bout du lit deux places, à la place des pieds, de petites étagères montent jusqu'au plafond, avec des tiroirs où ranger les papiers, les sacs à dos, les sacs plastique. Le dernier mètre carré est occupé par une table basse de 75 cm X 75 cm sur laquelle manger midi et soir. On s'assoit par terre pour être à la hauteur. Derrière le dos, un frigidaire surmonté d'un micro-onde avec au côté un bac et un robinet d'eau. Tout est parfaitement ordonné, classé, emboîté comme un mécano. J'oubliais la télévision et BFM en continu. Dans ce dortoir de poche, ne pas oublier la douche et lavabo de toilette d'un mètre 20 sur un mètre, sorte de coque préfabriquée : toilette-vaisselle-rinçage. Fièremment le frigidaire est ouvert pour montrer les 6 boîtes des repas préparés d'avance pour 3 jours. Tout y est : le riz cuit et les sauces prêtes. Un assemblage de casseroles, poêles, assiettes et instruments de cuisine dorment dans un sceau à terre. Enfin une petite lucarne de 50 cm sur 50 cm est entrouverte pour aérer. On tient bien debout à 3 personnes, un peu serré genre ligne 13 du métro à 18 heures. On se lave-dort-dîne-prie-lit-en 9-m2. Mais on tient. L'essentiel, c'est que les photographies des enfants soient sur les murs, dans une composition mi-scolaire, mi-album de famille. Seule trace d'une institution, le magnifique calendrier de la coopérative scolaire.

En moins de trois minutes, on s'échappe avec Jean, vite au refuge de la voiture. Ouf. La semaine dernière nous étions dans sa chambre, debout, sans pouvoir s'asseoir, à prendre le café et à décrire l'ingénieuse installation de la chambre de 9 m2 et des pous-sières. « Ça fait 6 ans que je suis là. Comment on fait pour sortir de là après 6 ans ? Pourquoi le SAMU social n'aide pas à accéder à un logement comme tout le monde ? Ma femme est en stage d'apprentissage, notre fille de 6 ans va à l'école, notre dernier à la crèche, et moi j'ai un CDD transformable en CDI dans un mois. » Et me montrer ses diplômes en sécurité. Car des CDD il est fatigué et il veut un CDI.

Direction le travail. Nous filons sur la gare de Gonesse et Jean continue ses explications sur ce qui ne tourne pas rond. « Je suis arrivé de Ziguinchor (Sénégal) après des déboires familiaux, affaires d'argent et de religion. Ma femme est musulmane et moi chrétien donc des menaces au pays. On est là depuis 10 ans et d'hôtel en hôtel j'ai atterri ici, mon bébé de six mois est né là et je suis vigile, gardien de magasin au quatre coins de Paris banlieue. On est chez nous ici. Ma fille est chez elle à l'école. On est habitué. Mais à 4 dans 9 m² on vit sur le couloir. Comment on fait pour s'en sortir ». Sur la route on ne croise que des femmes et des landaus ainsi que des hommes seuls qui foncent sur la gare.

Jean s'anime d'avantage lorsqu'il brandit ses diplômes tout frais sous pochettes transparentes : diplôme d'agent incendie et d'assistance à personne ; habilitation BO-BOV-H0 de l'AFPA ; attestation palpation de sécurité et inspection des bagages ; attestation d'utilisation des moyens de première intervention, extincteur et RIA ; Agent de sureté et de sécurité privée (Dakar) ; carte professionnelle.... « Vous vous rendez compte? Je suis diplômé. » Jean à un titre de séjour provisoire depuis 2016 qu'il doit renouveler régulièrement. « Faut que je fasse gaffe avec mon CDD qui doit passer en CDI, je ne sais pas comment ça se passe, comment ça va se passer. » L'inquiétude est palpable. Son visage rond reflète cette question : et si ça ne marchait pas ? ! Il prend sa sacoche avec sa boîte repas dedans. On se retrouvera vers 18 h à son retour.

En me saluant, il tient à m'expliquer un proverbe Sénégalais : « LORSQUE JE GUETTE, JE NE TOUSSE PAS »... Je rigole de l'expression sans trop en mesurer le sens. Et lui de préciser les yeux grands ouverts qu'en période d'essai, il faut se tenir tranquille. Pas-faire-de-vague. Pas-de-protestation. Pas de bruit, on ne tousse pas. J'acquiesce. Puis j'approuve « ah oui ».

Hall 2 du retour

Retour à la Zone d'activité des bois, à Ellis, en bout de tram et terminus de bus. Marina, la femme de service, sort les poubelles de l'hôtel. Elle est mal payée comme d'habitude, après dix ans de service, « les miettes dit-elle » avec un sourire ; d'autant plus mal

qu'elle fait bien d'autres choses, tant de services, tant de relations auprès des 45 familles et leurs 73 enfants qui sont là. Dans l'entrée, un solide gaillard, cheveux attrapés sous casquette, planté chaque matin durant des heures à attendre le client : « c'est notre mécanicien improvisé, sourit Marina. Il dépanne toutes les marques de voitures par tous temps et à toute heure. » Rires qui laissent deviner une longue familiarité. Ses 9 m2 sont laissées à sa femme et son fils tandis qu'il court après le moindre « coup de main ». L'air de rien il assure l'entretien d'une vingtaine de voitures, souvent très fatiguées, dépannage, révision, changement des disques de frein. Tiens, un appel ? Encore une golf 5 avec les 4 amortisseurs morts.

Paul le gérant repasse dans le hall avec ses deux visiteurs aux yeux noirs. Ces potentiels acheteurs de l'hôtel proposent 3 millions pour ces 45 chambres. Paul accepte que je reste durant la visite. Il précise qu'il faut refaire entièrement le toit – pour une somme de 50 000 euros – car il y a des fuites. « Il est quand même de 1987 ce bâtiment ! » Les visiteurs soulignent que deux autres hôtels à moins de 500 mètres sont aussi à vendre, dont un de 60 chambres. Sous entendu, faite attention au prix. Mais Paul fait l'éloge : « la chambre 13 m2 c'est grand. Une cabine de douche/lavabo/toilettes. Cabine plastique polyester tout intégré, elle est d'origine ! C'est du solide. On commence à changer la robinetterie, une bonne construction »

Arrivé au deuxième étage, Paul glisse qu'il est un ami de l'actuel propriétaire et qu'il restera même en cas de revente, car il fait partie d'une association de service d'hébergement social. Et de faire l'histoire : « L'hôtel appartenait à une chaîne, les hôtels LIBERTE ! On a mis 5 ans pour passer de l'hôtellerie classique à une ouverture sur le social. Ça faisait tampon. Mais faire les deux est intenable. Dès qu'on commence à faire du social, on perd de la clientèle classique : il y a des enfants, c'est difficile de faire respecter la discipline ». A l'étage, la porte de secours est ouverte, pas normal dit l'un. « Les familles l'utilisent comme porte pour sortir tous les jours, c'est plus court et plus discret pour faire leurs allers et venues » précise Paul. « C'est une bonne affaire », plaide-t-il, avant de poursuivre : « Avec le social, en fin de mois on envoie la facture,

on fait payer plus cher que des clients privés, le Samu social paie 48 euros. On empoche près de 52 000 euros par mois. Il y a des frais mais c'est très rentable. Donc on fait des efforts pour tolérer les manquements au règlement. Là nous sommes 5 salariés, moi-même le responsable, une femme de ménage Marina, le gardien de nuit Mohamed, le frère du propriétaire et le fils du propriétaire qui assure une surveillance ».

« Vous êtes tranquille ici. Ils sont gentils, ils vivent dans le noir, le rideau est fermé. Ça consomme de l'électricité, mais ils sont gentils. Les chambres sont bien tenues, les équipements en état, le 115 passe vérifier. Ils sont gentils, sauf pour la nourriture. C'est interdit de faire à manger dans la chambre, mais ils le font, on n'arrive pas... à faire autrement ».

-Vous n'avez pas de trou dans le planning d'occupation ? -Ah non c'est plein de familles, on ne peut pas les renvoyer ! La grande majorité demande des papiers, certains en attente de régularisation, certains demandeurs d'asile. Mais on a une majorité de débou-tés et comme ils ont des enfants, ils ne peuvent pas être renvoyés. Certains sont restés 7 ans, d'autre ça fait 5 ans. Ils aimeraient partir, car ils ont un travail mais ils ne gagnent pas assez, ils ne peuvent pas avoir un logement.

-Et par chambre, combien il y a de personnes ?

-Normalement le maximum, c'est une famille avec un enfant, mais en fait souvent deux enfants. Quand un enfant naît, en théorie, ils doivent partir, mais ils restent parce que le Samu social ça les intéresse, changer d'hôtel c'est payer plus cher. Mais on est hors quota. On a deux familles les Tchétchènes et les Roumains qui eux ont deux chambres, mais ce n'est pas la règle.

Il y a bien des engueulades entre les gens, mais ça va ».

Les deux hommes aux yeux noirs sortent précipitamment, portable à la main. Affaire de fuite du toit, du supermarché d'à côté qui veut s'agrandir et surenchérit sur leur offre, du contrat à expiration en 2022, rien de possible à faire avant. Ah les hôtels ne sont plus ce qu'ils étaient ! La liquidité des investisseurs est en urgence. Vite réinvestir.

Hé, je veux ma place, Madame ! Récit à la cuisine

L'espace de la cuisine en hôtel est un haut lieu de l'économie quotidienne. On a bien dit la cuisine, l'unique cuisine pour 50 à 80 familles. Un vrai casse-tête qui donne la prime aux familles les plus fortes. On y échange des produits, des recettes, des dettes et de la méfiance. Gardons à l'esprit que « faire ses courses » et « faire la cuisine », c'est sacré. C'est le socle de base en périodes difficiles qui fonctionne comme une sécurité pour adapter la consommation aux autres ressources alimentaires. Car il faudra compter sur l'aide à la cantine pour les enfants, l'aide des restaurants du cœur, les fins de marchés, les invendus au LIDL.

Samedi après-midi, tout juste 13h, à l'hôtel d'Ellis. Enfin seule dans la cuisine, Mme Efoui a pris place devant les six plaques chauffantes. L'espace a été occupé toute la matinée par d'autres résidentes et elle a dû attendre son tour comme tous les samedis. Aujourd'hui, elle commence par faire griller cinq morceaux de poisson et met du riz à cuire.

Près d'elle, sur le plan de travail, deux gros sacs contiennent tout ce dont elle aura besoin pour ses recettes : des tomates fraîches, des morceaux de poulet, des épices, des poivrons et des piments frais, des épinards en boîte, des crevettes et poissons séchés, du concentré de tomate, de l'ail, du riz, une bouteille de 5 litres d'huile de tournesol, des cubes Maggi. Chaque ingrédient est emballé dans un petit sac plastique que la cuisinière ouvre et referme soigneusement. Ces sacs, c'est son garde-manger. Dans sa chambre, ils sont rangés sous une petite table, enfouis entre la valise de vêtements de sa fille, la caisse de jouets du petit et les chaussures de sécurité de son mari.

Mme Efoui cuisine une seule fois pour toute la semaine : elle travaille à Paris, elle est agent de service dans un hôtel, elle part le matin vers 7h30 et rentre en fin de journée. Elle prend le bus puis le train, une heure de trajet. Elle n'a pas le temps. En semaine, elle fait juste cuire un peu de riz en plus ou des pâtes qu'elle garnira avec la sauce préparée en quantité ce samedi. Toute une organisation domestique à prévoir ! Elle a acheté ses produits frais au marché la veille à Ellis, elle fait, en plus, souvent quelques courses

à Château Rouge pour ce qu'elle ne trouve pas ailleurs.

Dans ses sacs, il y a aussi un faitout, une poêle, deux casseroles achetées au Lidl à 300 m de l'hôtel, un bon couteau pour couper la viande crue, une passoire, des cuillères en bois, un moulin électrique pour moudre les crevettes et les poissons séchés, et surtout de multiples boîtes en plastique pour stocker les mets préparés. Elles rejoindront le petit frigo installé dans sa chambre. C'est vrai que les étagères de la cuisine collective sont peu garnies : une poêle bien usée, quatre ou cinq casseroles cabossées, une friteuse. « On est obligé d'avoir ses propres casseroles dans sa chambre, si on les laisse là, on ne les retrouve pas ». Dans ces sacs, elle n'a rien oublié, elle a ses habitudes pour faire la cuisine, cinq ans qu'elle habite dans cet hôtel.

Au son du ronronnement métallique de la hotte aspirante, Mme Efoui s'attelle maintenant à la sauce, elle en prépare deux grosses casseroles : couper les tomates en dés, écraser les gousses d'ail, mélanger avec les oignons, le concentré de tomates, rallonger avec de l'eau. Ajouter les piments frais. Couper les poivrons en lanière. Moudre les crevettes et les poissons. Laisser mijoter.

Le poisson a fini de griller, il faut laver la poêle pour maintenant faire frire les morceaux de poulet un à un.

Un homme entre dans la cuisine. Salutations. Mme Efoui : Et ta dame, ça va ? L'homme : oui, elle est partie au travail. Il cherche une poussette d'enfants, il regarde parmi la quarantaine de petits véhicules entassés pêle-mêle dans ces 35 m² : il finit par renoncer et quitte la cuisine.

Agée de 10 ans, Abla, la fille de Mme Efoui, descend. Sa mère lui remplit une grosse assiette de riz, de poissons et de sauce. La fillette remonte dans sa chambre pour manger avec son frère. Une jeune femme, Mariam entre dans la cuisine : il reste une plaque de libre, elle tire une casserole de l'étagère, met de l'eau à chauffer et remonte dans sa chambre.

Il est maintenant près de 15h, les plats de Mme Efoui continuent de mijoter lorsqu'arrive Mme Gnali avec son faitout. Postée en ar-rêt devant la plaque de cuisson, elle interpelle sa voisine :

-Hé, je veux ma place, Madame !

-Hé, il n'y a pas de place, Madame !

Les deux femmes rient.

Mme Gnali demande à qui sont ces casseroles, elle arrive à mettre la sienne sur une plaque. C'est du poulet au court-bouillon. Elle l'a préparé dans sa chambre, il ne reste plus qu'à cuire. Elle demande à Mme Efoui de surveiller . Avant de quitter la pièce, elle se plaint : hier, la cuisine était pleine, elle n'a pas pu faire son riz.

L'une des sauces de Mme Efoui est prête. Elle en remplit une boîte en plastique et entreprend la transhumance jusqu'à sa chambre... mais la sauce déborde, le carrelage du hall se couvre de tâches rouges, les escaliers aussi... La femme de ménage s'alarme et appelle la fille de Mme Efoui pour nettoyer. Quelques minutes plus tard, la mère redescend, elle nettoie derrière elle. Elle remplit une nouvelle boîte que sa fille remonte dans la chambre. Aucune goutte par terre cette fois. « Ah, monter descendre, monter descendre » soupire la dame.

Même très affairée en cuisine, les soucis du Togo ne sont jamais loin pour Mme Efoui. Les élections présidentielles sont dans quelques jours, et le pays connaît des violences. Des violences qu'elle a fuies pour venir en France. Des mouvements politiques lancent l'alerte. Mme Efoui regarde des reportages sur son téléphone, les écouteurs dans les oreilles, elle s'inquiète de la situation : « mon pays va mal », répète-t-elle. « Blessier les gens, tuer les gens, même les enfants. Rentrer dans les maisons. » Elle s'interrompt : sa fille redescend son assiette vide pour la laver. C'est une élection à 2 tours, pour la première fois au Togo, avec 4 millions d'électeurs...

Quelques instants plus tard, Mariam redescend, elle fait attention maintenant : le mois dernier, elle a mis des œufs à cuire et a oublié de redescendre. Au bout de 45 mn, il ne restait plus rien dans la casserole. Cela lui a valu quelques réprimandes de la part de Marina et des résidentes qui ont eu peur en entendant les œufs éclater.

Elle tient en mains un sac Leader-Price et en sort de la viande

congelée qu'elle passe au micro-ondes avant cuisson. Pendant ce temps, elle épluche des pommes de terre debout dans un coin du plan de travail. Anglophone, elle ne parlera pas aux autres pendant qu'elle veille sur sa casserole.

Une résidente entre, une bassine en plastique remplie d'ustensiles de cuisine : une vraie pyramide. Un coup d'œil sur les plaques de cuisson : toutes occupées. Elle repart. Quelques secondes plus tard : patatras... Tout a dû tomber dans les escaliers.

Un jeune résident de 25 ans descend avec un cuiseur à riz qu'il branche dans un coin opposé de la cuisine. Il y dépose du canard en conserve, et repart.

C'est au tour de Mme Diop, la femme de Jean, de s'installer sur le plan de travail. Bien organisée, elle tient d'une main un panier en plastique rempli d'ustensiles et d'ingrédients, et de l'autre sa propre plaque chauffante qu'elle a descendu de sa chambre. Comme Mme Efoui, elle n'a rien oublié dans ce garde-manger portatif. Y sont rangés soigneusement la viande, les oignons, l'ail, les cubes Maggi, le piment, le riz, la casserole, le gros couteau, la cuillère en bois et la sauteuse.

Mme Bâ entre à son tour. Une chance, Mme Efoui vient de libérer un feu. Elle met de suite du riz à cuire et découpe des légumes qu'elle tire d'un gros sac. « Je n'ai pas mangé depuis hier soir, ça me donne faim là. » Les femmes rient.

Mme Gnali redescend. Il y a maintenant cinq femmes dans la cuisine sans compter les allers et venues du résident qui surveille la cuisson de son plat. Tout le monde reste debout, il n'y a que trois chaises branlantes dans la cuisine et une minuscule table. Les discussions s'animent. Mme Diop et Mme Gnali échangent leurs expériences professionnelles. Mme Diop recherche un stage pour une formation d'aide à la personne. Mme Gnali aimerait avoir un autre métier qu'auxiliaire de vie, « je veux monter » dit-elle. Quant à Mme Diop, elle ne trouve pas de stage. Elle ne sait pas trop bien où chercher : crèche, maisons de retraite, association d'aide à domicile ? Surtout, quand elle voit certaines femmes ici courir pour aller au travail, chercher les enfants, aller au marché, elle doute :

« est-ce que je vais réussir à faire ça ? ». « Ah oui, tout le monde est fatigué là » lui répond Mme Gnali. Elle-même se dit fatiguée, son mari lui a fait la remarque, « eh, il n'a qu'à en trouver une autre et il me fait signe. » Rire général.

Mme Bâ demande à Mme Efoui si elle peut lui emprunter son produit vaisselle et son éponge. Ça aussi, c'est individuel, chacun doit prévoir son matériel ! Elle nettoie le plan de travail qu'elle a sali et passe un coup d'éponge sur toutes les étagères de la cuisine en chantonnant.

Sorti du bureau, le gérant, visage grave, tient à la main une liste de noms tirée sur ordinateur. C'est le planning de ménage des couloirs, de la cuisine. La cérémonie est la même chaque mois, la liste s'affiche au mur, personne ne la regarde. Le gérant sait que nul ne se détourne. Il sait que chaque famille à fort à faire déjà dans son appartement de 9 m², il sait que les uns les autres se marchent sur les pieds ; il sait que l'exécution d'une règle ne vaut que si elle est partagée ; il sait que c'est vain mais il pose l'affiche : « je n'y arrive pas » susurre t-il.

Sur le mur, il colle sa feuille A4 annonçant pourtant un planning des jours de ménage : lundi, Famille Baya, mardi Famille Djenane, mercredi, famille Kinkokka... Il enlève l'ancienne affiche défraîchi. Une date : juillet 2019. Depuis 6 mois, plus rien. Jugé peu efficace et source de conflits entre les résident.e.s, le partage des tâches a été abandonné. Le ménage est laissé au bon vouloir des unes et des autres, et en cas de débordements, aux coups d'éponge de l'employée d'entretien.

Le jeune résident de 25 ans redescend, cette fois, il a une plaque lèchefrite en main, très sale, il a acheté le mini four sur le Bon Coin la semaine dernière. Il a mis du décapant dessus dans sa chambre mais sans résultat. Il vient faire bouillir de l'eau pour la mettre à tremper. Il la pose sur l'évier et se fait réprimander par Mme Gnali : « hé, tu prends toute la place là. »

L'après-midi de cuisine touche à sa fin pour Mme Efoui : il est 17h30. Après 4h30 passées en cuisine, à laver les ustensiles, à préparer les plats, à les mettre en boîte, à attendre que ça mijote,

à échanger quelques mots avec des voisines, elle peut remonter dans sa chambre. Sa fille l'aide, et il leur faudra pas moins de 6 voyages à elles deux pour débarrasser toute la cuisine. Le dernier sac (les épices), c'est le petit de 4 ans qui décide de le remonter fièrement.

A 18h, une autre résidente passe la tête par la porte de la cuisine : « personne n'aurait un peu de crème fraîche ? Non, bon je vais au magasin ». Et de partir au Leader-Price situé à 300 m de l'hôtel.

Le gérant, Paul, et Marina, la femme de service, ont jeté l'éponge depuis longtemps. Ils ne font pas le poids devant les forces d'occupations qu'exercent les femmes cuisinières qui descendent les bras chargés d'ustensiles et de courses. Déposer ses gamelles bruyamment, c'est annoncer le démarrage du tour de chauffe. C'est aussi construire un espace d'échange sur un réseau fermé sur le goût : le poulet contre le poisson, le frit contre la cuisson à l'eau. Tout en cooptant trois-quatre amies cuisinières, Mme Efoui prend ses 4 heures, le temps qu'il lui faut pour ses repas de la semaine, et surtout toute la place est réquisitionnée à cette fin. Les regroupements ethniques se font en dépit des oppositions de goût. Les femmes sénégalaises font avec les ivoiriennes bien qu'elles n'apprécient guère leur manière de cuire le poulet. Les femmes anglophones du Soudan sont plus isolées. Au total ce sont les femmes « les plus battantes » qui se saisissent des espaces. De nombreuses femmes se font discrètes, très en retrait, rasent les murs, préférant investir d'autres lieux. Le signe de se désinvestissement ? Si l'on ouvre les cinq frigidaires présents dans La cuisine, on peut remarquer qu'ils sont à moitié vides, très peu ou pas occupés. C'est que les aliments « pour soi » font parties intégrantes de l'intimité. Il n'est pas question de laisser exposés publiquement ses choix alimentaires, ses préparations et ses sauces. Il n'est pas question de se « laisser voir » à travers « ce que l'on mange ». On ferme la bouche en mangeant, en somme.

Cette scène est identique dans tous les hôtels que nous avons explorés équipés de cuisine collective. Grosso modo, 6 ou 7 familles occupent pleinement les lieux et débordent d'énergie pour défendre leur pré carré. Rien de surprenant à cela. Ce lieu de 5 mètres

sur 5 mètres et ses sept plaques chauffantes est parfait pour sept familles. Nous glissons à Paul que cinq espaces de cuisine feraient l'affaire. Il tourne le dos en lâchant – « ils font la cuisine dans leur chambre, c'est interdit mais nécessaire, (...) On laisse faire car on ne peut pas faire autrement ».

Dans l'hôtel de Clairon, dans l'Oise, la cuisine de 7 mètres sur 4 mètres est un cabanon en parpaing dans la cour arrière du bâtiment, les pieds dans la boue l'hiver. Le mode d'occupation est le même, les familles les plus anciennes se la sont appropriée. Dans l'hôtel de Gilles, à Seinette, chaque chambre de 11 m² possède un coin cuisine avec une plaque, un micro-onde et un frigidaire. Il a voulu « éviter les conflits » entre familles. « C'est vraiment une kitchenette, comme dans un studio ». Il change les micro-ondes « au moins tous les ans » et au départ d'une famille s'il est cassé. Les entours des hôtels, parkings et pelouses délaissées, prennent parfois des airs de casses d'électro-ménager : série de lave-linge ou de frigo HS, étendoirs, radiateurs, en attente de réparation ou en attente tout simplement.

Mais il est une autre conséquence de cette absence de cuisine : massivement on fait un repas le soir, rien de plus. Les enfants sautent tous les repas de midi, sauf s'ils vont à la cantine de l'école. Les samedis et dimanches, ce sera parfois une boîte pour trois personnes, offerte par les restaurants du cœur, chauffée sur le pouce, dans le dernier mètre carré de la chambre. L'unique repas n'a pas d'heure fixe, les encas se font dehors, le sommeil est pris irrégulièrement par fractions nuit et jour. Ces vies irrégulières ainsi produites conduisent à des désordres corporels notés par les médecins. Espace, repas et sommeil manquent.

Sur cette toile de fond, une proposition du Samu social de Paris apparaît comme un mirage en plein désert. Dans un rapport de 2016, l'organisme se félicite : « 37 ateliers de cuisine au four à micro-ondes ont eu lieu avec 22 familles hébergées sur notre dispositif [en hôtel]. Soit près de 700 personnes représentées ». Le document conclut p. 6 à la nécessité d'essaimer cette initiative²⁸. La Mission « mieux-vivre à l'hôtel » ne faisait que suivre une cir-

28 Samu Social de Paris, Plan d'action 2017, Mieux vivre à l'hôtel, 2016.

culaire interministérielle : « L'hébergement à l'hôtel ne permet pas un accès direct à des outils de cuisson, ce qui ne facilite pas la confection de repas. Il s'agira donc de fournir aux associations d'aide alimentaire des **denrées davantage adaptées** [c'est nous qui soulignons], de les renforcer en **alimentation infantile adaptée** et de diffuser des conseils pour cuisiner de façon équilibrée en l'absence de cuisine. Un guide pratique sera diffusé prochainement dans cette perspective.²⁹»

Ont-ils au moins essayé de faire un Thieb au poulet avec un micro-onde ? Désormais, les palais et les ventres des enfants et des adultes sont officiellement enjoins à s'adapter aux contraintes matérielles des lieux. S'installer dans un lieu, n'est-ce pas pouvoir y prolonger ses habitudes alimentaires et faire la cuisine que l'on aime ?

Moi j'ai fait ma chambre comme la maison !

Poursuivons maintenant avec une résidente la visite dans l'espace plus intime de la chambre. Nadia, vit avec son mari et sa fille de cinq ans dans une de ces chambres de 9m². Ils viennent du Maroc. Ils vivent dans cet hôtel à Ellis depuis le 11 janvier 2019, – un an et un mois – dans la même chambre. En 2017, la famille louait un petit appartement en Seine-Saint-Denis, mais découvre plus tard que c'est un squat – le dit propriétaire ne l'était pas – et que le sang de la petite fille est contaminé par le plomb. Elle est relogée dans un hôtel dans le 95, à quelques kilomètres, pendant près de deux ans : sans cuisine, sans frigidaire. L'hôtelier disait aux enfants de ne pas pleurer pour ne pas gêner les touristes. La petite fille se retrouve anémiée. Le 115 finit par la reloger dans cet hôtel. Dès son arrivée, le gérant lui donne un frigo propre pour mettre dans sa chambre, « même si c'est interdit », dit la mère.

Nadia est contente d'avoir un frigidaire dans sa chambre. « Moi j'ai fait la chambre comme la maison ! » Elle répète « comme la

29 Circulaire n°DGCS/SD1/BUSH/DHUP/DIHAL/DGEF/2015/51 du 20 février 2015 relative à la substitution de dispositifs alternatifs aux nuitées hôtelières et à l'amélioration de la prise en charge à l'hôtel signée Bernard Cazeneuve, Marisol Touraine, Sylvia Pinel, Ségolène Neuville.

maison ». « Très bien aménagée », sa chambre paraît plus grande que les autres. Elle a installé un canapé-lit et s'est débarrassée du lit que le gérant a repris. Elle peut le replier la journée, elle a une table basse. « J'ai fait de la place pour ma fille pour jouer. » Le canapé, elle l'a acheté 100 euros, à une dame chez qui elle faisait le ménage, il valait 450 euros. Nadia calcule les économies réalisées. La télé est suspendue au mur. Il y a aussi un tapis beige et noir, un don. À côté du canapé, un lit d'enfant avec des peluches : l'ourson Winnie la suit depuis le premier hôtel. Le lit superposé encore trop haut pour la petite est utilisé pour le rangement. Sous le lit superposé, dans des caisses plastiques superposées : les vêtements de la petite, et juste à côté, une valise pour ses vêtements à elle. Sous la table, un sac de voyage avec les vêtements de son mari. Dans les hôtels low-cost, pas de placard : on devait y rester une nuit avant de reprendre la route ! À côté des caisses de vêtements, deux autres caisses avec les jouets de la petite. Nadia a aussi une petite table avec deux chaises pliantes en plastique, « le tout acheté à Ikea ». Deux petites plantes vertes sont encerclées par de petites bougies parfumées.

Près de la fenêtre, un frigo avec dessus un mini four électrique. Hier, mère et fille ont préparé des gâteaux, de belles madeleines en forme de cœur. Il y a aussi une table sur laquelle reposent une plaque électrique, un four micro-onde et dans des bacs en plastique roulant tous les ingrédients de cuisine bien rangés. Le mini-four vient de la brocante organisée un dimanche par mois sur le parking du Lidl d'en face. Circuit court ! Tout ça installé près de la fenêtre pour l'aération.

Tout est parfaitement rangé, de manière astucieuse, chaque chose a sa place, rien ne déborde dans ces 9m². La porte d'entrée s'entrouvre seulement – c'est comme ça dans toutes les chambres que nous avons vues. Cette discipline l'oblige à ranger tous les jours. Les superpositions et les empilements s'imposent : les provisions et ustensiles sous une table/sous un micro-onde/sous une plaque électrique/sous des ranges couverts. Empilements de caisses. Empilement de vêtements et de jouets. Comme des couches géologiques, qui sédimentent au fil des mois l'équipement domestique. Il y a encore quelques niches de libre, pour les cachettes de la petite-fille...

Dans d'autres hôtels, le règlement est formel : pas de décoration, pas de poster, et « INTERDIT DE SURCHARGER LES CHAMBRES. CHAQUE PERSONNE A DROIT À UNE VALISE », comme pour un voyage en avion en somme, une seule valise en soute, au-delà il faut régler une surtaxe. Allons bon, le gérant souligne qu'il faut faciliter le service de ménage, surtout, on empêche l'empilement, autrement dit l'installation des familles.

Le jour de grande cuisine ? Pour Nadia, ce sera le mardi, une journée moins chargée dans la cuisine collective que les samedis et dimanches. Si Nadia veut faire le couscous, elle préparera d'abord la semoule dans sa chambre, puis descendra pour faire cuire la viande. Elle en offre au gérant de temps en temps. Le micro-onde dans la chambre lui permet de réchauffer vite du lait ou du riz. Mais pour l'heure, elle doit filer en ville faire ses quelques heures de ménage au noir.

Au Lavomatic

Autre scène de la vie quotidienne, la lessive. 14h. Tu sais si y'a du monde à la laverie ? Sortir du parking, traverser le Mac do, descendre un second parking direction le Leader Price, droit sur le temple du Lavage. Car l'unique machine à laver de l'hôtel est en panne. Bizarre non ? Elle était neuve mais n'a pas résisté, à travailler jours et nuits. Bizarre quand même ? Le propriétaire n'avait pas choisi un modèle industriel mais la machine de monsieur et madame tout le monde, alors forcément, elle n'a pas tenu le choc de 60 familles. Le lavage des draps et serviettes de toilette est assuré par une blanchisserie, le changement s'effectue une fois par semaine.

Le patron moustachu du Lavomatic trône à l'entrée d'un air bonhomme : « le sélecteur est en panne, vous me payez direct. Et faites attention de ne pas trop charger, c'est marqué 16 kg, pas 25 ! On bourre pas. » Cinq femmes et trois enfants entrent en même temps avec des poussettes chargées de linge et de sacs. Le distributeur de lessive est aussi en panne. On a l'habitude. On vient avec son litre. Le carrelage jaune supporte une immense table en plastic branlante. La séance durera 4 heures, 4 heures à charger, décharger, at-

tendre le sèche-linge, surveiller et somnoler. « Vous avez beaucoup de chance, lance le patron, mes machines sont à toutes épreuves. C'est pas comme à la gare de Gonesse ! Toujours en panne ! » Les enfants chargent les machines, on fait une chaîne pour déplacer les kilos de linge. Une famille charge deux machines de 16kg et trois machines de 7 kg. Les enfants partent jouer au Mac Do.

Le moustachu fait l'éloge du lieu. « Ah ces Lavomatic ! C'est un produit d'appel. Les femmes viennent pour 3 heures de linge, pendant ce temps, monsieur lave sa voiture, fait changer ses plaquettes de freins, change deux pneus ou fait faire une petite réparation. Ça c'est rentable, d'autant qu'en sortant ils font le plein de gazole. C'est tout un espace parking lavage carburant aspirateur Lavomatic. » Tous les exilés connaissent l'adresse, s'y retrouvent qui avec un caddies, qui avec un landau, qui avec une bicyclette. Pendant l'attente, on échange et on écoute BFM qui tourne en boucle jours et nuits dans tous les lieux publics, les hôtels, les bars tabac, les PMU. Le Lavomatic est le bar du pauvre. Il y a un distributeur de café et de biscuits pour pas cher. Un homme passe vendre du thé à la menthe. Les machines à laver ronflent dur fr-rrououooooommm....

Chambre, cuisine, Lavomatic, les femmes forment une sorte de société du nettoyage, une société alimentaire aussi, une société de lingères ou encore, comme le dit un proverbe Malien, « toute belle maison n'est pas propice au sommeil. » Car elles dorment très peu, ces femmes. Sur la chaîne BFM en boucle, une annonce nous invite à s'inscrire au salon Europropre, « le salon de l'hygiène multiservice, un lieu incontournable pour comprendre les tendances ! » Et surtout, il y a ce formidable « concours de vitesse de lavage de vitres ! » Trois heures plus tard, il est temps de rentrer à l'hôtel. Problème : les enfants ne veulent plus s'extraire des toboggans du Mac Do, ils hurlent jusqu'à la chambre !

Scènes de déménagement

Les temps de séjour sont longs, parfois 7 ans en hôtel. Au cours de l'enquête, nous avons pu voir quelques déménagements, des « sorties positives » dans le langage des travailleurs sociaux, c'est-

à-dire en théorie vers du mieux, un hébergement ou un logement plus stable, ou de meilleure qualité. Ces femmes déménagent seules, souvent, et dans un souffle elles murmurent les mêmes mots : « on va s'y faire », sur un ton d'un « c'est si long et si dur. »

A l'hôtel de Seinette, de retour de la PMI, Françoise, une résidente, trouve un mot scotché sur la porte. Le 115 a appelé. « Votre déménagement demain ». Pour aller où ? Dans un appartement deux-pièces à Vilmonde. Le lendemain dans le hall, elle puise de nouveaux vêtements dans la penderie, en dépose d'autres. Elle stationne deux heures là, presque rageuse. La manière d'être informée la rend pleine d'amertume.

- Ce n'est pas possible d'aller de lieu en lieu comme ça ! Katia la gérante s'en désole. Trois valises, deux sacs Tati, des sacs plastique. Françoise avait sa clientèle dans le coin : tissage des cheveux. Elles sont nombreuses ces femmes coiffeuses-tisseuses à domicile.
- Non, c'est pas possible de prendre le bus comme ça.

Je leur propose de la conduire en voiture. Allons bon, allons-y. 20 minutes de route, nous parlons bande fine de cheveux, natte, ne pas trop serrer, seulement sur la demi-tête, remonter jusqu'aux racines, mettre du sérum glissant, c'est plus aisé. Et prendre son temps, patience, attendre là aussi. Déjà arrivé, j'ouvre le coffre, descente des valises, numéro de téléphone échangé pour garder nouvelles. Dans le bazar de mon coffre de voiture trainent quelques paquets de papier toilette. Françoise me regarde, s'approche, met la main fermement sur un paquet, s'arrête, me regarde à nouveau – je peux le prendre ?

Pourquoi cette scène ? Ce qui importe c'est le geste premier, main dessus, puis la question. Ce geste empressé n'est pas un détail. Il a une histoire. Celui de ne pas traîner à prendre lorsque c'est disponible. Il faut se battre en somme.

- Quelqu'un va passer vous voir ? – non je ne crois pas. – la porte là, le 36, c'est ça ? – je vais voir si la clé rentre dans la serrure. Ça s'ouvre, elle disparaît.

Un autre jour, nous croisons dans le hall une famille tunisienne, un jeune couple et leurs trois jeunes fils. Leur ami arrive en ca-

mion sur le parking de l'hôtel de Seinette. Gilles a ouvert spécialement le portail automatique. Il n'y a pas assez de place dans le camion. Nous accompagnons la jeune femme et deux des enfants en voiture. Elle n'a qu'une adresse griffonnée à la hâte sur un papier quand l'assistante sociale les a appelés il y a deux jours. Elle a essayé de rappeler ce matin mais personne n'a répondu. C'est l'heure de la pause méridienne, à nouveau, personne au bout du fil. Nous regardons l'adresse. L'assistante leur a dit : « c'est à côté d'un supermarché. » Nous tournons avec le camion pendant 30 minutes dans le quartier des Sablons. Nous finissons par trouver. Tout le monde est rassuré quand nous découvrons la résidence, un logement social 6 étages, balcon, de la verdure, petit parking et grand centre commercial à deux pas. L'appartement est au premier. Leur ami sort tous les bagages du camion, il doit vite repartir. La famille est tout sourire mais devra attendre devant l'immeuble 15h et l'arrivée de l'assistante sociale avec les clés.

Pour celles et ceux qui ont quitté les hôtels, revenir dans ce lieu où l'on a passé un moment de sa vie est l'occasion d'informer les autres familles. Et l'information leur manque le plus souvent. Qu'est-ce qu'il y a après l'hôtel ? Cette question suscite beaucoup d'angoisse et d'interrogations. « Tous les mois je dois rappeler le 115 explique Thérèse, ça me donne du souci ». Va-t-on se retrouver à la rue ? Dans un logement ? Dans un autre hôtel ? Quelles seront les nouvelles règles fixées par l'hôtelier ? « Ici, Gilles est très bien, mais ailleurs ? » s'inquiète Thérèse. Quelle est la suite de la procédure d'asile ? Le recours ? La régularisation ?

Aujourd'hui, Marvelous, qui a quitté l'hôtel de Seinette depuis cinq jours, est de passage. Elle revient chercher des sacs qui l'attendent dans le hall : cinq grands sacs plastique. En bus, elle ne pourra pas tout ramener ! Elle appelle Constance, une copine, et lui demande de lui descendre un plus grand sac vide. Constance descend en pyjama avec son fils de 2 ans. Elles parlent en anglais, en français et dans une autre langue avec son amie. Marvelous : « Le CADA, c'est bien. For five persons. » Deux autres femmes arrivent des restaurants du cœur, ce sont les retrouvailles. Elles rient ensemble dans le hall. Marvelous donne un seau et une éponge à une autre, Katia, la gérante, regarde la taille du seau « Ok c'est

bon » lâche-t-elle. Marvelous doit vite partir, aller à la Mairie pour un extrait de naissance, puis elle retournera au Cada, tout ça en bus, avec trois énormes sacs en main !

Nous assistons à plusieurs reprises à des attentes dans les halls d'hôtels pour des départs, des attentes aussi de nouveaux arrivés. La roue tourne sous nos yeux. Les personnes concernées ne comprennent pas bien.

A Dole par exemple. Trois familles sont expulsées de leur logement du CADA sans en connaître la raison. Or, le 5 mars dernier, ces familles avaient été immédiatement relogées par le Samu social à l'hôtel Leader. Seulement, avec la fin de la trêve hivernale, ce dimanche 31 mars, la menace d'une reconduite à la frontière reprend forme pour ces familles. Déjà refusées en début de mois, les propositions d'aide au retour ont à nouveau été déclinées par les personnes concernées. Elles avaient reçu leur convocation en début de semaine. Mais c'est reporté. En attendant, ce sera l'hôtel de « Plein Ciel ». En attendant quoi ? Têtes basses, les familles suivent les consignes sans trop savoir, sans trop se demander car elles ne peuvent pas vivre en se demandant pourquoi ici et pas là.

Le mois suivant à Clairon dans l'Oise, avec trois valises pleines à ses pieds, Leonard, 39 ans, attend résigné avec son fils devant l'hôtel. « C'est déjà le septième transfert pour nous », raconte-t-il. Sa famille et lui sont arrivés d'Albanie il y a deux ans. Après onze mois passés dans cet hôtel, ils retourneront donc à nouveau à Gonesse, où ils avaient déjà été installés auparavant. « C'est pas beau », lâche Leonard en colère. « Quelle catastrophe », soupire sa compagne, Aurela, assise sur les bagages. De son côté, la préfecture explique que le Formule 1 sera désormais dédié uniquement aux demandeurs d'asile, conformément au schéma d'accueil départemental qui veut imposer « une homogénéité de publics au sein d'un même établissement ».

Pendant ce temps, les travailleurs sociaux accompagnent à l'aveugle : « Ils ont été relogés de manière provisoire à Cergy, puis à Beauvais dans des foyers de jour et de nuit, alors que leur fils était scolarisé à Cergy et leur fille, handicapée, soignée au centre hospitalier à Paris, et qu'ils s'intégraient tous les quatre très bien

ici » explique l'assistante sociale. Après avoir été logée au domicile de particuliers pour les vacances de la Toussaint, la famille a finalement été relogée aux alentours de Cergy, et le petit garçon a pu retourner à l'école le 12 novembre. Ça déménage, ça tourne, ça revient.

Ces déménagements hachurent le parcours des exilés dans les hôtels, d'un hébergement à l'autre, d'une procédure à l'autre. Déménagements aux sacs plastique, en bus, à pied : l'ébranlement des objets et des vêtements qui débordent des sacs est à l'image de l'ébranlement des familles qui devront reconstruire ailleurs un peu d'équilibre.

INTERLUDE – ARCHIVES D'HÔTELS SANS ÉTOILE

Dans ces hôtels convertis à l'accueil des familles exilées, la fonction de l'hôtellerie *low-cost* s'est complètement inversée en seulement 25 ans. Virage à 180° : aujourd'hui, des familles sont hébergées là sans l'avoir choisi, pour un séjour long, sans voiture, comme dans un lieu de vie. Le temps et les espaces des Formule 1 s'en trouvent profondément bouleversés. Dans les années 1990, c'est un tout autre récit qui accompagnait la mise en route de cette offre hôtelière, une autre promesse pour un autre public.

13 mars 1989, le journal de 20 h d'Antenne 2 annonce une mini révolution : le développement en France par le Groupe Accor « d'hôtels sans étoile, pratiques, modernes, à des prix défiants toute concurrence »³⁰. « Il y a toujours 4 murs, 2 lits, un par terre l'autre suspendu, un petit lavabo dans un coin. 9m2 seulement. Presque une cellule » lance le présentateur. A l'orée des années 1990, le reportage qui suit fait découvrir aux téléspectateurs un nouveau monde de l'hôtellerie : les Formule 1, une chambre pour moins de 100 francs. Le co-directeur du groupe Jean-François Bourgois explique dans son interview qu'il cible la clientèle des représentants de commerce, des techniciens du bâtiment et de l'industrie, ou encore des jeunes. Autrement dit, une clientèle de passage qui souhaite avant tout une chambre propre (Figure 1). L'hygiène est mise en valeur, avec, à l'extérieur des chambres, des sanitaires et des toilettes en plastique « désinfectées après chaque utilisation » par un système automatique (produits désinfectants et haute température). L'enjeu affiché est clairement de se démarquer des vieux hôtels indépendants bon marché³¹. Il est aussi de minimi-

30 Le produit en lancé dès 1985 par le Groupe Accor qui n'était jusqu'alors pas présent sur le marché de l'hôtellerie économique. Le premier prototype ouvre à Evry.

31 Dans un entretien donné en 1994 au magazine *Decisions Marketing*, le co-directeur de Formule 1, J-F Bourgois explique qu'entre 1982 et 1983, Accor a fait réaliser un état de la concurrence qui a conclu à la « vétusté de l'offre ». Dans leur étude



Figure 1 : Deux lits, un lavabo, un bureau, une fenêtre vue sur le parking - Brochure publicitaire Formule 1 - 1989, © BNF, Dépot légal

ser les coûts : la réception se trouve supprimée au profit « d'une machine comme un Minitel » qui délivre clé et code d'accès au client. Une innovation à l'époque en matière de technologie et de rentabilité valorisée dans le reportage et les publicités du groupe. L'équipement de la chambre (un seul lavabo, du mobilier suspendu) a été calculé de façon à ce qu'un agent d'entretien passe deux fois moins de temps à nettoyer que dans un hôtel classique.

Un autre facteur de rentabilité tient à la construction à faible coût des hôtels : fabrication de cellules en béton, meublées en usine, transportées par camion et assemblées par module ; procédé d'assemblage de panneaux préfabriqués sur le site où les canalisations sont déjà posées³². Trois sociétés construisent : Dumez, Verceletto et Houot Construction. Il faut six semaines de chantier pour un

marketing, ils ont ensuite procédé par tables-rondes réunissant des clients d'hôtel 1 et 2 étoiles. Bourgois J-F, Jallat F., « Histoire d'une innovation de service réussie : le lancement de Formule 1 », *Décisions marketing*, n°2, 1994, p. 32.

32 Bourgois, *op. cit.*, p. 34.

hôtel moyen de 64 places après cinq semaines de travail en usine. Les espaces communs (salle des petits déjeuners, couloirs) sont réduits au minimum : des tablettes murales individuelles, un meuble buffet minuscule, des corridors étroits (Figure 2). Les hôtels Nuit d'hôtel (Groupe Elitair) créés à la même époque seront encore plus radicaux : l'architecte exploite au maximum la surface utile et supprime les couloirs.



Figure 2 : Couloir et espace petit-déjeuner - Brochure publicitaire Formule 1 - 1989, ©BNF, Dépot légal



F1, journal des hôtels Formule 1, n°12, septembre 2007, ©BNF, Dépot légal

Ces nouveaux hôtels sont situés en périphérie des grandes villes, les grands axes routiers sont à quelques minutes. On y vient en voiture, et les parkings autour de ces établissements sont généreux. Les documents publicitaires les mettent systématiquement en valeur (Figures 3 et 4). Une famille à petit budget s'arrête une nuit au Formule 1 avant de reprendre la route des vacances, un ouvrier de maintenance y fait une halte pour la nuit avant de rouler vers une autre ville, un bus de handballeurs stationne pour un hébergement d'une nuit après un match : ce sont ces scénarii de fluidité qu'ont en tête les concepteurs (Figure 5 : les bagages n'ont pas le temps (ni l'espace) pour être défaits). La publicité le précise : les chambres sont équipées d'une ventilation pour pouvoir « dormir la fenêtre fermée », précaution utile quand on dort au bord de la route...



Figure 3 : Brochure publicitaire Formule 1 - 1992 : une offre à portée de volant, ©BNE, Dépot légal



Figure 4 : Brochure publicitaire Formule 1 - 1989, ©BNE, Dépot légal

L'hôtel Formule 1 ne va pas sans l'automobile. Ce modèle s'appuie sur « la culture du volant »³³ encore très forte dans les années 1990. La voiture est un mode de déplacement individuel qui symbolise l'indépendance – aller là où je veux quand je veux. L'implantation urbaine des hôtels ne tient ainsi pas du tout compte de la desserte en transports en commun.



Figure 5 : L'hôtel et son parking, *Revue technique des hôtels et restaurants*, n°464, juin 1988, p. 66-67 ©BNF, Dépot légal

33 Mathieu Flonneau, *Les cultures du volant : essai sur les mondes de l'automobilisme, XX-XXIe siècles*, Paris, Autrement, 2008.



Figure 6 : L'hôtel et son parking, *Revue technique des hôtels et restaurants*, n°475, juin 1988, p. 42 ©BNF, Dépot légal

Le développement des Formule 1 est rapide. En 1988, le Groupe ouvre trois hôtels par mois, et dès 1989 un hôtel par semaine ! Toutes les régions sont concernées. Les cartes suivantes témoignent de ce développement :



Figure 7 : Offre de Formule 1 en Ile-de-France

- Brochure publicitaire 1989,

©BNE, Dépot légal

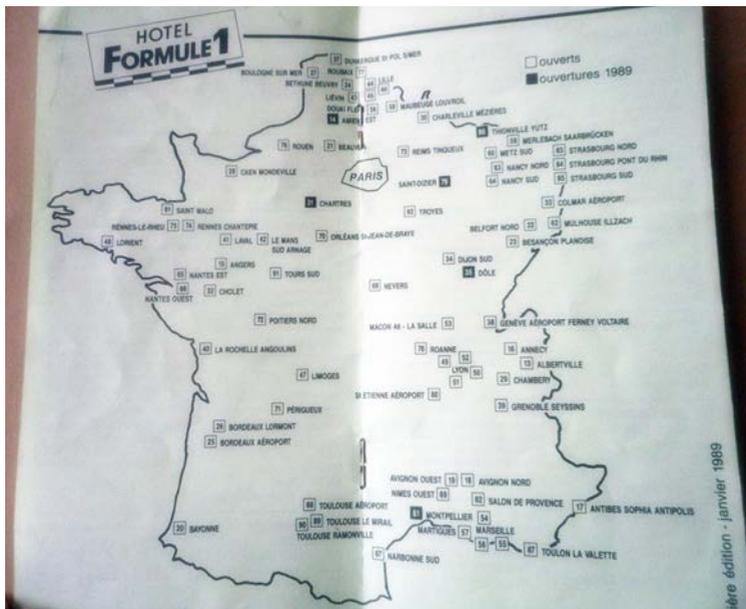
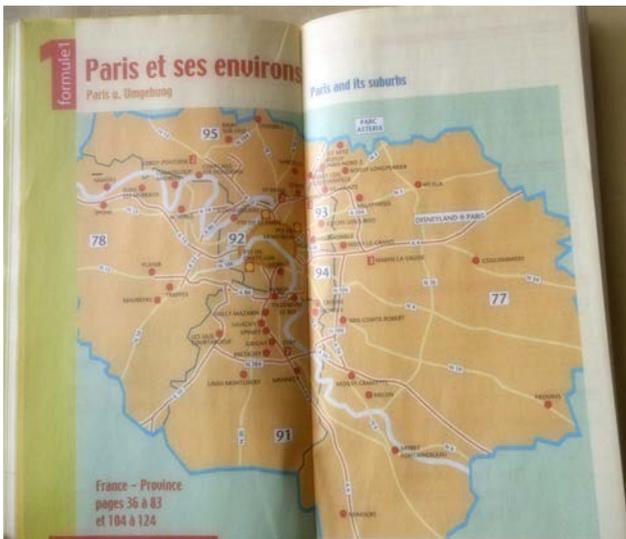


Figure 8 : Offre de Formule 1 en France - Brochure publicitaire 1989, ©BNF, Dépot légal



Figure 9 : Offre de Formule 1 en France - Brochure publicitaire 1992, ©BNF, Dépot légal

Figure 10 : Offre de Formule 1 en Ile-de-France - Brochure publicitaire 1992, ©BNF, Dépot légal



Ces hôtels s'intègrent progressivement à l'offre touristique. Ainsi, Formule 1 et Etap Hôtel sont présents lors du premier Salon des vacances en France, à La Porte de Versailles, du 16 au 18 février 1996, parmi 250 autres exposants et 31 257 visiteurs. Ils deviennent un produit de référence pour bien des français modestes sur le chemin des vacances ou en déplacement professionnel. C'est à la mode : la chaîne s'affiche même dans une collection de pin's [Figure 11].



Figure 11 : Pin's vendu 10 euros sur Rakuten en mars 2020, ©BNF, Dépot légal

Ces hôtels participent de ce que les économistes appellent une économie low cost, une stratégie fondée sur le dépouillement du service ou du produit et sur un arbitrage par le prix mais pas au détriment de la qualité³⁴. Ce qui fait dire au co-président de Formule 1 en 1996 :

« Nous sommes à l'hôtellerie ce que le livre de poche est à l'édition. Le livre de poche amène de nombreuses personnes à la lecture et met à leur disposition les plus grands chefs d'œuvre de la littérature mondiale au quart de prix. Nous amenons au marché de l'hôtellerie des gens qui n'avaient pas les moyens de consommer de l'hôtellerie à un prix abordable. Nous sommes « l'hôtellerie pour tous » au même titre que Mc Donald représente le « restaurant pour tous ». ³⁵

Accor développe une stratégie de management active. La chaîne

34 Combe, Emmanuel. *Le low cost*. La Découverte, 2011

35 Bourgois J-F, Jallat F, « Histoire d'une innovation de service réussie : le lancement de Formule 1 », *Décisions marketing*, n°2, 1994, p. 34.

créé par exemple un magazine interne mensuel – *Contact* – en avril 1996 pour « assurer la diffusion des actualités et des informations » auprès des gérants des Formule 1 et Etap Hôtel. Le journal est remplacé quelques années plus tard par *Formule 1* qui diffuse les informations et publie des reportages sur tel ou tel hôtel, l'arrivée de telle ou telle nouvelle gérante. La chaîne lance également une stratégie de formation de grande ampleur : par exemple, en 1996, 18 stages de formation de 2 jours et demi chacune à destination des gérants. Leur objet ? « Vocation service ». Les objectifs ? Apprendre à mieux discerner les nouvelles attentes des clients, perfectionner les prestations d'accueil et les services en les vivant avec « l'œil et la sensibilité du client », développer les techniques de communication et optimiser le marketing interne³⁶.

Pourquoi ce détour par les archives des hôtels Formule 1 ?

Elles nous ont tout d'abord saisis. Lorsque nous avons effectué une recherche à l'Inathèque presque par hasard et que nous sommes tombés sur ce reportage inaugurant le développement des Formule 1 au journal de vingt heures, nous avons très nettement reconnu l'aménagement, la moquette de l'hôtel de Clairon où nous avons commencé l'enquête au bord d'une route dans l'Oise. 1989-2018 : la même moquette rouge-bordeaux très élimée et tâchée dans les couloirs, les mêmes lits dans les chambres (l'un à terre, l'autre suspendu), le même petit coin lavabo, les mêmes douches – sans le dispositif d'auto-nettoyage en panne depuis bien longtemps. Même la machine automatique qui délivrait les clés à l'entrée – une révolution technologique en 1989 –, était encore là, défoncée. A Ellis, Paul, le gérant (salarié) vante la qualité de « la cabine plastique polyester douche/lavabo/toilettes », un peu plus de 2m2, année d'installation 1987, « une bonne construction. On commence juste à changer la robinetterie. »

Ces aménagements, nous les avons retrouvés dans d'autres hôtels. Ils avaient traversé le temps, accueilli familles de touristes, VRP pour une nuit et se trouvaient maintenant occupés par des exi-

36 Contact, n°0, avril 1996.

lés depuis des mois, et parfois des années. C'est ainsi qu'a commencé l'exploration des quelques archives à notre disposition à l'Inathèque et à la BNF, les archives des entreprises ne faisant l'objet d'aucun dépôt public.

Ce bref détour nous rappelle que l'histoire de ces hôtels sociaux n'est pas celle des garnis parisiens ou ceux localisés dans des communes proches de Paris qu'a longuement étudiés Claire Levy-Vroelant. Inconfortables, insalubres, inadaptés à la vie de famille, etc., mais néanmoins reliés à la ville, aux sociabilités de proximité, aux transports en commun.

Les caractéristiques initiales de cette innovation marketing *low cost* continuent d'imprégner fortement ces espaces et la vie de celles et ceux qui y vivent aujourd'hui, mais à l'envers. L'implantation urbaine, l'aménagement des espaces à habiter, les espaces communs réduits à peau de chagrin, la pâle figure de l'hôtelier-gérant, la temporalité d'hébergement, toutes ces caractéristiques qui distinguent les Formule 1 dans les années 1990 se trouvent désormais renversées.

Par exemple, « la culture du volant », la liberté et la fluidité de l'automobile associée à ces hôtels est l'envers de l'immobilité forcée des migrants d'aujourd'hui. La situation en périphérie des villes au bord des grands axes, avantage fort des Formule 1 dans les années 1990, est devenu un isolement géographique pour les exilés. Loin des bus, loin des trains et des RER, loin des commerces, sauf quand ils sont situés en zone commerciale, ces hôtels tournent le dos à la ville. Les hébergés se retrouvent coupés des sociabilités urbaines. Les exilés se déplacent rarement en voiture. L'hôtelier fait parfois « le taxi ».

Ou encore, comment habiter des chambres conçues presque exclusivement pour y dormir ? Une chambre-cabine que l'on devait rejoindre très vite. Pas de salon collectif dans les Formule 1. Aujourd'hui la très faible superficie des espaces communs oblige les familles à de lourdes contraintes. Certains hôteliers installent des cuisines dans des baraques de jardin devant l'hôtel sur le parking déserté...

Des années 1990 aux années 2010-2020, ces espaces aux franges de la ville restent des lieux à part, des *espaces d'extraterritorialité* qui échappent le plus souvent au regard. La localisation des hôtels et la mise à l'écart des migrants vont de paire. « La vocation service » des Formule 1 est bouleversée.

CHAPITRE 2 – TIR À LA CORDE ENTRE FAMILLES ET GÉRANT

Les hôtels meublés du XIX^{ème} siècle portaient parfois le nom du propriétaire-logeur censé inspirer confiance³⁷. L'économie low-cost des années 1990 a préféré les noms de chaînes évocateurs – Formule 1, Etap, Liberté – et réduit le rôle de l'hôtelier au strict minimum de la relation de service. Aujourd'hui, au milieu des espaces de vie des exilés se dresse cette figure du logeur, entre surveillance et protection, entre absence évidente et attention. Le plus souvent, le propriétaire des lieux confie la gérance de son hôtel, souvent à un membre de sa famille ou à un proche. Mis à part l'hôtel de Gilles, dont les murs et le fond lui appartiennent, tous sont mis en gérance. Nous avons donc rencontré les gérants et les personnels d'entretien. Comment décrire cette relation entre les gérants et les familles ? Les logeurs ne sont-ils que des logeurs ? Quels liens se créent au long cours ? Comment sont fixées et amendées les règles ? Nous décrivons ces relations du quotidien en l'absence de professionnels du travail social.

Protection et surveillance

Un couple d'hôteliers-éducateurs

Après une brève carrière militaire, Gilles a tenu un bar-tabac pendant vingt ans, de 5 heures du matin à 20 heures, sans un jour de congé : « j'aimais bien discuter avec les gens qui venaient se confier, mais ça a tué notre couple, vlan un divorce. » En 2005, il achète cet hôtel de 50 chambres à Seinette, un ancien « Etap hôtel » dont il a « enlevé les étoiles »³⁸, qui dépend d'une ancienne

37 Perrot, Michelle. *Histoire de Chambres*. La librairie du XXI^e siècle. Paris: Seuil, 2009, p. 273.

38 Etap hôtel est lancé en 1992 et change de nom pour IBIS-Budget en 2011 (200 établissements environ).

chaîne (Fimotel). Dans les années 1980, l'avionneur Dassault faisait vivre l'hôtel comme une sorte de foyer de jeunes travailleurs. Les entreprises finançaient ainsi une chambre à leurs employés, notamment des Espagnols venant de province pour travailler dans le désamiantage. Le coût d'une studette était de 650 euros le mois en 2000. « C'était pas cher mais rentable pour nous ! Car ce sont des studettes avec salle de bain, une chambre et un coin cuisine, la télévision, son compteur électrique, son compteur d'eau, un ballon d'eau chaude, une plaque chauffante. Une Studette cela veut dire surtout que tous les contrats sont à votre nom, et donc que vous êtes autonome et autogéré. »

Le recyclage des hôtels va bon train. Les populations itinérantes se succèdent, se remplacent, réintègrent d'autres navires. L'itinérance et l'hôtel vont de pair, peu importe les statuts, les flux. De main des malades du Covid19 ? Après tout, pourquoi pas.

Avec sa compagne et sa collaboratrice Katia – ancienne cheffe de travaux du bâtiment Ghanéenne, elle conduisait des grues à tour –, Gilles tient les lieux comme le ferait un couple d'éducateur dans une maison d'accueil³⁹. Ils ont une connaissance de chaque famille, avec des interactions fréquentes et quotidiennes pour parer aux difficultés, ils veillent sur les enfants et jettent un œil sur leur santé. D'ailleurs, il se fait appeler *Monsieur Gilles* par les femmes, *Patron* par quelques hommes et *Tonton* par les enfants. Pour Katia, ce sera plus simplement Madame Katia ou Katia. Ces mots installent différents rôles et une graduation de distance : le registre du travail pour les uns, de la famille pour les autres.

Gilles et Katia ont commencé par ouvrir l'hôtel entre 2005 et 2015 pour ces techniciens et ces ouvriers de chez Dassault, des locations à la semaine, avec une baisse notable de fréquentation vers les années 2010. Alors ils ont basculé vers d'autres clients en 2015,

39 Notons que sa compagne est sous un statut d'auto-entrepreneur. Cela veut dire qu'elle facture à Gilles des prestations comme si elle était une travailleuse indépendante alors qu'elle est plus proche du salariat de fait. Voir l'Arrêt du 4 mars 2020, où la Cour de Cassation (Chambre Sociale) a requalifié le contrat de partenariat d'un chauffeur VTC Uber en contrat de travail. On peut penser que cette jurisprudence sera élargie à d'autres situations de « faux » indépendants.

en mêlant les ouvriers et les exilés, avec des relations difficiles entre « ces publics ». Car les uns se levaient à 6 heures, d'autres à 11 heures du matin, certains se couchaient à 21 heures tandis que la télé tournait jusqu'à minuit chez d'autres. Maintenant, « on fait plus que du social, avec 70 adultes et 50 enfants de 3 ans, 7 ans, 11 ans. Ça fait 120 personnes dans une surface qui a ses limites. »

La plupart travaillent au noir quelques heures dans leur domaine : coiffure, ménage, marché, restauration. Quelques femmes ont des papiers mais n'ont pas un sou pour sortir de l'hôtel. D'autres, sans papier, cherchent une formation, un stage, un apprentissage. Mais les portes sont fermées. Elles mettent un petit peu de sous de côté et se font dépanner par des amis dans des réseaux ethniques : « Moi je parle beaucoup avec les familles, elles se confient, insiste Katia. Parfois, si je peux aider je le fais. Le peu qu'elles ont, elles y font attention. Rien, des petits rien, parfois c'est pour une lessive. Il y a une machine à laver au premier, mais elle est payante, alors parfois, je les dépanne. 10 euros ça compte ! »

Le propriétaire-gérant est très satisfait de ce changement de public, l'hôtel est toujours plein, les chambres sont toujours payées : « ça m'évite d'attendre le client ». Et « faire du social malgré les difficultés », comme il le souligne, lui convient bien. Si l'hôtel est plein ? Il déborde ! Une studette, c'est pour 3 personnes maximum dit un règlement venant d'on ne sait où. Et pour les lits ? -« Une mère avec deux enfants, celui de plus de 6 ans sera en hauteur sur un lit superposé, et s'il a moins, on le met au sol sur un lit de bébé. Lorsqu'ils sont 4 membres dans la famille, on leur donne 2 chambres. Ainsi on a 4 familles qui ont deux chambres. »

D'ailleurs, il a décidé de créer « la double *twin* » et de la proposer au SIAO. Il invente cette terminologie pour désigner une nouvelle offre : il prend l'initiative de rassembler deux chambres. Une simple cloison à faire tomber. Lorsque nous visitons avec lui la double *twin* en travaux, il insiste : « la partie des parents d'un côté, la partie des enfants de l'autre, deux espaces chambres séparés par des portes. Deux armoires. Et aussi une cuisine avec une table, séparée du coin nuit par une porte ». Soit en 30m² le plan d'un T2.

Notons aussi qu'il est le seul à avoir aménagé un local spécifique

pour les poussettes, avec des étagères pour poser des objets, des crochets pour les poussettes cannes. Il a pour cela acheté un ALGECO stationné devant l'hôtel. Il met aussi à disposition des familles un autre ALGECO qui leur permet d'entreposer quelques affaires (hors poussettes, par exemple jeux, vélos, trottinettes, grosses valises). On l'a vu plus haut, les hôteliers sont souvent restrictifs sur le « volume » des affaires personnelles des exilés. Ici, les aménagements de cet hôtel laissent plus de place.

L'envers de la médaille, les frais de rénovation sont à faire à chaque départ : les frigos, les plaques chauffantes, les micro-ondes. Régulièrement, tout est changé. La minuscule fenêtre n'arrive pas à ventiler suffisamment la studette. L'humidité attaque tous les coins, même l'été. Alors les travaux recommencent.

Notre mot d'ordre : la sécurité

Devant ou derrière leur comptoir d'accueil, Katia et Gilles sont fiers de leur façon de veiller sur les femmes et les enfants. Et de feuilleter devant nous le règlement intérieur de l'établissement posé ouvert sur un immense pupitre qu'ils lisent à voix haute dès le premier jour d'arrivée : « Je veux que ce soit clair, et ainsi, les relations sont cadrées ». Le texte annonce qu'il faut : être présents toutes les nuits à l'hôtel - Ne pas héberger de personnes non prévues - Accepter la transmission d'informations les concernant à différents services - Savoir que votre badge de studette indique vos heures d'entrées et de sorties - Une chambre vide une nuit est signalée à l'association - Les enfants ne doivent jamais rester seuls dans la chambre. - Vous avez votre propre compteur électrique relevé chaque mois automatiquement par EDF. - La sécurité est assurée par 17 caméras qui surveillent l'immeuble, les couloirs, les escaliers et les entrées. Etc. »

C'est le seul hôtel enquêté qui pratique cet affichage. Ainsi dans le Hall on peut lire tous les jours une page du règlement ! Et trouver toutes les coordonnées téléphoniques utiles, les informations juridiques de bases. Et Gilles d'ajouter : « Il y a les accords qu'ils signent avec l'association, c'est une chose, et ce qu'ils signent avec moi, et là ils sont avertis de toutes les conséquences d'une déviation. »

Katia et Gilles sont fermes sur les moments, les heures, les lieux : « Il n'y a pas longtemps, à minuit la gamine était au distributeur de boisson. Je l'ai dit à sa mère. Un enfant autiste et deux filles de 13 et 17 ans, faut surveiller. L'autre matin, j'ai vu le petit garçon tout seul, alors je l'ai dit aux grandes. À 14 h 20, j'ai retrouvé le même enfant complètement nu à la porte. La mère me dit qu'elle ne pouvait pas être partout, qu'elle devait faire à manger. J'ai signalé l'incident au 115. Ça a été géré à distance. »

Ainsi, les familles hébergées sont tenues de donner des nouvelles si elles ne rentrent pas pour 21 heures. Et pour tous les incidents, on prévient de suite le 115, « car les pompiers ne se déplacent plus, ils envoient des ambulances privées. C'est ce qui est arrivé il n'y a pas longtemps, on a eu un bébé malade, une ambulance privée est venue. Les pompiers sont tellement débordés. »

Gilles et Katia ne souhaitent surtout pas laisser trainer les situations problématiques : « L'été 2019 par exemple, on a eu pas mal de problème de bagarre en fin de journée entre hommes, le soir. Ils rentraient, sortaient, rentraient, un vrai moulin. Alors stop ! J'ai un cahier de signalement et je balance directement à l'association en mail ou SMS. Dès que j'ai un problème de grosse saleté, je prends la photo, et je pose la question : comment voulez-vous que je fasse maintenant ? Alors l'association intervient, l'AS de l'UDA ou l'AS du 115 ou encore Espérer 95. »

Depuis la fin de l'été, une affiche annonce : « LES VISITES SONT INTERDITES ». Les hommes inconnus ne sont plus autorisés à entrer, sauf si c'est le père de l'enfant. « Je tolère dans l'après-midi une heure ou deux, mais je fais la police car je ne veux pas d'histoire et surtout, il y a des enfants ici ! » Les discussions sur la bagarre entre hommes de cet été vont bon train. Une histoire d'amour qui tourne mal et les fenêtres du rez-de-chaussée démolies. « Je sais que je ne peux pas tout interdire, que les gens ont le droit de vivre, précise Gilles, mais on est en collectif ici. »

Le badge des studettes – et sa mémoire des heures – est utilisé pour accumuler un savoir sur les usages et les déplacements de jour comme de nuit des unes et des autres. Mais il est très probable que les usagères en aient oubliées la fonction. « Quand les

gens découchent une fois, bon. Mais pas plus. J'ai des caméras, un historique sur les portes, je vérifie et je signale. On a eu aussi des personnes difficiles, dépressives. Je dois être vigilant. Il y a des gens qui sont très mal. Pour la petite fille handicapée, la psychologue se déplace. » La protection et la surveillance marchent de pair, faut-il le dire !

Une affiche dit bien semble-t-il cette particularité dans la manière de faire le règlement qui tient ensemble un hyper-formalisme et un langage familial. Ce document trône sur la porte d'entrée, avec un en-tête quasi républicain, tels les « avis à la population » adressés par les autorités lointaines à la masse de citoyens anonymes. La procédure est explicitée telle une directive administrative, mais le ton à la fin est presque familial avec les résidents :

« AVIS

Le local à poussettes est RESERVÉ aux poussettes. Tout le reste est à ranger dans le local à côté de la barrière. Prendre et remettre les clés à dispo à l'accueil.

Vous êtes priés de ranger vos poussettes et non de les tasser !!

Attention de bien respecter, ça chauffe du côté de la direction ! »

Personne ne raconte tout ce qu'il sait

Nous passons plusieurs matinées à suivre Katia dans ses cheminement d'étages, les draps et les machines à laver, les changements de chambre et la recension des petits travaux. Katia reste vigilante : « Je dis aux femmes de ménage de me signaler un frigo vide, ça signifie que quelqu'un n'a plus à manger. Alors je signale et j'aide. »

Au fil des heures, une autre réalité apparaît. Katia partage l'intimité des femmes, connaît leurs histoires, les écoute avec une attention inattendue. Les commentaires se glissent avec discrétion et mesure. Les femmes que l'on croise ont confiance en Katia, la maîtresse de maison ghanéenne, et les prises de nouvelles sont nombreuses : au pays, un oncle, une tante à Paris, les sœurs à Marseille. « Personne ne raconte tout ce qu'il sait », me lance-t-elle avec un sourire, histoire de marquer une frontière à l'accès

aux informations. – Bien sûr et heureusement », je lui réponds. Et de poursuivre notre marche dans le couloir sans fin, de s'arrêter à chaque porte entrouverte. Toujours entrouverte car l'on y entre et sort 150 fois par jour. Entrouverte car l'on ne tient pas à trois dedans. Entrouverte au micro récit donné au compte-goutte.

« Elle est arrivée par la mer. Elle vient d'avoir un enfant de 3 semaines. ... Certains ont traversé la mer, avec chance. Elle, son ami est mort noyé pour la sauver elle. ... Certaines ont fait des demandes d'asile. ... Il y en a qui sont réfugiées, elles ont connu des excisions non voulues. ... D'autres femmes ont connu des mariages forcés.... Là-bas c'est la violence pour elles. ... Des viols et des chantages oui..... Les récits à l'OFPRA sont loin de cette lourde réalité. Personne ne raconte tout ce qu'il sait. On apprend en parlant avec elles. Elles disent au cours des semaines. C'est pour ça que je dis aux gens de ne pas juger les situations sans les connaître. »

Katia insiste sur les femmes battantes qu'elle aime bien. Son critère ? Lorsque les dossiers personnels sont bien classés, c'est que cette mise en ordre indique une mise en marche pour faire avancer son affaire. « La manière dont les dossiers sont rangés montre leur personnalité. Certains dès qu'ils ont les papiers vont entamer une formation et chercher du travail. Je les suis dans leur démarche. Un est parti et vient d'avoir ses papiers. Sa famille était trop grande par rapport au logement. Parfois j'essaie de trouver des solutions pour certaines. Là il y en a une qui a réussi à avoir son RDV en préfecture. Ceux qui ont de la volonté, il faut les aider. » Lorsque les femmes sont déboutées, le fait d'avoir des enfants permet de rejouer les demandes. Mais il faudra beaucoup de patience, des années d'attente, cumuler trois années de scolarité pour les enfants et 5 ans de présence sur le territoire pour recommencer une démarche.

Attendre. Patienter. Mais l'espace quotidien est étranglé. Le règlement intérieur interdit de stationner dans les couloirs. Il interdit le parking. « L'hôtel est un lieu de sommeil » insiste Katia. Reste le parking voisin des lavages de voitures, le parking de TableaPizza, le parking de Toutensousol sur lesquels sont disposés des chaises,

des parasols l'été, pour sortir les patinettes et les mini vélo. « MOIS D'ETE SUR UN PARKING », c'est le titre d'un documentaire encore à faire. Les places de voitures libérées par ceux qui sont partis en vacances offrent quelques centaines de mètres carrés pour installer le barbecue, les tables et les chaises à l'ombre du parasol. Le samedi et le dimanche pourront être une promenade au Pont de Bezons à une demi-heure à pieds, ou prendre le tram pour la Défense, aller à Val d'Argenteuil.

Dans le Hall, un téléphone rouge est accroché au mur avec une énorme étiquette : 115. Si vous décrochez, le numéro 115 se fait automatiquement. Nous sommes le 29 février, c'est le jour des demandes de renouvellement. Chacune doit appeler pour indiquer sa situation et demander de rester. Il faudra essayer plusieurs fois pour que quelqu'un décroche.

Deux femmes entrent précipitamment dans le hall et ouvrent le frigidaire placé sous le comptoir de réception. Elles scrutent les yaourts et un sachet de ravioli. Des bouteilles de jus d'orange sont au pied. Et Katia de m'expliquer que « trop de femmes prennent de la nourriture au restaurant du cœur et la jettent car elles n'aiment pas cela. C'est pourquoi on a mis un frigidaire dans l'entrée, c'est pour la solidarité. Les boîtes de conserves sont mises en évidence, et ainsi les familles viennent se servir. Ça évite le gaspillage. »

Accès à la main courante. Dans ce cahier de bord, je feuillette : « Panne chambre 6 enfants électricité coupée. Porte à réparer au 19. Linge abandonné dans couloir haut. Qu'est ce qui se passe. Caméra 3 recouvert d'un drap... attention. Papier toilette, il disparaît en une heure ? Tour de ménage pas assuré par le 15 19 26 25. Qu'est-ce qui se passe. Pourquoi ils ne font pas le ménage ? » Les femmes s'engueulent... celles qui n'ont pas de tapis engueulent celles qui ont des tapis et qui salissent tout en les nettoyant, en les brossant par le couloir : « Ce n'est pas possible. ça pue. ça retient la poussière sous les lits. Plus de respect ».

Règles élastiques et pratiques buissonnières

Bien sûr, Gilles et Katia en font plus que d'autres. Ils tirent leur autorité de la situation de contraintes des familles. Sur la scène

du Hall, on observe des règles de comportements avec eux, des contraintes et des façons d'échanger sachant que les familles exilées sont dans une posture de dette : on leur a donné une chambre gratuitement. C'est bien entendu. En retour les gérants sont autorisés – bien plus que dans un hôtel ! – à donner des consignes, à autoriser ou interdire tel ou tel geste ou déplacement, à protester auprès d'une famille. Pour autant, devant le nombre d'entorses aux règles, il faut bien les assouplir, dix fois les adapter, faire glisser ou glisser sur des usages jusqu'à l'abandon. Les jeux de confiance et de méfiance usent le quotidien. Alors le rôle de médiation et de transaction se fait au plus court. La meilleure façon de faire ? C'est de fermer le guichet de l'accueil, la méthode la plus massive et en toute généralité observée sur la douzaine d'hôtels enquêtés. Ne plus répondre, fermer les yeux. Mais encore une fois, il y a des exceptions qui méritent toute notre attention.

En témoigne le cahier de la main courante laissé ouvert ce matin. Chaque jour, sont notés quelques petits prêts d'argent, des avances dit-on, pour se nourrir, rembourser une dette, acheter une affaire scolaire, des cigarettes. Ces menus crédits ne sont rien mais se rapprochent des crédits chez l'épicier, ce « luxe des pauvres » remporté sur la misère. Comme l'épicier, Gilles effacera la dette afin d'alléger la violence rampante qu'elle contient. Dans d'autres hôtels, nous avons remarqué cette pratique buissonnière, une infinité d'accords s'effectuant par la parole donnée. Et l'écrit dans le cahier survient pour séparer la transaction de son contexte affectif, éviter toute ambiguïté dans l'interprétation de la situation, donner aux échanges un cadre de sécurité, là où l'insécurité est la règle.

D'autres transactions d'aide et de règles s'exercent au fil des heures. Je rentre des Restos du cœur avec une dame et ses deux enfants, Katia demande si ça s'est bien passé. La femme vient de Mauritanie, d'un milieu rural. Elle ne comprend pas le français. Elle n'a pas pu avoir de carte aux Restos parce qu'elle serait inscrite ailleurs, dans la ville d'à côté. L'association l'avait dépannée la semaine dernière, mais elle ne peut pas le faire deux fois de suite. Katia lui dit qu'elle va appeler une de ses amies qui parle Soninké, elle pourra lui parler au téléphone et traduire pour mettre au clair

cette situation. Si Katia l'aide, c'est bien parce qu'elle est là, fidèle au poste, derrière le comptoir dans le hall, et qu'elle peut voir la dame revenir sans provision. Elle veille, disponible aux problèmes qui peuvent surgir.

Le plus souvent, résidents et hôteliers disent ne jamais voir d'intervenants sociaux venir sur place. Alors les familles sollicitent le personnel des hôtels quand ils sont enclins à prendre ce rôle. L'exemple de la femme mauritanienne le montre bien. Régler ce problème de distribution alimentaire relève de l'urgence : comment faire sans Katia ?

Les autres résidentes jouent aussi un rôle. Nous avons effectué le trajet aller pour les Restos avec deux autres femmes, congolaises, qui parlent très bien le français, ont plus d'expérience, connaissent les dispositifs de demande d'asile et d'aide. Elles prennent sous leur aile cette femme qui a un nouveau-né et une petite fille de 6 ans très lourdement handicapée. Elles s'émeuvent parce que la dame n'a qu'une poussette une place, sa fille est obligée de grimper comme elle peut sur la capote. Mais qui va pouvoir demander pour elle une poussette jumeaux aux associations caritatives ? Au cours du trajet, elles demandent à la femme si la petite a bien pris son petit-déjeuner, elles lui conseillent de mettre un gros bonnet sur la tête du bébé, le sien en coton est très léger. Là encore, le « vestiaire » improvisé par Katia et Gilles dans le hall de l'hôtel sera de bon secours.

Les pratiques buissonnières s'exercent aussi dans les aménagements des espaces et la vie quotidienne. « C'est la recherche de l'entente », souligne Marina à l'hôtel d'Ellis : ça veut dire qu'elle cherche toujours une réponse coûte que coûte.

Marina raconte comment elle peut donner une serviette de toilette de plus si les gens sont sympas, qu'elle les arrange. Parfois les gens partent avec serviette et draps, elle ne va pas leur courir après... elle sait que ce n'est pas facile quand on s'installe de tout acheter. Elle le sait d'expérience parce qu'elle aussi a connu la rue, qu'elle a un petit salaire et deux filles à nourrir⁴⁰. Tous les draps et

40 On a repéré ces mêmes relations d'entraide entre des résidents pauvres d'un

couvertures sont changés une fois par semaine et une entreprise de blanchisserie assure le service. Parfois, Marina y dépose des couvertures qui appartiennent aux résidents : « le patron ne distingue pas les couvertures maison des autres ! », et une couverture ça coûte près de 10 euros à la laverie. Subsiste un petit risque : « On peut l'envoyer mais on n'est pas sûr de la revoir. Notre fournisseur est aussi débile que nous, il ne rend pas tout ! »

« On est assez relax avec les gens, alors ils ne nous embêtent pas trop ».

Elle regarde sur les étagères, soulève des casseroles cabossées, débusque une casserole au fond : « ah en général quand il y a des casseroles au fond, c'est qu'on a quelque chose à cacher. Voilà celle-là elle est pleine d'huile. Les gens la laissent là pour une autre fois. » A l'évidence, Marina comprend bien « le risque » à laisser une casserole remplie d'huile remonter dans une chambre...

Les équipements sont théoriquement interdits dans les chambres. Au départ les frigos étaient en bas, dans la cuisine collective, mais ça occasionnait des bagarres, les gens prenaient dans les autres frigos, de plus on ne peut pas mettre 40 frigos dans la cuisine, un frigo chacun ce n'était pas possible. Les gens ont donc tenté de les installer dans leur chambre, et « monsieur Paul » a fini par accepter en disant « les frigos ce n'est pas ce qui consomme le plus. » L'hôtel est vétuste, c'est très clair pour les parties communes : plusieurs trous au plafond dans la cuisine collective, la laine de verre est apparente et dès qu'il pleut, les sauts sont nécessaires... Cette cuisine est non seulement trop petite pour tout le monde, mais en plus il y fait très froid et très humide. Alors, en assouplissant les règles de l'équipement domestique des chambres, le gérant et la femme de ménage font tampon à cette vétusté, ils tempèrent aussi les mécontentements qui pourraient surgir.

Ces arrangements organisent tout autrement les rôles bien au-delà de la seule posture d'hôtelier : « Monsieur Paul il sert autant

foyer-logement et les personnels féminins d'entretien, voir Rémi Gilbert, Laetitia Overney « Vieillir pauvre dans ses meubles. Enquête dans un foyer-logement », *Revue de la société*, à paraître, 2020.

d'assistante sociale pour les aider. Il leur consacre tout son temps. Des fois il se fait engueuler par le proprio parce qu'il n'a pas fait ce qu'il devait faire. Faire des papiers pour certaines personnes. On a loupé notre vocation tous les deux ! »

Les femmes ne savent pas où trouver une AS : « allez à la mairie réclamer » lance Marina. Mais celle-ci regrette le faible accompagnement des familles : « On a des camions qui viennent déposer les gens, des mamans avec des enfants, une fois qu'ils ont descendu la dame, les affaires, allez bonne journée. ça me tue ! même pas ils aident à monter les affaires, à s'installer. C'est démerde toi ! » Marina s'offusque : « on gère les gens comme des pots de yaourt. On reçoit un mail, vous allez recevoir une famille, tant de gens, tant de nuits... c'est tout. »

« Il n'y a aucun suivi », elle le répète. « Il y a des gens qui sont là depuis 8 ans, quand je passe dans la cité, je vois des appartements libres. » « Quand ils viennent me voir pour en parler j'ai envie de pleurer ». Certains lui demandent conseil mais aussi si elle connaît quelqu'un pour lui sous-louer un appartement.

Ces pratiques buissonnières finissent pas changer très concrètement le cadre de vie des résidents, la surveillance se desserre, les exilés peuvent saisir de nouvelles ressources. On a vite compris que Marina est *de fait* la maîtresse de maison, non pas un agent de service de ménage. Elle décide de très nombreuses choses pratiques de l'hôtel. Elle associe des femmes à des tâches. Certaines d'entre elles participent encore plus directement à la gestion de l'hôtel, à l'exemple de Tania rencontrée dans un hôtel de l'Oise.

Faire la médiatrice : Tania, l'ancienne

Sur la route, des panneaux rouge foncé : « Chasse à courre ». Mieux vaut ne pas trop se promener sur les chemins de cette Vallée de l'Oise boisée. C'est un beau jour d'hiver, et sur plusieurs kilomètres, on parcourt la forêt d'Halatte jusqu'à un village, Clairon, village fleuri de France, de 250 habitants, une sorte de clairière. On en sort par une départementale boueuse et à nouveau dans les bois épais avec quelques entreprises sur les bords, une entreprise de conditionnement, puis quelques pavillons, et le fameux

hôtel format F1, franchisé puis défranchisé. Il ne porte plus ce nom-là, mais en a gardé tout l'agencement. L'hôtel semble fermé. Trois voitures stationnent en épi, dont deux vieilles Peugeot beige. Hôtel sans étoile ? Peu importe. Il affiche pourtant en banderole « OUVERT 45 euros la nuit ». Pas cher. Le gérant m'attend dans le hall. Sous l'étroite véranda, six hommes fument assis, trois enfants jouent.

La semaine dernière, j'avais compris que les enfants ne devaient pas jouer sur le parking : trop dangereux. Pourtant il n'y avait pas de voiture. Une jeune femme albanaise, Tania, m'avait fait faire le tour du propriétaire : Formule 1, un étage couloir sans fin, avec 30 chambres qui se distribuent, gauche droite, chacune avec un gros boîtier code pour ouvrir la porte. On monte à l'étage, distribution identique. Lorsque les enfants vont et viennent, va-t-on faire le code 39 fois par jour ? Non. Alors, une chaussure maintient la porte ouverte. Chambre de 9 m² entièrement occupée par un grand lit, un lit suspendu et un coin lavabo. On est donc au lit si l'on stationne dans cette pièce. Il y a au total 60 chambres.

Le gérant m'indique qu'il ne sait pas s'il doit me laisser entrer, mais enfin, bof, incertitude bienveillante, une évaluation de ma coupe de cheveux qui laisse l'espace d'un « je vous laisse ... j'ai à faire. On se verra tout à l'heure ». Nous ne le reverrons pas. Sans doute est-ce trop compliqué d'expliquer les fuites d'eau sur les murs, le froid dans le hall, la moquette en motte de terre, les douze caméras sur les couloirs, la cuisine et les entrées, le mini bus en panne. Mais nous ne sommes pas là pour ça.

Je retrouve Tania qui nous fait monter à l'étage entre les sorties de sacs de linge. C'est la journée des draps lance-t-elle. Toutes les portes restent ainsi entrouvertes toute la journée pour faire circuler les draps. Coup d'œil chez les uns les autres. Portes grandes ouvertes une fois sur deux. « A quoi bon mettre une porte ? », me lance Tania sourire aux lèvres en me montrant la sortie de secours à l'extrémité du bâtiment. « Là c'est la cuisine », me dit-elle en me montrant un petit chalet en bois de 30 m², aux portes vitrées. Deux grosses gazinières, quatre « faitout ». Nous sommes en février, il fait froid.

« Il est interdit de faire à manger dans les chambres » souligne-t-elle ! Alors le gérant a construit ce chalet pour 62 familles, « c'est déjà pas mal ! » Pour nourrir 195 personnes environ. Les enfants jouent autour. « Mais dans les chambres vous faites quand même un peu de cuisson ? » Un rire enveloppe un NON. C'est interdit. « C'est interdit sauf le micro onde. » Toute la communication passe par ces sourires qui expriment l'envers de ce qui est dit. Tania est très habile pour faire comprendre sans dire. Le gérant est très sympathique, il n'est jamais là. C'est son fils de 23 ans qui fait ce qu'il peut pour dépanner son père qui gère aussi un autre établissement. Le fils, cette gérance l'ennuie beaucoup. Ce n'est pas son job. Il préférerait faire de la géographie à la fac. Son père l'oblige. Soit. On n'insiste pas. Six mois auparavant, Tania s'était présentée la première fois comme la représentante du responsable de l'établissement. « Vous cherchez quelque chose ? » - « Simplement à rencontrer les gens ici, car je passe tout les jours devant, j'habite non loin à Pont Sainte Maxence. Je vous vois marcher le long de la route, c'est dangereux avec la nuit à 17 heures, non ? » « Il n'y a que deux bus par jour pour Pont Ste Maxence, alors on longe la forêt, parfois on coupe par les bois. » Tania représente-t-elle le gérant ? Non, simplement Tania est la plus ancienne de la cité, heu pardon, de l'hôtel, elle connaît toutes les procédures techniques du bâtiment par exemple : machine à laver, robinetterie, point d'eau, heure de fermeture des portes... Elle est arrivée en 2012. C'est sa sixième année dans le département, donc elle épouse le rôle de cheffe. Elle a des liens avec le secours catholique, le 115, les familles albanaises, s'entend bien avec les Africaines, parle l'anglais, a du tact pour faire baisser les tensions. Tania a demandé l'asile. « C'est la catastrophe. Mon mari m'a quitté ici. Il n'en pouvait plus. Pas d'argent. Ma fille va à l'école à côté. Mon dossier est en panne à Beauvais. Mon mari est en prison à Beauvais. Je me débrouille. »

Tania Cheffe improvisée ? Une « bénévoles volontaire » disait-on dans les centres d'hébergement des années 1980-2000. Le fils gérant est bien content de cette aide impromptue, ainsi il peut circuler. Elle tient le trousseau de clé des machines à laver : deux fois par semaine elle ouvre, distribue les droits d'accès et la les-sive. -On a décidé de ne laisser qu'une machine à laver sur trois

en marche, sinon, c'est le bazar, on se croirait dans une laverie ! Avec une seule, on limite l'usage. Tania connaît tout : les lieux d'étendage du linge, les jours de ramassage des draps changés une fois semaine, les réglages chauffages, l'heure des fermetures des portes d'entrées... et les règles : ne pas se bagarrer ! Elle est la plus ancienne. « On ne me paie pas. Je ne suis pas cheffe. Le gérant n'est pas là, donc faut bien faire. Avant c'était une Africaine. Il me respecte bien. » Seules les douches sont en accès libre. Impossible de les fermer à clés régulièrement. Pourtant on aimerait bien. Tania les ouvre deux fois par jours (6 en haut, 6 en bas, multiplié par 2) et souvent ne parvient pas à les fermer. Quel gâchis d'eau! « Y'en-a-qui-abusent !! »

Tania ne montre enfin très discrètement « son lieu » comme une récompense : le fameux studio du gérant qui lui sert à sa propre cuisine. Ouf ! Voilà l'échange qui établit son rôle de cheffe. Éviter le chalet ! Quelle chance ! « J'ai une chambre avec ma fille et la cuisine du gérant. » Entre 2010 et 2018, elle a fait des allers-retours entre des hôtels (souvent les mêmes) et un CADA. Huit chambres, huit lieux, « ce n'est pas facile. » Le plus dur ? C'est d'empêcher les enfants de jouer sur le parking... Car ils y vont quand même. Et la belle voiture 4X4 du gérant a été abîmée... Sur le parking, le dimanche soir, 6 voitures fatiguées dorment sur un espace qui peut en accueillir 70.

L'hôtel de Clairon, c'est un centre d'hébergement sans personnel. Le fils du gérant doit gérer à la place de 6 ou 7 personnes : maintenance, réparation, nettoyage, faire le vigile, surveiller les enfants, les adultes, appeler les urgences si... faire de la médiation... Les situations problématiques : une machine à laver une fois par semaine, les familles protestent et lavent dans une bassine sur la pelouse décharnée.

Le gérant repère aussi les « chambres terribles ». Qu'est-ce que c'est ? Il veut nous montrer un exemple : une chambre avec deux garçons en slip qui sautent sur le lit, un sac de patates dépasse sous le lit. Le gérant ouvre les chambres comme il veut. Il dit à une fillette de mettre ses chaussons. Avant de partir, il nous explique que par principe il continue de louer 4 chambres à des ouvriers de passage, dans une aile de l'hôtel plus éloignée des exilés.

Dans chaque hôtel, au fil des ans, des figures comme Tania se dressent. Ce sont des figures que nous avons déjà rencontrées dans des centres d'hébergement, asiles de jour, accueils de nuit : c'est la femme de confiance, l'homme bricoleur, l'un ou l'autre habile en cuisine ou en nettoyage. Dans d'autres lieux, on les nomme « les volontaires », « les intermédiaires », « les relais », autant de mots pour joindre des associés venant d'en bas et d'autant plus respectés. C'est une règle général de tout établissement collectif, « faire monter » des intermédiaires permet de dessiner plus nettement les frontières de la respectabilité. Car c'est bien de cela dont il s'agit. Il s'agit de trouver de petits modèles d'en bas pour marquer et remarquer les bonnes conduites.

Le social en travail ?

Et les travailleurs sociaux dans tout ça ?

Au cours de l'enquête, nous avons parfois croisé une assistante sociale pour un rendez-vous « à domicile » dans la chambre avec une famille exilée. Certaines associations ont un pôle structuré avec des professionnelles chargées de l'accompagnement social des familles à l'hôtel. Pour d'autres familles, le suivi est plus lâche, pour ne pas dire inexistant. En janvier 2020, la DRIHL (la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement) lance d'ailleurs un appel d'offres pour « la relocalisation de l'accompagnement social des personnes hébergées à l'hôtel par l'État en Île-de-France ». Les préfets de région et de département ont décidé de confier le suivi ou l'accompagnement social des ménages hébergés à l'hôtel dans un même département à un opérateur unique, quel que soit le SIAO orienteur. « Cette relocalisation vise à améliorer la qualité du suivi et de l'accompagnement des familles hébergées, leur accès à un logement ainsi que les conditions d'intervention des acteurs et leur coordination dans un département »⁴¹.

L'enquête ne nous a pas permis d'expérimenter ce nouveau dispositif. Précisons que nous n'avons pas centré notre enquête sur l'accompagnement social, mais plutôt sur les manières d'habiter

41 Appel d'offres pour « la relocalisation de l'accompagnement social des personnes hébergées à l'hôtel par l'État en Île-de-France.

des exilés. Précisons aussi que les professionnels du social du SIAO interviennent à deux niveaux : au moment de l'attribution de l'hébergement, et au cours du séjour (pour les familles hébergées au titre de la protection de l'enfance). Par exemple, lorsqu'il y a un incident, un accroc au règlement, Gilles prend une photo de l'incident (du linge qui sèche dans le couloir par exemple) et l'envoie par sms au SIAO. Parfois, en réponse, un professionnel rappelle à l'ordre la famille. Parfois, le message passe aux oubliettes. Précisons aussi que les familles voient le plus souvent des professionnels en dehors de l'hôtel, dans diverses structures en faisant « la tournée des guichets » (cf. Chapitre 3). Nous avons vu un seul hôtel qui a installé récemment un bureau pour des assistantes sociales, avec des permanences.

Dans cet hôtel de Clairon justement, deux éducatrices prennent leur service dès 9 heures du matin dans le petit bureau de rez-de-chaussée qui leur est dédié. L'activité de Nadia et Laetitia est entièrement consacrée à deux hôtels de l'Oise construits dans la Vallée de l'Oise entre Creil et Compiègne. Depuis un an, elles se déplacent 3 jours par semaine dans cet hôtel desservi uniquement par les bus scolaires, soit deux fois par jour. Elles dressent un portrait de la situation.

« Sur l'hôtel, nous avons 150 personnes environ – pour 50 chambres – qui ne sont que des familles qui sont là depuis des années, 2, 3, 4 ans, massivement des familles déboutées du droit d'asile, donc en situation irrégulière, avec quelques nouveaux demandeurs de titre de séjour, arrivant là car il n'y a pas de place en Cada. Toutes ces familles déboutées sont en hôtel au titre de la protection de l'enfance, ou pour cause de sévère pathologie ou pour violence conjugale ou encore parce qu'elles dormaient à la rue ». Les catégories juridiques se croisent et se superposent et font oublier que ce sont des familles exilées.

« Nous venons à deux pour 4 missions d'urgence : l'ouverture des droits à l'Aide Médicale d'Etat dont la loi de novembre 2019 crée un délai de carence de six mois fort dommageable sachant qu'il faut déjà presque 6 mois pour faire ouvrir le dossier ; puis pour un soutien psychologique en emmenant quelques familles au

Centre Médico-Psychologique le plus proche, soit une dizaine de personnes ; ensuite pour les démarches administratives qui sont lentes et laborieuses. Enfin, la distribution des bons alimentaires et la récupération l'été des invendus dans les grands centres de distribution lorsque la distribution caritative ferme.

Grâce au médecin généraliste Genty, qui consulte à 300 mètres, on y arrive pour les demandes AME qui transitent de façon étrange par Bobigny alors qu'on est dans l'Oise. Nos trois journées sont prises par des urgences qui ne manquent pas avec 150 personnes dans 725 m² couloirs inclus. Vous voyez 7 logements de cent mètres carrés ? Cuisine hall couloirs inclus ? Si vous ne prenez que les chambres, ce ne sont que 4 logements de 110 mètres carrés ! Autant dire un foyer de migrants des années 1960 ». Le mot hôtel est un magnifique paravent publicitaire qui dissimule une certaine misère sociale digne des années 1960.

Les professionnelles poursuivent : « Dans le département de l'Oise nous avons une capacité d'hébergement de 850 lits, dans la Somme, 300 lits. C'est pas énorme et l'on voit le raisonnement, on parle de lits. On parle en nuitées pour dormir. On ne parle pas d'espace pour vivre. Dans un rayon de 30 km nous avons à Creil l'hôtel de la Gare, l'hôtel Les Grillades, l'hôtel le cours Carnot. D'un hôtel à l'autre, les prestations diffèrent notablement : grand espace cuisine ou pas, offre de dix machines à laver ou pas, une navette pour le transport ou pas, salle d'accueil pour les travailleurs sociaux ou pas ; une salle de jeu pour les enfants ou pas. Par exemple, à Compiègne trois hôtels en plein centre sont très courus. Un hôtel près d'une gare aide énormément pour atteindre les multiples guichets obligatoires. Et souvent ils ont une salle de restauration fermée mais qui parfois est ouverte pour une fête, une cérémonie religieuse, un événement exceptionnel.

Donc les hôtels vont du foyer indigent des années d'après-guerre, certains ressemblent à des centres d'hébergement miteux avec un peu d'espace, enfin quelques-uns offrent des chambres de 15 m² et des espaces plus amples. »

« Pour nous une question pragmatique persiste. Nous avons remarqué que depuis que le gérant a mis un code d'entrée au por-

tail, un code porte du bâtiment, un code pour un autre sas, une vraie sécurité existe. Il n'y a plus de voitures non identifiées sur le parking, les enfants peuvent y jouer en sécurité, les gens extérieurs ne peuvent pas rentrer comme dans un moulin. Et puis la nuit, il n'y a pas d'entrée clandestine et des visites indésirables. Et en même temps, le fait que personne ne puisse rentrer empêche toute visite où rend compliquées les visites. » Tout fermer ? Tout ouvrir ? Ce n'est pas facile d'assurer une fluidité et ça oblige le gérant à une certaine *intelligence des situations*, ce qui n'est pas son métier.

La figure du logeur

Entre le vide et la surveillance, entre l'inattention constante et la protection, toute une gamme de postures de logeur se décline. Lorsque des gérants ou des gardiens nous ont gentiment mais fermement mis à la porte pour éviter les questions, cela donne le ton. A l'inverse, leurs absences très fréquentes nous ont parfois permis de stationner des après-midis entiers sans mot dire. Mais c'est l'écho des résidents qui nous importe. Ce sont les croisements en étoile (l'escalier rassemble les ailes gauches et les ailes droites) qui donnent à entendre et à voir les relations logeurs/ logés. En ce sens, nous ne sommes pas dans un hôtel mais dans un centre d'hébergement. A chacun de défendre son territoire. A chacun ses casseroles. A chacun d'obtenir une photocopie comme il peut. Un centre d'hébergement sans personnel ou avec, c'est ça la différence. Tout tient aux trois personnes qui assurent la sécurité, le ménage et une bonne gestion des lieux autant que possible, avec quelques exceptions de logeurs décidés à améliorer le quotidien.

Malgré ces quelques exceptions qu'il faut sans hésiter saluer, la toile de fond des relations dans les autres hôtels est d'abandon, le regard tourné, la porte fermée au profit de l'affichette immonde posée sur le guichet : « LA DIRECTION REFUSE DE DONNER TOUT AIDE OU RENSEIGNEMENT AU RÉSIDENT. » Nous la répétons à souhait tant elle dépasse l'imagination.

Il faut s'y résoudre, vue de plus haut, il y a bien un continuum entre le foyer de jeunes travailleurs, le logement d'entreprise et ces blocs

hôtelières plantés dans les zones industrielles des années 1990. Recyclage, adaptation, réimplantation : les ouvriers et l'itinérance du travail, l'exilé et l'itinérance dans les changements de département ou de statut de prise en charge (de demandeur d'asile, hébergé en CADA, à celui de débouté, en hôtel). On recycle les statuts, on replace en d'autres lieux, on substitue un flux par un autre. Aujourd'hui les Maliennes ont délogé les soudeurs, les Congolaises les techniciens chimistes, les Nigériennes les diagnostiqueurs en amiante, les Soudanaises les agents de sécurité. La roue tourne dans les chambrées, on réoriente les cibles en fonction des aides de l'Etat. La machine à reloger tourne encore pour déplacer sans crier gare aux quatre coins de chaque département.

La liste des obligations du gérant envers les exilés est restée durant deux ans une boîte noire. A notre demande de lire le contrat passé entre l'hôtel et le SIAO, d'un côté ou de l'autre, on nous renvoyait à l'autre signataire. Comment sont énoncés « les services à rendre » ou les prestations précisément ? Par exemples, quels biens mettre à disposition, quels services minimums, quels aménagements particuliers envers l'enfance, quels moyens pour les familles ? La réponse est arrivée tout récemment, grâce à la perspicacité et l'insistance du PUCA auprès de différentes directions territoriales. Nous avons reçu un contrat de 7 pages, avec quelques maigres articles ne s'écartant jamais du service hôtelier pour voyageur.

En effet, le contrat se présente comme une convention de prestation de service minimaliste, une pure prestation hôtelière, avec heures d'ouverture, permanence téléphonique la nuit, ce qui suppose un gardien, le changement des draps, le nettoyage des locaux, enfin les critères de sécurité incendie habituel pour un hôtel⁴². En clair, les prestations ne comprennent jamais de relations de service, de personnels dédiés à l'enfance ou à la médiation dans ce lieu de vie. Il est remarquable qu'aucun équipement informatique minimum ne soit exigé, ni d'aide au suivi des dossiers adminis-

42 En avril 2005, brûle au cœur de Paris un hôtel qui héberge des familles prises en charge par le Samu social faisant 24 victimes. D'autres incendies dans ces hôtels ont fait un grand nombre de morts et ont donné lieu à une importante organisation collective des victimes. Voir Claire Lévy-Vroelant. *L'incendie de l'hôtel Paris-Opéra*, Créaphis, 2018.

tratifs, ni même un personnel pour répondre aux obligations de garder des liens entre les exilés et les institutions.

Est annoncé que le SIAO doit « accompagner et évaluer la situation dans laquelle sont hébergés les usagers au sein de leur hôtel ». Or, nous avons rencontré cinq fois en deux ans sur les lieux des professionnels du SIAO, à l'exception d'un hôtel où leur présence deux jours par semaine fut saluée par les exilés.

Naïvement, nous pensions que deux éducateurs en roulement s'imposaient auprès de dizaines de familles vivant 24h sur 24 dans cet espace réduit, et que ce personnel était une condition d'accueil. Accueil ? Il en est bien question dans un article « condition d'accueil » où l'on peut lire : « Un accueil particulièrement respectueux, digne et chaleureux est attendu du fait de la spécificité et de la vulnérabilité du public du 115 ». No comment.

Mais le plus important se tient dans la chambre, la fameuse chambre qui sert « de mise à l'abri », la chambre de vie pour une, deux, trois personnes, quatre personnes, la chambre réglementée depuis 1880 environ, une surface de vie minimum qui fut et reste encore définie de loi. Et l'arrêté du 23 décembre 2009 de prescrire les normes de classement des hôtels, « adaptés à la composition familiale des usagers » : ce sera 9m² pour 1 personne, 9m² pour 2 personnes, 9 m² pour 3 personnes, 13 m² pour 4 personnes (hôtel 1 étoile).

Mais si pour être hébergé pour plusieurs années, vous avez la chance d'accéder à un 2 étoiles ? Ce sera 9m² pour 1 personne, 9m² pour 2 personnes, 11 m² pour 3 personnes, 14 m² pour 4 personnes (hôtel 2 étoiles).

Entre 3, 25 m² et 3,5 m² par personne sont offertes pour plusieurs mois, plusieurs années alors que ces surfaces sont tolérées pour une ou deux voire trois journées dans le tourisme ! Soudain, on comprend le tour de passe-passe. Au lieu de modifier le statut de l'hôtel pour lui appliquer un autre régime juridique afin d'accorder un minimum vital pour chaque personne, on conserve le régime de l'accueil de tourisme voyageur qui peut supporter pour une nuit ses 3, 25 m².

Cette dérive détourne toutes les conditions d'accueil qu'on imaginait. Le temps passe. La longue durée des conditions de logement reste. Paul-Henri Chombart de Lauwe écrivait en 1955 : « Chacun sait, bien sûr, que les conditions du logement sont mauvaises en France. Mais il n'est pas indifférent de préciser que l'espace vital qui apparaît nécessaire après enquête est de 15 mètres carrés environ par personne, alors que dans l'agglomération parisienne la surface moyenne où vit un manoeuvre, un ouvrier qualifié ou hautement qualifié, n'est que de 7, 8 et 11 mètres carrés. »⁴³ On sait aujourd'hui l'interdiction de louer, dans le droit commun, un espace de moins de 9 m² pour une personne. Sauf dans ces espaces d'exception, hôtellerie, foyers de jeunes, foyers d'entreprise. C'est l'habitat dérogatoire. Nous sommes donc bien dans un régime juridique d'exception. Recyclage des règles, jeu sur les flux, on comprend que les gérants ne soient pas dans une relation contractuelle d'accueil et d'aide à minima des Exilés. Rien n'oblige. Rien, rien d'autre qu'à changer les draps et à surveiller les alarmes de fumée. Il n'y aucunement une relation avec des clients puisque ces derniers n'existent pas dans le contrat. On peut dire qu'il n'y a pas de relation du tout, et lorsqu'en cours d'enquête on en observe, dans deux hôtels particulièrement, elle relève de la « bonne volonté », qui relève de la sphère privée du gérant, de la dame de ménage, du gardien de nuit. L'aide, le conseil, l'orientation est à discrétion.

C'est sur les épaules des SIAO que reposerait l'ensemble des relations d'aide, de conseil, d'orientation, d'assistance pour ces centaines de personnes par hôtel. Or, nous rencontrons une nouvelle impasse. Le peu d'empressement à nous recevoir, de répondre à nos questions, de nous donner les éléments afin de rendre compte de cet imbroglio.

43 Paul-Henri Chombart De Lauwe, *La vie Quotidienne des Familles Ouvrières*, éditions Centre National de la Recherche Scientifique, 1956. Voir en particulier le chapitre sur le logement, hôtels et garnis de Paris, pp. 70-88.

CAHIER DE PHOTOGRAPHIES

ESPACES EXTÉRIEURS





Une statue de la Liberté, effigie d'un hôtel low-cost - Val d'Oise - 2020



Les jeux du MacDo à proximité de l'hôtel - Val d'Oise - 2020



Parking - Oise - 2019

Hotelis

38 **CB**

03 44 70 02 05

de 6 h 00 à 21 h 00

Pour 1-2 ou 3 personnes

ENTRÉE



Publicité défraîchie en bordure de Route Nationale - Oise - 2019



Espaces extérieurs - Oise - 2019



Réfrigérateurs hors-service en attente sur le parking - Oise - 2019



Pelouse de l'hôtel - Oise - 2019



Cuisine collective à l'extérieur de l'hôtel - Oise - 2019



Intérieur de la cuisine collective - Oise - 2019

ESPACES INTÉRIEURS COMMUNS



Un téléphone pour joindre directement le 115 dans le hall de l'hôtel - Val d'Oise - 2020



Friperie dans le hall de l'hôtel - Val d'Oise - 2020



Guichet d'accueil dans le hall - Val d'Oise - 2020



File d'attente au guichet de l'hôtel - Val d'Oise - 2020



Le coin des poussettes - Val d'Oise - 2020



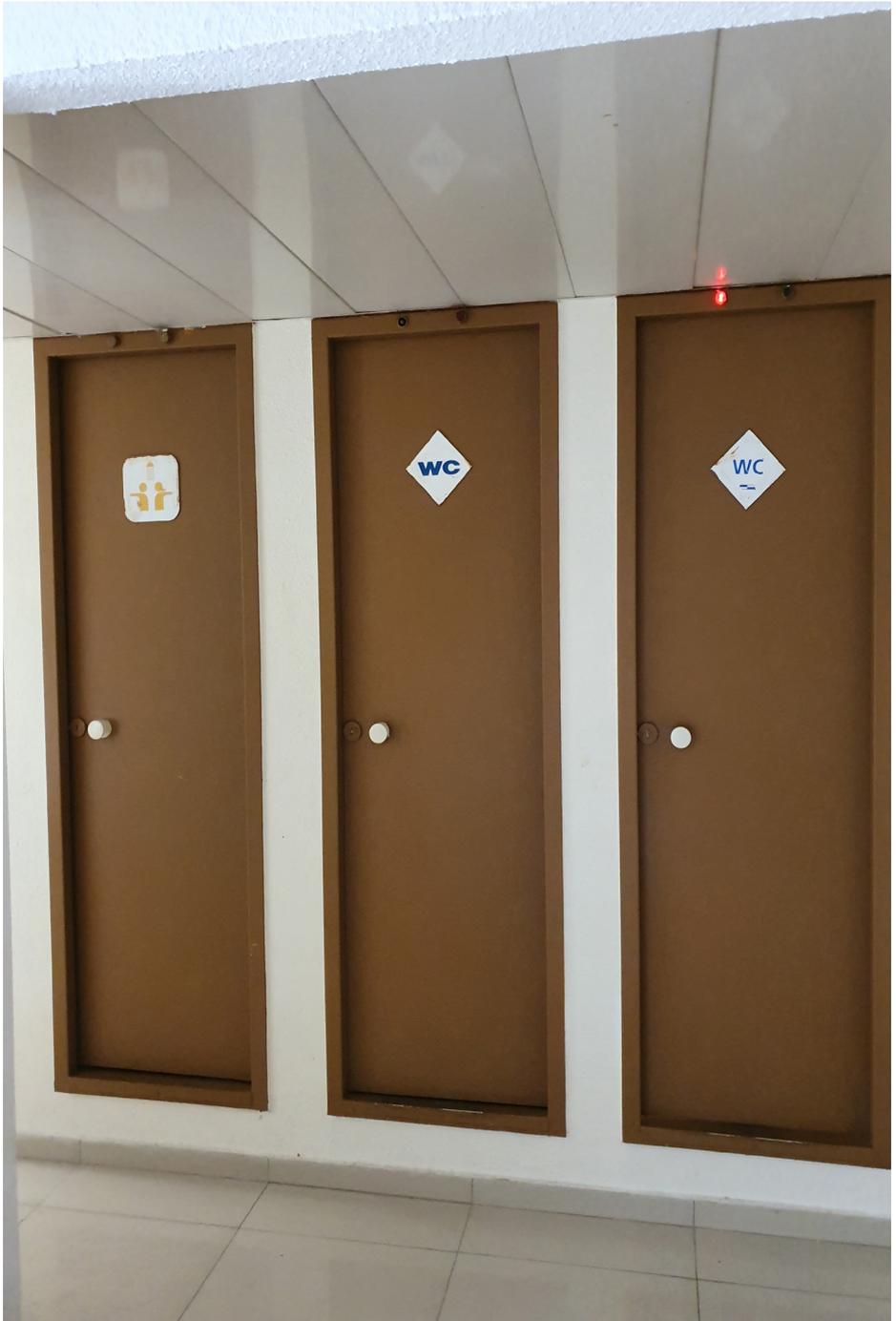
Un compartiment par famille dans le frigo partagé - Val d'Oise-2020



Couloir et escalier d'un hôtel - Oise - 2019



Couloir et escalier d'un hôtel - Oise - 2019



Sanitaires collectifs - Oise - 2019



Distribution alimentaire dans le hall - Oise - 2019

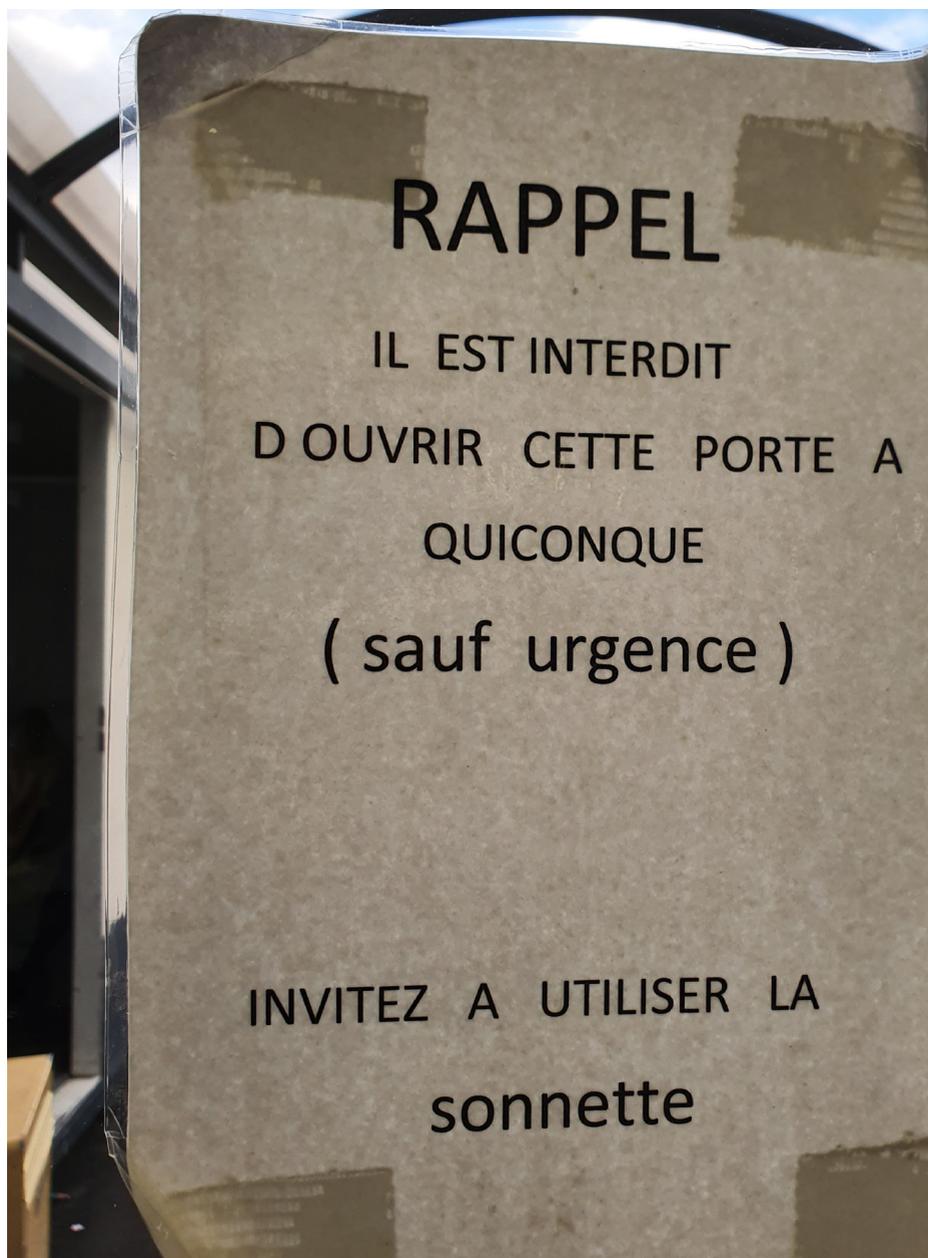


Une cuisine collective - Val d'Oise - 2020



Couloir - Seine-Saint-Denis - 2020

AVERTISSEMENTS ÉCRITS



**LES VISITES
SON INTERDITES**

LA DIRECTION
MERC.

LA CHAMBRE POUR 3 PERSONNES
A SAVOIR UN COUPLE AVEC UN ENFANT
1 GRAND LIT + 1 PETIT LIT SUPERPOSE

LA DIRECTION
MERC.

POUR DES RAISONS DE SECURITE
IL EST FORMELLEMENT
INTERDIT DE RESTER A
LA RECEPTION OU DANS
L'ENCEINTE DE L'HOTEL
A LA FIN DE VOTRE SEJOUR

LA DIRECTION

LES CHAUSSURES ET
LES TENUES DE TRAVAIL
NE SONT PAS ACCEPTEES
DANS CET ETABLISSEMENT

LA DIRECTION
MERC.



LE MICRO-ONDES N'EST NI UNE
GAZINIERE NI UN FOUR.
IL EST STRICTEMENT RESERVE
POUR RECHAUFFER DES PLATS
DEJA CUISINES ET NON CRUS
OU CONGELES POUR 2 A 3 MINUTES

HORAIRES

6^H - 10^H

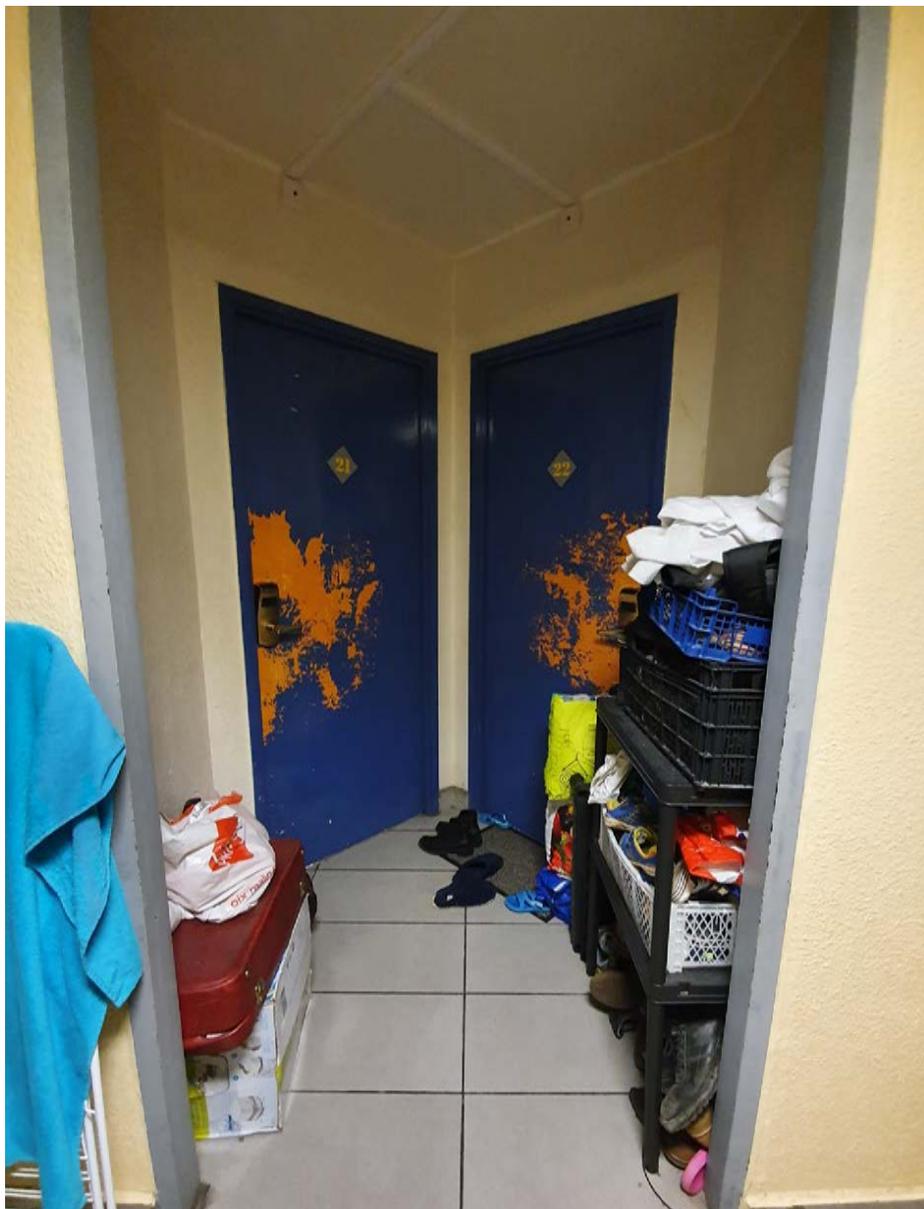
17^H - 21^H

LA DIRECTION
REFUSE DE DONNER TOUTE
AIDE OU RENSEIGNEMENT
AU RESIDENT.

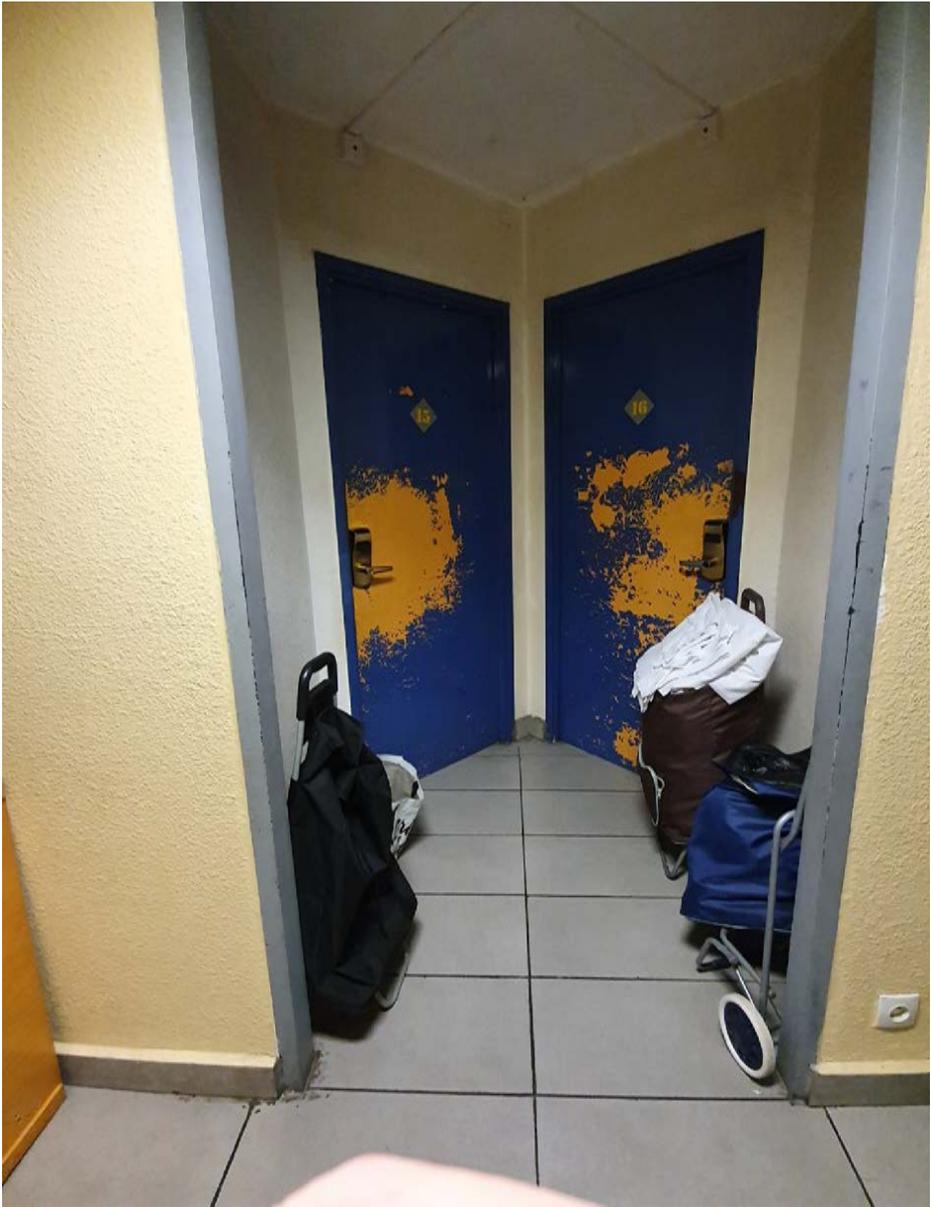
LA DIRECTION.

**Avertissement scotché à l'entrée de l'hôtel à destination des
résidents - Seine-Saint-Denis - 2020**

ESPACE DE LA CHAMBRE



Espace partagé entre deux chambres - Val d'Oise - 2020



Espace partagé entre deux chambres - Val d'Oise - 2020



Un coin de la chambre aménagé en cuisine - Val d'Oise - 2020



Intérieur d'une chambre de 9m2 - Val d'Oise - 2020



Empilements domestiques - Val d'Oise - 2020



Empilements domestiques - Val d'Oise - 2020



Empilements domestiques - Val d'Oise - 2020



Une cabine de toilette dans une chambre - Val d'Oise - 2020



Une chambre de 9m2 pour un couple et deux enfants - Val d'Oise - 2020



Une résidente quitte un hôtel pour un autre - Val d'Oise - 2020

Les photographies du cahier ont été réalisées par
Jean-François Laé et Laetitia Overney.

INTERLUDE - LES TROMPETTES DE LA RENOMMÉE

Les évaluations des hôtels et restaurants sont très courantes sur internet. Voyons celles d'un hôtel accueillant touristes et jeunes mineurs isolés (source Google - évaluation consultée le 1 mars 2020). Qu'est-ce qu'elles disent de la perception par la clientèle de cette mixité ? Nous avons choisi cet hôtel parce que le gérant répond aux commentaires acerbes des « touristes » - c'est le seul à le faire - en défendant la place des jeunes exilés dans son établissement. La mixité fait repoussoir dans les commentaires. Ayant séjourné trois nuits dans cet établissement, nous pouvons dire que ces commentaires relèvent du fantasme.

À peine arrivé aussitôt reparti!!! Ce n'est aucunement un hôtel mais plutôt un hébergement social. Pas de savon!!! Il y avait encore des traces dans le fond des toilettes!!!

Visité en septembre 2019

Réponse du propriétaire il y a 4 mois

Monsieur, nous vous informons que notre établissement est un lieu dans lequel nous recevons des marins de tous pays, des jeunes, et également comme vous des hôtes. C'est ce que nous appelons la mixité sociale, alors oui cela vous a dérangé et nous en sommes désolés. Cordialement Bruno

Je vous déconseille cette hôtel les chambres sale les lits sale les matelas tachés sais bon pour attraper des maladies pleins de migrants dans cette hôtel je vous déconseille totalement allez dans un autre hôtel

Visité en novembre 2019

Réponse du propriétaire il y a 2 mois

Monsieur, notre établissement reçoit des marins, et 30 mineurs non accompagnés MNA sur une capacité de 200 personnes. Donc 15% de nos hôtes sont des jeunes mineurs

qui sont en souffrance et que nous aidons dans leur intégration par la recherche de stages, contrats d'apprentissage pour qu'ils puissent arriver à une autonomie. Il sont comme tous nos hôtes de passage et lorsqu'ils ont trouvé leur chemin, ils reviennent nous voir pour remercier le département qu'il les a reçus et notre association POPINNS pour les avoir aidés. Alors oui nous sommes ici dans un hôtel solidaire qui est dans la mixité.

Cordialement. Bruno

Fuyez cette hôtel, c'est plus un hôtel social avec des réfugiés et des familles avec enfants hébergées à l'année par la mairie, l'hôtel est dans un état de délabrement avancé, moquettes sales, odeur n'osée abonde dans les couloirs, joint de baignoire moisi, toilettes mal fixées, lit cassé, matelas très sale, décors des chambres très vieillots, cette hôtel a un grand besoin de travaux à tous les niveaux, même gratuit je n'irai plus dormir dans cet endroit glauque !!

C'est un hôtel qui accueille des migrants, RAS avec ces personnes durant notre séjour.

Cela explique pourquoi il n'y a pas de rénovation... l'hôtel doit être booké toute l'année afin d'y loger ces malheureuses personnes...

Pas cher, 42€ pour 1 chambre avec lits doubles, pour autant je trouve cela honteux de voir des taches de sang sur le lit, pas de savon, et des tapis/serviettes sales...

l'emplacement est au top et le personnel souriant

Réponse du propriétaire il y a 6 mois

Monsieur merci de votre retour et commentaires que nous prendrons en considération auprès de notre service étage
Cordialement. Bruno

Ce lieu n'est plus destiné à ce genre de clientèle.

Visité en novembre 2019

Réponse du propriétaire il y a 3 mois

Monsieur, merci pour votre retour, notre établissement est ouvert à tous et la mixité est l'esprit du lieu. Cordialement
Bruno

J'y ai fait deux ou trois séjours de 2 a 3 jours vers mai et juin...l'accueil téléphonique est très bon comme sur place d'ailleurs le personnel est agréable de la femme de ménage aux serveuses qu'au personnel de la réception...le prix me semble correcte pour la période...l'hôtel est bien situé au centre ville...les petits moins c'est la vétusté de l'hôtel qui lui enlève une partie de son charme et aussi le manque de prise de courant dans les chambres. Pour ce qui est des migrants lorsque j'y étais il y en avait mais personnellement poli souriant bref comme monsieur et madame tout le monde....donc aucun problème en tout cas pour ma part...et malgres ces bémols c'est cette hôtel que je contacterais des mon prochain séjour.

Réponse du propriétaire il y a 8 mois

Aurore, nous vous remercions pour votre retour et commentaires sur notre hôtel, et nous tenions à vous remercier aussi pour ce petit mot concernant nos jeunes mineurs que nous accueillons ici, et c'est avec des personnes comme vous que nous souhaiterions recevoir qui sont dans la mixité car notre hôtel reçoit aussi des marins du monde entier, et c'est là sa vocation le mélange des personnes, cultures, merci à vous et au plaisir de vous revoir. Cordialement. Bruno

Hôtel en grande décrépitude. Couverture trouée, moquette tachée et abîmée, tout est à refaire. Respect aux femmes de ménage qui arrivent à faire propre un lieu aussi vétuste. Un étage est alloué aux migrants qui fument et l'odeur se propage dans les chambres. Petit déjeuner médiocre pour 9€. Dommage j'ai connu cet endroit il y a plus de 10 ans et c'était alors convenable. Une rénovation complète est à prévoir.

Réponse du propriétaire il y a 9 mois

Madame, je viens de prendre note de vos commentaires et vous informe qu'en poste ici depuis Janvier 2019, nous avons entrepris des travaux de rénovation et bien entendu nous sommes en attente de nouvelles couettes, oreillers pour changer toute la lingerie actuelle. Cordialement. Bruno

Hôtel insalubre, très bruyants du aux cris et musiques des immigrés le squattent. Je pense que l'hôtel leur est réservé. À éviter absolument...

Réponse du propriétaire il y a 8 mois

Bonjour Monsieur MAHE,

Désolé , si pendant votre séjour les jeunes mineurs non accompagnés ont dérangé votre tranquillité , c'est la réalité que nous accueillons actuellement 90 mineurs , c'est pour cela que nous avons un employé présent sur l'établissement la nuit , et il ne fallait vraiment pas hésité à l'appeler pour qu'il intervienne.

Mais je suis vraiment navrée, que votre moment chez nous ai été aussi désagréable.

Effectivement comme le disent d autres personnes cet hôtel accueille de jeunes migrants. Mais j ai trouvé l hôtel calme avec une sdb propre même si la chambre mérite un sérieux coup de rafraîchissement. ..

Pdj correct.

Personnel peux accueillants, impression d'un hôtel réservé au immigré même si je n'ai rien contre eux. Hygiène moyenne et prix relativement cher.moi et mon collègue étant en déplacement.nous n'y retournerons pas.tres très moyen par rapport à tous les hôtels que j'ai pu faire.....

CHAPITRE 3 - LA TOURNÉE DES GUICHETS

La première affiche sur le comptoir d'un hôtel low-cost en plein centre de la ville de Saint Denis affiche en gros caractère : LA DIRECTION REFUSE DE DONNER TOUT AIDE OU RENSEIGNEMENT AU RESIDENT. LA DIRECTION. Tout est dit, une fois pour toute. Pas la peine de revenir demander. Il n'y aura pas d'aide. Il n'y aura pas de conseil. Il n'y aura pas de conversation pour orienter. Il n'y aura ni oreille ni mode d'emploi. Ne demandez rien s'il vous plait. On nous a demandé une « mise à l'abri » et non pas « un service social » s'exclame le garde de nuit derrière le guichet, fermé comme il se doit. « A guichet fermé » devrait être le nom des pages qui suivent. Mais ce serait injuste envers les gérants et les personnels comme Paul, Marina et Gilles, Katia et Bruno qui assurent un socle minimum d'aide et d'information. Ces deux hôtels accordent quelques heures par jour de dépannage, orientation, conseils parfois à mesure de leur patience. Tout tient à leur patience. Tout tient à leur volonté de mettre un peu d'huile dans les rouages. Avec ses limites qui se lisent par une description du Hall d'entrée de l'hôtel de Gilles et Katia.

En plein mur, une planche de bois avec collé dessus un téléphone mural rouge 115. *De ce téléphone vous pouvez appeler directement. N'hésitez pas.* Ensuite sur le comptoir de l'accueil, comme un livre d'or ouvert sur un présentoir, avec des feuillets mobiles plastifiés qui annoncent le règlement intérieur, en gros caractères, avec les règles d'ouverture et de fermeture de l'hôtel, les numéros d'urgence si besoin, les services de lingerie et de draps, les règles d'usage pour les machines à laver, les règles des compteurs électriques et des relevés mensuels, etc. Sur un mur entier, des affichettes sur les téléphones des assistantes sociales, des écoles, des médecins... Des affiches sur les jours de venues des associations pour les cours d'alphabétisation.

Un frigidaire dans le hall avec une invitation « Vous pouvez déposer la nourriture que vous ne voulez pas. D'autres résidents se serviront. » En face, un placard mural avec des casiers et des âges affichés : 0-3 ans. 4-7 ans. Ados. Une penderie pour adultes. Soit un vestiaire accumulé au fil des dons et des récupérations. « C'est pour que les résidents donnent et déposent les vêtements qu'ils ne veulent plus. Beaucoup de femmes viennent. »

Quelques affiches d'information sont en bataille : SIAO, MAIRIE, CCAS, FORMATION, PÔLE EMPLOI, PRÉFECTURE, POLICE. RESTAURANT DU CŒUR. ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE, IMAM. Tout invite à faire appel à la chaîne de services qui seraient disponibles pour apporter soutien, conseil et confection de dossiers.

Le hall d'entrée de l'hôtel, c'est la salle commune en somme. C'est là où l'on vient aux nouvelles et jeter ses questions pratiques. C'est là où démarrent les opérations à deux ou à quatre pour monter à l'assaut des guichets si nombreux que l'on ne sait trop par lequel commencer.

Mais bien sûr, il y a toujours un tableau de bord de choses à faire qui s'impose. Au départ des Halls se dessinent de nombreuses destinations. Très vite, on comprend que parcourir les guichets peut prendre 4 matinées par semaine, autant dire quatre journées puisqu'il faut revenir à son point de départ. Relevons les destinations : 1- Aller relever son courrier au siège de sa domiciliation pour vérifier les réponses de la préfecture, répondre aux convocations, à son avocat, à une demande d'aide. 2- Aller au CCAS de la commune pour s'inscrire sur les listes de potentiel bénéficiaire d'aide. 3- Voir l'assistante sociale pour un recours à une commission de médiation, afin d'être reconnu comme demandeurs prioritaires d'un logement. 4- Voir un écrivain public pour un recours contentieux face à une juridiction qui réclame des amendes pour voyage sans titre de transport. 5- Demander de l'aide pour répondre et voir son avocat qui ne peut plus plaider car on a changé de région. 6- Appeler le 115 pour sa sœur qui est à Paris mais qui cherche à s'éloigner sur un département voisin. 7- Faire le tour des agences intérim pour des CDD nettoyage industriel. 8- Se rendre à la distribution alimentaire du secours catholique deux fois par se-

maine. 9- Surtout prendre des nouvelles auprès de l'assistante sociale de sa demande de titre de séjour, ou de son renouvellement. 10- Passer à l'école pour demander une prolongation du délai de paiement de la cantine.

Admettons qu'un guichet sur deux est « à faire » par semaine, cela fait 4 demi-journées ou 4 journées si l'on est à plus d'une heure 30 de transport.

La tournée des guichets est un vrai travail à mi-temps où chaque famille organise ses cheminements avec des « ordres de priorité » suivant les dangers qui se présentent. Combien de dossiers doivent-elles instruire pour se glisser dans les rouages des instances administratives ou caritatives ? Plus l'on descend dans la hiérarchie sociale, plus l'exigence est élevée. Car combien de formulaires, de pièces justificatives, d'attestations de demandes effectuées antérieurement, de certificats émanant de tiers (le médecin, le SIAO, l'assistante sociale, le 115, la Mairie, le pasteur ou l'imam), de copies de documents officiels, de numéros d'enregistrements, faut-il réunir pour pouvoir envisager une tournée efficace ? Comment aller « à la chasse » à l'information pour repérer qui fait quoi, où, à quelle jour et à quelle heure ? Quelles sont les ressources nécessaires pour fabriquer son dossier et quelles sont les postures et les argumentaires qu'il faut choisir pour le défendre ?

L'exilé est en posture difficile tant le codage social est en épaisseur. Car comment s'insérer dans une trame juridique si l'on n'en comprend pas trop le sens ? Comment s'inscrire à l'intersection des événements ordinaires et des catégories administratives ? Car la demande d'un droit ne peut que rarement être isolée d'autres démarches administratives effectuées en parallèle, sur des droits annexes ou complémentaires : une simple demande de logement HLM renvoie à une demande de régularisation renouvelée, un certificat de travail en CDI, un solide garant, peut-être une dette locative à éteindre ou un contentieux pour des amendes pour des infractions aux transports. Les droits s'imbriquent, se chevauchent ou se contredisent dans la qualification d'une même situation : « exilé cherche logement ».

Aussi, bien souvent, la tournée des guichets divise les sexes. Les hommes partent toute la journée en ville chercher du travail et chercher le courrier, vont au ravitaillement « en gros », maintiennent les liens religieux et les sociabilités ethniques. Les femmes font la tournée des guichets concernant l'enfance, les assistantes sociales, les espaces caritatifs pour les distributions alimentaires.

Courir après son courrier

10h du matin près de la Gare d'Amiens. Un immeuble d'après-guerre. Une enseigne sur une porte du rez-de-chaussée : « DO-MICILATION ». Nous sommes dans le hall assis sur un banc. Le défilé commence par groupes de trois ou quatre jeunes hommes. Ils avancent très lentement vers guichet, lèvent la main en prononçant leur nom. La guichetière d'un signe de tête : « non ». Un deuxième arrive, même réponse : « je peux avoir aussi celui d'Amida il n'a pas pu venir », la guichetière : « non » - j'ai pas le droit de donner à un tiers sauf procuration- La procuration, je vous l'ai donnée y'a un mois - pas de trace dans son casier. En deux heures, une trentaine de jeunes hommes et quelques femmes sont passés et sont restés sur le palier à se regarder, fumer une cigarette, certains avec leur courrier à la main, enveloppes fermées. L'un d'eux tourne l'une de ses lettres dans tous les sens. Il l'inspecte comme on le ferait avec un billet de la loterie nationale, avec une certaine inquiétude. Je lui propose de la lire. Il hésite méfiant. Je lui dis que peut-être je comprendrais ? Très léger refus. J'insiste : « je coûte zéro euros, promis juré ! » Rire. Alors oui, il veut bien. C'est son avocat qui lui signale qu'il ne peut plus suivre son affaire à Paris car il a changé de juridiction pour celle d'Amiens. Et pour cause, on lui a attribué une chambre dans un hôtel de la ville. Et de lui suggérer de prendre un autre avocat, Maître Michel. Mais comment le trouver dans la ville d'Amiens qu'il ne connaît absolument pas ? Je lui propose de l'accompagner « gratuit je le jure ! » Rires... Et de dérouler ses tiraillements entre Paris et Amiens. Parce qu'il trouve des petits boulots à Paris, il préfère dormir la nuit sur le sol d'un restaurant fermé et garder sa chambre d'hôtel pour le week-end. Mais voilà, il a déjà douze lettres de la SNCF pour amendes

non payées. Comment faire lorsqu'on ne peut pas payer ? Je lui explique l'aide juridictionnelle. Mais quels sont les papiers nécessaires ? On va sur internet, mais quel internet ? Comment allons-nous télécharger un dossier ? Comment le remplir, le signer, le renvoyer, mettre des pièces jointes avec un smartphone ?

Son ami me demande à son tour de lui expliquer un papier à entête de l'hôpital. Je lui explique que c'est une facture de 230 euros pour une intervention en chirurgie. –Ah oui c'était une blessure à mon bras. Une chute en déchargeant des caisses au marché. Tous les vendredis samedis dimanches je décharge les camions contre un billet. Là j'en ai marre de l'hôtel, on est loin de la ville, en plein champ. Dans sa main il serre fort une seconde lettre. Il la regarde dix fois sans l'ouvrir. Mairie d'Amiens. CCAS. Je lui que c'est peut-être un RDV. – j'veux pas le savoir. Ils sont méchants. Ma femme ira. Dans l'arrière-salle de la domiciliation, on trouve une caisse pleine de courrier en attente depuis plus d'un an. Deux cents lettres à entête de la SNCF qui ne font pas mystère, une trentaine de lettres des hôpitaux qui sentent la dette et des lettres recommandées du même tonneau. Aller chercher son courrier, c'est aller plus fréquemment aux mauvaises nouvelles qu'aux bonnes. Comment montrer que l'on est digne de demander ou de se plaindre ? Comment affermir sa bonne réputation, pour gagner en crédibilité lorsqu'elle est affaiblie, pour renverser le stigmate attaché à l'exil ? En somme, pour montrer sa respectabilité. Il est midi sur la placette, l'ambiance est à l'abattement, il va falloir entamer l'après-midi sur un autre guichet.

Dans l'Oise, chercher son courrier depuis l'hôtel F1 prend une heure trente alors que Senlis se trouve à 15 km... Autant y aller à pied ? Mais c'est dangereux de marcher le long de la nationale. Deux fois par semaine pourtant il faut s'y rendre. Parfois, la militante du secours catholique fait la navette. On attend une décision de la préfecture, à défaut, on revient avec un sac de pommes de terre. Beaucoup d'hommes travaillent au noir une semaine sur deux, dans le bâtiment et dans les fins de chantiers lorsqu'il faut remettre en ordre les lieux. Tandis que les femmes s'occupent à trouver des boîtes de conserve à tous les guichets possible à Pont sainte Maxence, Senlis, Creil. Marcher à pied, il faut deux heures

aller retour pour faire les courses au Leclerc. Le gérant fait un transport voiture pour six femmes chaque matin et deux allers-retours pour la gare de Pont pour quelques hommes.

L'air froid n'empêche pas les oiseaux de chanter devant la véranda pour ramasser les miettes. Tous les après-midis, on se blottit là, à regarder les magnifiques arbres de la forêt d'Halatte. On a l'habitude d'attendre à attendre que le temps passe. Ici, le temps n'est pas de l'argent. On a tout son temps pour attendre.

La tournée des guichets, c'est apprendre à attendre. C'est avoir tout son temps pour attendre. Lorsqu'on a tout le temps son temps, c'est qu'on n'a pas les moyens de le convertir en argent. Le temps est alors dévalorisé, il ne vaut rien. C'est pourquoi on peut marcher des heures dans les espaces publics, lentement, et tourner n'importe où au hasard. La situation de pauvreté extrême se définit ainsi : le temps est fixé sur la même heure de sorte qu'il ne sert à rien de courir après l'horloge, on n'aurait rien à y gagner. Autrement dit, du point de vue de l'ethnographe, on voit bien des plannings s'établir, mais de l'intérieur, on sent du temps inerte. Il en va de même du droit. Le droit n'est pas affaire de fiches de papier. Le droit ça se sent. Ça s'éprouve. Par corps on le sent. Tant qu'on ne le sent pas, le temps est arrêté et le droit immobile.

Les tournées dans les guichets, le droit, le temps et sa biographie : on comprend qu'il n'y a pas d'emboitement. Les affaires et les affects s'étirent sur une longue durée et ne sont pas sans conséquence sur la difficulté d'agir. Et la somme de ces décalages forme une mémoire d'événements si fortement éloignés dans le temps qu'elle paralyse le présent.

Un réseau à l'échelle de la métropole

On le comprend dans ces circulations pour rejoindre des guichets, la localisation de l'hôtel entre en jeu. Un arrêt de bus ou une gare RER à proximité, et voilà le parcours un peu simplifié. Les cartographies de ces tournées sont souvent dispersées à l'échelle de la métropole, voire au-delà quand il s'agit de rallier Paris depuis l'Oise. Et même s'ils sont resserrés autour de l'hôtel, les parcours peuvent être compliqués. Prenons cette scène :

Une journée fraîche d'octobre, 9h30, trois femmes sortent, chacune avec une poussette, emmitouflées, elles vont aux Restos du cœur. Je les accompagne et on discute sur le chemin. Les enfants ont l'air tout endormis. Sur la route, Bonheur, l'un des petits, renverse son biberon dans la poussette, arrêt, nettoyage au mouchoir en papier. On peut repartir. L'une des femmes m'explique qu'elle va faire les papiers pour bénéficier du Pass Navigo à 50 %, « mais ça prend du temps, c'est des démarches ». Prendre le bus n'est pas simple ! Elle a demandé un papier des impôts 2017-2018, elle ne l'a toujours pas. Là, elle paie le prix fort.

Les trois femmes s'attendent. Il n'y a qu'un petit kilomètre pour rallier l'entrepôt des Restos depuis l'hôtel, pas grand-chose donc. Mais en poussette, avec des enfants, et par 10 degrés dehors, en longeant la Route Départementale très fréquentée, le parcours est ardu. Bruit, camions, voitures. Il faut monter et descendre des trottoirs assez hauts, traverser des voies sans passage piéton avec des camions (on longe une zone industrielle), contourner les trous dans les trottoirs, certains gorgés d'eau, esquiver les monticules soulevés par les racines d'arbre qui dévastent l'asphalte... Bref, ici, le piéton n'a pas droit de cité. Au total, il nous faut plus de 30 mn pour faire le trajet. Elles connaissent « un raccourci », passer par la cour d'une usine, 100 mètres de plus mais ça évite un bout de trottoir impraticable. Attention tout de même au Fenwick qui recule. Bip. Bip. Bip. Bip. Au retour, les dames reviendront avec leur poussette remplie de nourriture et leur bébé dans le dos ou sur le ventre. Le trajet sera encore plus pénible.

Cette carte des déplacements s'est souvent dessinée au fil du temps et du parcours des exilés en Ile-de-France. Ainsi, Nadia a été hébergée dans sa famille à son arrivée en France dans le 18ème arrondissement, sa fille est née à l'Hôpital Bichat, et elle continue le suivi pédiatrique là-bas. Régulièrement, elle quitte l'hôtel d'Elis pour les analyses de sang de sa petite.

La PMI, c'est à Drancy « mais c'est pas grave ». Munie de son Pass Navigo, Nadia apprécie de circuler, ces rendez-vous sont l'occasion de sortir de l'hôtel : « toujours je sors ». Demain elle va au médecin parce que sa fille a quelques petits boutons depuis qu'elle

est allée à la piscine. Son généraliste, installé à la Chapelle (Paris, 18ème arrondissement), lui a fait un courrier pour voir un dermatologue. Comme elle a vécu à Saint-Denis, elle continue de se rendre régulièrement dans une association, qu'elle connaît depuis 2017 : « On mange. On parle, il y a des assistantes sociales si tu as un problème, des jeux pour les enfants. Il y a un médecin. » Elle connaît le prénom de l'assistante sociale, « j'y suis allée parce que j'ai besoin de voir du monde ». « Ils vous aident beaucoup pour un dossier, pour rappeler le 115 chaque 3 mois, quand ils ne répondent pas, tout de suite avec l'association ils répondent. » En réalité, on comprend qu'elle a tissé son propre réseau d'aide au fil du temps, un réseau qu'elle continue d'activer en l'absence d'accompagnement social à l'hôtel, et de connaissance sur le département : « Dans le 95, je ne connais pas les associations, juste l'école pour ma fille. »

Ces circulations peuvent parfois être une source de plaisirs. Ce ne sont pas qu'une course effrénée avant la fermeture du guichet, un parcours imposé aux exilés. A l'instar de Nadia qui répète qu'elle n'aime pas rester dans sa chambre. Et en ce jour de vacances, elle va tous les jours à Paris, au parc à Cardinet ou à La Villette. C'est loin mais ce n'est pas grave elle aime sortir, elle met au moins une heure en bus, train. « Je ne reviens que le soir. » Elle a cette habitude depuis son premier hébergement à l'hôtel. Elle va chez sa copine, à Paris, au cinéma. Le parc près de l'hôtel ? Elle y va quand il fait beau. Quand il fait froid, la Villette c'est mieux. Et sa fille peut jouer avec les 2 enfants de sa copine. « On mange et on sort », c'est d'ailleurs son programme de l'après-midi. La petite répète « la Villette, la Villette ». L'été, le soir, elle prend le dîner et ils mangent sur la pelouse de l'hôtel jusqu'à 3 h du matin, avec des draps, tous les voisins, c'est bien ! Sinon elle va à Macdo pour les jeux avec la petite.

Circuler lui permet aussi de gagner quelques euros. Elle fait quelques ménages au noir à Paris, c'est pas régulier, mais les 20 euros, 30 euros gagnés sont importants et complètent ceux que son mari gagne sur les marchés. Elle n'a plus recours aux Restos du cœur parce qu'elle estime qu'elle a plus de moyens et qu'il faut laisser à d'autres, elle n'a plus besoin de lait ni de couches pour la petite. Le mari ramène des légumes et des fruits du marché.

Pensées d'ailleurs

Dans le paysage des tournées, il faut penser à sa famille « là-bas » au moins une fois par mois. Tout est de discrétion. Le petit travail au noir, la coiffure, les tresses, le ménage, la récupération devront dégager de quoi envoyer à ses parents presque un salaire de là-bas sans qu'ici personne ne le sache. La seule manière de le voir ? C'est d'observer les guichets de banques spécialisées. Western union, Cash échange, Super Cash and Carrie, les guichets financiers pour envoyer de l'argent à sa famille au pays ne manquent pas. Dans le département du 93 par exemple, on en compte 73. Et ce n'est pas pour rien. C'est un passage obligé. Une fois par mois, expédier 50 ou 70 euros est une obligation morale et sociale de grande force lorsqu'on a été envoyé en éclaireur à l'étranger. Le mandat fera vivre plusieurs membres de sa famille, sera un lien fort qu'on ne saurait détruire. « En tant qu'Africains, on s'occupe des parents jusqu'au bout. Dans les grandes fratries un enfant reste et s'occupe des parents, souvent c'est une fille. Les autres lui donnent de l'argent, cotisent, comme un salaire pour lui donner de l'argent. Souvent c'est l'enfant qui a le plus de moyens financiers qui s'occupe d'alimenter les parents. C'est comme ça, c'est culturel, les parents investissent dans leurs enfants et après il faut les rembourser, naturellement. Les parents donnent l'éducation et paient. Un jour, il faut donc les aider quand « ils redeviennent petits ». On s'occupe des parents jusqu'à la mort, c'est naturel », explique un résident. Devant la porte de Minute Western Union de Ellis, on discute des frais très faibles d'expédition, 1 euro seulement par virement, et c'est très sûr. Il faut simplement une pièce d'identité et avec le numéro, c'est très simple. Parfois le voyage jusqu'en France a coûté pas moins de 10 000 euros. C'est une dette de vie en somme. Un remboursement illimité tant le sacrifice a été grand. Katia, la gérante de l'hôtel à Seinnette, me garantit d'une voix ferme que les femmes qui sont venues ici sont solides. Sinon elles ne seraient pas venues : « Il y en a pour qui c'est dur les premières années, au début, mais elles travaillent vite pour envoyer de l'argent à leur famille. Si tu ne travailles pas ici, ta famille ne te respecte pas et ce serait une trahison. »

Katia regarde la peinture du hall fatigué. Elle tient dans sa main un CV et une lettre de motivation qu'elle a tapée pour Mme Diallo. qui va courir demain dans une zone nouvelle, poussette aux deux bras, avec des noms de rue à trouver, un tram, des bâtiments de couleur, pour atteindre bureau et vestiaire à nettoyer. Motivation pour nettoyer ? J'aime beaucoup la propreté est-il écrit. La machine auto laveuse je connais. Lavabo douche wc à l'eau chaude. Nous sommes devant le garage à landaus qui s'emmêlent les uns aux autres. Le landau est l'instrument des tournées dans les guichets : enfants, riz, courses, sac à papier, pull over, couches, bouteille d'eau, tout est voyage.

CHAPITRE 4 – J’AI 16 ANS ET DES POUSSIÈRES

Cet après-midi : soleil. Ce jeudi, les familles s’installent sur le parking avec des sièges pliants, c’est un peu la cour de l’hôtel. Entre les 25 voitures sagement stationnées, les sièges s’intercalent, des tables improvisées se déplient. On y restera toute la soirée à la nuit tombante. Les propriétaires des voitures ne disent rien. On joue, les vélos circulent. On va pique-niquer... on rigole, les enfants jouent à cache-cache entre les voitures. Dans le parking bétonné entouré de murs, on est tranquille si l’on peut dire. Parmi les migrants, peu ont une voiture. Pas de papier signifie : pas de permis. Les femmes rigolent. Elles regardent les enfants dessiner sur la poussière des voitures des têtes de bonhomme.

Comment grandir en hôtel ? Cette question a déjà été bien explorée notamment par l’Observatoire du Samu Social de Paris et Nicolas Oppenheim⁴⁴. Les auteurs montrent comment « ces adolescents se trouvent pris en étau entre l’impasse administrative dans laquelle se trouve leur famille et la volonté de quitter leurs parents, à la fois pour les aider financièrement et pour prendre leur envol. Se dire qu’on va bientôt pouvoir soutenir ses parents aide à supporter la situation présente, avec l’idée qu’à la majorité les choses seront différentes, ce qui rend d’autant plus difficile à accepter l’impossibilité ultérieure à travailler et le sentiment de blocage dans lequel se trouvent ces jeunes »⁴⁵.

Nous rassemblons ici les matériaux qui illustrent la situation de blocage des jeunes dans les hôtels de notre enquête. Nous consacrons ensuite un développement aux hôtels dédiés aux jeunes mineurs isolés hébergés sur le littoral breton et normand.

44 Odile Macchi, Nicolas Oppenheim. *Adolescents sans-logement. Grandir en famille dans une chambre d’hôtel*. Rapport d’enquête pour le Défenseur des Droits. [Rapport de recherche] Défenseur des droits. 2019.

45 Machi, Oppenheim, 2019, p. 166.

L'horizon des plus jeunes

Il est 11 heures du matin. Keida n'a pas cours, c'est les vacances de février. Comme les 97 enfants de l'hôtel d'Ellis, elle va tourner en rond entre couloir et chambre, couloir et cuisine, couloir et hall, hall et Mac do qui est à 300 mètres. Le couloir fait 1 mètre 29 centimètres de large. Bras en croix vous touchez les deux bords. C'est en fait un tunnel, un tunnel de 38 mètres de long sans fenêtres. Bienvenue à bord du couloir ! Rester à droite, former une ligne, ne pas s'arrêter pour éviter le goulot d'étranglement, éviter les collisions afin d'atteindre son espace minuscule de 9 mètres carrés et des poussières. Commande 3 burgers frites. Cris à l'étage. C'est 5 bambins, nous montons au 2eme, ambiance crèche à l'heure du biberon. Une fille de 15 ans semble veiller sur eux, elle reçoit de Keida un sac papier Mac do, Ah erreur, le Best-Off est un Burger vegan ! Elle proteste et réclame un retour.

Aïda est en pyjama. Elle a 22 ans, étudiante en BTS qu'elle va passer en candidat libre en « action management ». Elle voudrait devenir assistante commerciale d'une petite entreprise, s'occuper de la facturation, fichiers clients, gestions des stocks. Pour l'instant elle porte les casseroles de la chambre à la cuisine. Elle nous glisse « j'ai grandi ici depuis 2012, dans le même hôtel, j'avais 14 ans ... ». Mais elle a hâte de s'échapper, vers midi sans doute. Car pour ses études, elle doit beaucoup travailler hors du lycée, « et c'est très compliqué dans la chambre ; du coup, je vais souvent à la bibliothèque de Pierrefitte-Stains, elle est très grande. La médiathèque. » Elle prend le bus jusqu'à Sarcelles puis le tram qui l'amène juste devant la médiathèque, « La Maison du Temps Libre ». Au premier étage, c'est très confortable, il y a des postes informatiques. Aïda nous précise qu'elle évite de rentrer avant 20 heures : pas de place.

Dans sa famille, ils sont cinq, ses parents et ses deux frères (15 et 21 ans) et ils ont deux chambres : trois d'un côté, deux de l'autre (3, 69 m² par personne). « C'est très compliqué de rester dans la chambre à trois. A peine pour dormir. Manger sur le pouce. Nous sommes arrivés fin 2012 dans l'hôtel, et tout le lycée j'ai fait comme ça. Pas un mètre carré. Alors je sors au maximum avec des amies, on s'organise. » Mais les études sont difficiles, d'autant qu'Aïda

s'est inscrite en licence en alternance en management, et doit trouver un stage long en entreprise. « Personne ne m'aide, alors je me débrouille pour les devoirs et pour ne pas faire d'erreur. » A la Maison du Temps libre, « rien à manger le midi car en plus, ça ferme entre 12h et 13h 30, mis à la porte, on est dehors, on mange un sandwich, c'est pas terrible les quatre mois d'hiver ! Le personnel va déjeuner, et avec mes amies on est à la porte. »

Son frère de 21 ans s'est arrêté au bac, il travaillait en CDD, il ne travaille plus. Sa mère travaille en CDI, toujours pas de logement « on attend toujours ; on a demandé la procédure Dalo, on a des papiers tout ça, on a été reconnus prioritaires. 6 mois après, on a fait un recours au tribunal administratif, et là on a reçu un courrier qu'ils doivent nous donner un logement d'ici le 1er avril. On attend. J'espère parce qu'on a grandi, ça devient très compliqué ! » Elle reste calme, elle n'a pas l'air ni d'y croire, ni de ne pas y croire.

Une dame africaine sort. « Bonjour, ça va. La Maman elle va bien ? » La jeune fille ne connaît depuis 2012 que ses voisins proches. Sinon elle ne fréquente pas les gens de l'hôtel, dit-elle. « Je ne sors pas ici. » Ses amis sont à l'extérieur. « Ici ils n'ont pas mon âge, ils n'ont pas la même compréhension des choses. » L'expression « je ne sors pas ici » est étonnante au vu du lieu : que des chambres. Cette expression se rapporte plus au « milieu de vie », ces liens multiples entre ces cinquante familles, cette micro société ainsi construite sans lieu. Passer l'adolescence et le début de l'âge adulte à l'hôtel, collés aux parents, rivés à l'espace familial, est une épreuve pour cette jeune fille qui a pu trouver quelques échappatoires. Nous ne reverrons plus Aïda qui fuit souvent ses 9 mètres carrés partagés avec deux de ses frères.

Pour les plus petits, l'usage de l'espace est tout aussi contraint : « les jeux sont interdits dans les couloirs », prévient une affichette. L'enquête d'Emmanuelle Guyavarch, Erwan Le Méner et Nicolas Oppenheim décrit les pratiques enfantines des espaces quotidiens dans les hôtels sociaux : comme dans ceux qui nous concernent, il est généralement interdit de garder des affaires trop volumineuses dans sa chambre, d'y accrocher des posters, d'y inviter des amis et de jouer dans les couloirs. « Les chambres sont

petites et ne permettent pas d'y faire forcément tout ce que l'on souhaiterait, quand on le souhaiterait ; et dans la majorité des établissements, en hôtel en particulier, l'espace collectif ne se prête guère à une utilisation ludique. Il est interdit de faire du bruit dans les couloirs, de jouer en général dans les parties communes, parfois d'utiliser tout simplement les espaces verts qui entourent l'établissement, bien que des tolérances existent ici ou là »⁴⁶. Ces statistiques sont parlantes : « pour les enfants vivant en hôtel, le lieu d'hébergement n'est que rarement un endroit où l'on voit ses copains, qu'ils vivent ou non sur place : seuls 23 % de ces enfants disent y recevoir des copains (contre 56 % et 45 % pour les enfants vivant respectivement en Cada en CHRS) ». Les familles sont déplacées d'un hôtel à l'autre et changent de commune mais pas d'école. Les auteurs insistent : le découplage entre la commune de résidence et la localisation de l'école est associé à des retards en classe et à des difficultés d'apprentissage⁴⁷.

« Avec les enfants, ce n'est pas facile », cette phrase, nous l'avons entendue plusieurs fois de la bouche des parents exilés et des gérants. Ainsi, dans cet hôtel de Lons-le-Saunier, aujourd'hui quelques vélos sur le parking témoignent d'une petite appropriation ludique du lieu. Mais ça n'a pas toujours été le cas. La première fois que nous sommes allés dans cet hôtel, c'était le 15 juillet. Les grandes vacances. Plus de 30 degrés dehors. La pelouse vide, le parking vide. Quelques enfants en sous-vêtements faisaient la course dans les couloirs brûlants, au nez et à la barbe du fils du gérant. « Les enfants, dans votre chambre » hurle-t-il. Il pousse une porte entrouverte : « Vous, vos enfants sont dans le couloir, faut leur dire de rentrer. » Quand nous avons demandé pourquoi ils ne jouaient pas dehors, le jeune homme nous avait raconté comment des petits avaient balancé des cailloux derrière le mur de l'hôtel... projectiles tombés sur le pare-brise du pick-up du propriétaire de

46 Emmanuelle Guyavarch, Erwan Le Méner, Nicolas Oppenheim. La difficile articulation entre les espaces du quotidien chez les enfants sans logement. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, PUCA, 2016, pp.18-30.

47 Erwan Le Méner, Nicolas Oppenheim. Pouvoir aller à l'école. La vulnérabilité résidentielle d'enfants vivant en hôtel social. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, PUCA, 2015, pp.74-89

l'usine d'à côté. Il était furieux. Puntition générale : plus de jeux en extérieur. Un an après, la règle a été assouplie.

L'environnement des hôtels n'inspire de toutes façons pas confiance aux parents pour laisser sortir leurs enfants. Nadia qui vit à l'hôtel d'Ellis explique : « je ne laisse pas ma fille sortir dans le quartier, même avec quelqu'un, parce y'a les voitures, des gens qui boivent le week-end, 21-22 ans, ils font les fous en voiture, alors elle reste dans la chambre. » Les grands parkings des zones d'activités sont souvent occupés pour des jeux de voitures clandestins le week-end. Et dans le couloir ? « Non, non, il y a les escaliers, elle peut tomber. » Et puis les couloirs sont si sombres. Quand la minuterie s'éteint, c'est le noir total, de quoi terroriser les bambins. Alors, le Macdo avec ses jeux extérieurs est de bon secours. La télévision dans la chambre, même si la fille de Nadia n'aime pas trop les dessins animés. Globalement, et cela peut sembler tellement étrange, les enfants même en vacances ne quittent pas la chambre.

Jean explique quant à lui que c'est surtout sa fille qui souffre du manque d'espace à l'hôtel. « Elle a 8 ans, elle voit bien les autres enfants. » Elle fait ses devoirs sur une petite table dans la chambre. Elle fait des jeux d'imagination et de construction. Elle sort dans les couloirs et dans le hall parce qu'il y a d'autres petits enfants, deux fillettes. Pendant l'été, elle va dehors avec son vélo au parc avec sa maman. « Mais jamais seule, sur le parking ou au Macdo. » « Elle me dit tout le temps : papa, papa quand est-ce qu'on va déménager ? Alors on essaie de la sensibiliser, lui dire qu'avant on n'avait pas les papiers, pas le travail, tout ça. » « Et même celle qui a 9 mois. Il paraît qu'à la crèche, elle va où elle veut, elle se balade partout. Dans la chambre on est obligé de la mettre parfois dans son berceau. Il n'y a pas de place. Sinon elle touche à tout. Là tu commences à sentir quoi que c'est... difficile. » L'espace des 9m2 pour quatre laisse peu de place au bébé pour apprendre à marcher, la discipline du corps prend là un sens très concret.

Dans l'hôtel, le temps parental se déploie autrement. Ainsi Jean explique qu'il s'est beaucoup occupé de ses deux filles, notamment parce qu'il fait des missions d'intérim, mais pas seulement :

« vivre tout près comme ça, ça aide aussi. » La promiscuité a renforcé le lien avec ses filles. Le couple a pu s'arranger, lui ne travaille pas le dimanche, et le samedi c'est le jour de congé de la mère. Il a pu demander à une femme d'emmener sa fille à l'école quand sa femme a accouché, « ça arrive souvent qu'on s'entraide souvent comme ça entre familles. »

Le délaissement des jeunes mineurs isolés

Qu'en est-il des jeunes exilés qui ne vivent pas en famille ? Dans certains départements, de nombreux adolescents vivent dans la rue, sans hébergement, sans aucune autre protection que celles des associations. C'est particulièrement le cas en Ile-de-France⁴⁸. Parfois, certains hôtels – disons plus justement des « nuitées sociales » – leur sont dédiés.

Celles et ceux que l'administration nomment les Jeunes Mineurs Isolés ou Mineurs Non Accompagnés peuvent se voir orientés en hôtel. C'est l'Aide sociale à l'Enfance (ASE), gérée par les départements, qui a en charge ces jeunes. Qu'est-ce que cette prise en charge à l'hôtel ? La revue *Plein Droit* publié par le GISTI⁴⁹ en donne en octobre 2019 une vision d'ensemble⁵⁰. Les auteure.s décrivent une prise en charge au rabais. Ces enfants sont d'emblée considérés comme un groupe « à part »⁵¹. Si l'ASE recourt à l'hôtel pour héberger des jeunes français, c'est en général lorsque toutes les autres tentatives d'hébergement ont échoué (familles d'accueil, Maison d'enfants à caractère social). « Pourtant, cette solution de dernier recours tend à devenir la norme pour les jeunes étrangers, en particulier pour ceux qui sont pris en charge après leur seizième anniversaire ». ⁵²

48 Par exemple, à l'été 2020, une centaine d'adolescents se sont installés sous des tentes square Jules Ferry (Paris, 11^e arrondissement), faute de protection de la part des conseils départementaux d'Ile-de-France. <https://www.msf.fr/communiqués-presse/mineurs-isoles-etrangeurs-a-la-rue-les-pouvoirs-publics-font-la-sourde-oreille>

49 Groupe d'Information et de Soutien aux Immigrés.

50 Angliviel, Maud, et Solène Ducci. « Mineurs isolés, l'hôtel pour seule protection », *Plein droit*, vol. 122, no. 3, 2019, pp. 10-13.

51 *Ibid.*, p. 13.

52 *Ibid.*, p. 11.

Quel rôle de protection joue ici le juge pour enfants ? « Si les textes permettent au juge des enfants, qui décide de confier un jeune aux services de l'ASE, d'organiser les modalités de sa prise en charge, la plupart du temps ce juge leur laisse le soin de choisir où et comment il sera placé »⁵³. Et les auteures de rappeler combien les modalités d'hébergement et de prise en charge sont variables selon les départements, selon les équipes de l'ASE. Les jeunes peuvent être hébergés à l'hôtel pendant la phase d'évaluation de leur dossier (reconnaissance de minorité), mais aussi après, lorsque la minorité leur a été reconnue. Ainsi, certains y vivent plusieurs années. Ils sont « abandonnés dans une chambre jusqu'au jour de leurs 18 ans, date à laquelle les départements ne s'estiment plus tenus de les prendre en charge. (...) [Soit] une prise en charge minimaliste dans un cadre fondamentalement inadapté à leurs besoins »⁵⁴.

Des problèmes récurrents aux effets délétères sur les jeunes sont relevés : interdiction des visites, absence d'espaces pour la vie commune, chambre partagée et exiguë, hygiène douteuse, restauration délocalisée à l'extérieur, absence d'éducateurs sur place, contacts très espacés entre les jeunes et les référents de l'ASE, caractère provisoire de l'hébergement à l'hôtel qui empêche de se projeter dans l'avenir.

Régulièrement, la presse et les associations se font l'écho de situations dramatiques, des jeunes qui se suicident, de graves manquements d'hygiène et de sécurité. Le Défenseur des droits a par exemple été saisi en juin 2020 par des associations pour alerter sur les conditions de prise en charge des mineurs étrangers en Essonne⁵⁵.

Dans les lignes qui suivent, nous explorerons ces hôtels « pour mineurs ». Nous avons pu séjourner dans deux d'entre eux. Il faut dire d'emblée que nos observations ne valent que pour ces deux lieux particuliers, et ne sauraient venir à elles-seules contredire

53 *Ibid.*, p. 12

54 *Ibid.*, p. 11-12.

55 https://actu.fr/societe/essonne-une-association-saisit-le-defenseur-des-droits-a-propos-des-mineurs-non-accompagnes_34048969.html

le dramatique bilan dressé par le GISTI. Les situations régulièrement rapportées par les chercheurs, acteurs associatifs et journalistes laissent penser qu'une majorité d'hôtels n'offrent pas les conditions de vie adaptées à des adolescents. Pour autant, les rencontres que nous avons faites avec des jeunes hébergés, avec un gérant d'hôtel et d'autres membres du personnel, permettent d'ouvrir la réflexion, peut-être une ligne de faille dans la catastrophe. Comment fait-on localement pour enrayer le délaissement des jeunes, animer l'hôtel et les résidents ? Comment fait-on pour palier les déficiences des services de l'ASE, l'éloignement ou la disparition de la famille ? Comment accompagne-t-on ces jeunes loin des services publics et des associations spécialisées ?

Nous avons fréquenté deux hôtels, tous deux situés sur un littoral. Ils appartiennent à la même chaîne : les hôtels de marins. Ils disposent de chambres deux fois plus grandes que les F1, d'une spacieuse salle à manger et de salons au rez-de-chaussée pour travailler. Immédiatement, les grands espaces permettent tout autre chose. D'abord de la distance physique, donc de l'évitement possible, une certaine indépendance de ses espaces personnels, donc des cheminements plus libres. L'élément est crucial.

Du foyer de marins au « foyer » de jeunes mineurs isolés

C'est un article de la presse régionale du printemps 2019 qui attira notre attention. Nous sommes en bord de mer en Normandie. Un hôtel fort accueillant reçoit des mineurs non accompagnés, selon la terminologie administrative (MNA), confiés par les services sociaux du Département. L'hôtel très spacieux et confortable, les nourrit et les loge mais ne se contente pas d'assurer ce minimum. Il va bien au-delà. Et le journal de décrire Bruno le gérant qui les appelle affectueusement ses « petits » et les oriente sur des formations professionnelles et des stages auprès d'amis entrepreneurs. Les jeunes sont alors au nombre de trente-huit, des jeunes migrants, africains dans leur grande majorité, qui sont originaires de Guinée, du Mali, d'Afghanistan ou de Côte-d'Ivoire. Ils sont âgés de 15 à 17 ans.

Après un long coup de fil préparatoire avec le gérant, nous sommes partis deux jours dans cet Hôtel, un peu perplexes et en même temps surpris par cette ouverture, si rare dans les douze hôtels que nous fréquentons depuis deux ans. Car elles sont décriées, ces « boîtes à sommeil », notamment celles qui hébergent des jeunes exilés et qui ne sont ni aux normes minimales en terme sanitaire, ni en espace vital, ni en lieu d'étude et de distraction. Et que dire de la qualité professionnelle des gérants ? A suivre l'article de Jean-Luc Rongé, « d'une chambre à l'autre : l'hébergement en hôtel des jeunes sous protection »⁵⁶, nous devons nous inquiéter de ce « lâchage » des jeunes dans des chambres sans devoir de surveillance, l'absence de prise en charge éducative. Des jeunes qu'on retrouve à la rue toute la journée !

Or, là c'est la surprise. Un hasard sans doute. Mais un hasard qui existe de temps à autre, au même titre que dans d'autres études empiriques, où nous avons rencontré des sortes d'exception, la personnalité d'un professionnel dépassant ses seules fonctions, des figures charismatiques en somme dont l'attention, le cercle d'entraînement, la force d'initiative dépasse ce que l'on attend d'un gérant d'un hôtel. Mais il y a plus. Des conditions matérielles extrêmement favorables.

Tout d'abord, l'hôtel est en plein centre de la ville, à cinq-cents mètres de la plage, au plus près des administrations de la ville. Ensuite, l'hôtel possède trois salles en rez-de-chaussée, une salle de conférence de cent mètres carrés, une belle salle à manger et un salon de deux-cents mètres carrés. Plafonds hauts. Grandes baies vitrées. Les jeunes peuvent s'y installer, se rencontrer ou s'éviter, échanger sur les ressources de la ville. Enfin, cet hôtel a une histoire longue, celle de la Marine qui, dans chaque port de France, possède « ses hôtels » pour accueillir les marins du monde entier, une histoire ancienne doit-on dire tant le logement des marins a suivi des voies précaires !

Au XIX^{ème} siècle, les grands ports ouvrent des maisons de marins ou des hôtels à marins. Exclusivement masculine, jeune, cosmo-

56 Jean-Luc Rongé. « D'une chambre à l'autre : l'hébergement en hôtel des jeunes sous protection », *Le journal des jeunes*, n° 333, 2014, pp. 10-13

polite, célibataire, économiquement précaire, cette population de marins est faite d'hommes sans attaches qui passent alors 2 à 3 semaines en escale et qui inquiètent la bourgeoisie et les édiles locaux. Action philanthropique, ces foyers portent cette double ambition « accueillir et soigner, mais aussi et surtout former et contrôler » ces jeunes gens. Ils forment même une typologie architecturale étudiée par Marie Gaimard à partir de la ville du Havre⁵⁷ : des espaces privés réduits à des chambres-cellules sommairement meublées, disposées autour d'une vaste cour couverte pour favoriser la vie en communauté. Une vaste salle à manger et un salon de lecture permettent d'accueillir toute une gamme de prestations qui dépassent l'hébergement, tels que renseignements administratifs, service d'épargne, apprentissage de la lecture. Ces maisons ferment après la première guerre mondiale. Après 1945, la Société des œuvres de mer gère ces établissements. Celui du Havre ferme dans les années 1970 pour héberger d'autres exilés, des travailleurs migrants, sous l'égide de la Sonacotra.

Les hôtels des marins dans lesquels nous avons enquêté sur le littoral breton et normand accueillent encore quelques marins. Ce sont des sociétés privées. Les associations d'Amis des Marins bénéficient de locaux au sous-sol pour accueillir des équipages de navire marchand lors de leurs escales, tandis que dans les étages, ces marins croisent d'autres jeunes hommes qui ont trouvé refuge : les mineurs isolés non accompagnés placés là par l'ASE.

Les normes de confort ne sont plus celles de la maison de marin. « Chaque jeune a sa propre chambre », insiste le gérant. Des chambres individuelles (105 chambres) qui ne sont plus de 9 m² et des poussières mais de 20 m² pour chaque jeune exilé. Autant dire qu'ils y sont bien. L'hôtel des marins continue d'accueillir quelques marins occasionnellement et des clients ordinaires. Cela offre l'occasion de quelques croisements, plus ou moins appréciés (cf. Interlude - *Les trompettes de la renommée*, p.139).

Autre exception, les 105 chambres et la restauration prévue pour les jeunes obligent à un personnel conséquent : le gérant qui est

57 Marie Gaimard, « Trouver refuge à bon port : les maisons du marin au XIXe siècle », *Les cahiers thématiques LACTH*, n°18, janvier 2019, pp. 63-73.

salarié, un éducateur spécialisé embauché par l'hôtel sur ses fonds propres, trois personnes en cuisine et deux réceptionnistes qui font aussi de la gestion sans compter les trois femmes de chambre en vacation. Ces 7 membres du personnel sont plus du double que dans les autres hôtels explorés.

On comprend que les surfaces et la présence des personnels changent la donne envers les jeunes exilés. Car les prestations des hôteliers envers les mineurs s'entendent dans une large palette : on peut faire les deux repas sur place, avec une salle à manger, un cuisinier à disposition ou alors être dans l'obligation d'aller se nourrir ailleurs avec cinq euros en poche. Si certains bénéficieront de tickets restaurants pour courir le kebab, d'autres prendront la livraison du faux traiteur qui livre à l'hôtel ses surgelés réchauffés. Si d'autres pourront faire le nettoyage de leur linge sur place, avec de solides machines permettant de choisir le moment de sa lessive, les autres iront vers le Lavomatic à 15 mn à pied. Il en va de même pour toutes les règles de vie. Elles sont à discrétion et sous avis d'une seule personne, le gérant. Les zones d'exercice de son intimité peuvent être assez ouvertes ou étranglées, sous surveillance de caméra ou sous l'œil bienveillant du gérant.

Le placement en l'hôtel avec des chambres confortables, des espaces de rencontre, des personnels très présents et attentif, est d'abord vécu comme un soulagement après tant de mois d'errance.

Le défi de Bruno ? Forcer la main au Pôle emploi pour inscrire certains jeunes afin d'accéder à la formation offerte par la Chambre de Commerce et de l'Industrie sous financement de la Région. C'est que Bruno a une longue expérience professionnelle de quinze années passées dans l'hôtellerie à l'étranger - à la Réunion, aux Antilles et en Afrique. Il a appris à « faire avec », à comprendre un minimum de gestes et de pensées. Bien qu'il se qualifie d'*autodidacte*, il connaît d'expérience les différences, les façons de sentir le temps, l'horloge et les rendez-vous, l'appréhension des contraintes et des relations.

Partant du constat que, seuls, les éducateurs de l'ASE ne peuvent pas tout faire, Bruno s'investit quotidiennement pour venir en

aide aux jeunes : « Avec le Département, nous essayons de trouver des solutions. J'essaye de leur donner une chance. D'autant qu'à partir de l'âge de 18 ans, ils ne seront plus pris en charge. Il faut donc trouver des solutions avant. Les petits que nous accueillons ici ont tous une vraie envie de s'en sortir. »

Dans cette configuration, afin de palier à l'indigence du travail social – l'absence des « éducateurs référents » de l'ASE basés à Rouen, soit 100 km –, il a embauché lui-même un éducateur, Abdel, un ancien boxeur et entraîneur de boxe d'une petite salle du Havre. Les vieilles recettes sont toujours d'actualité. Abdel s'apprête à transporter 5 jeunes à sa salle de boxe, le *Kick Boxing Prévention Jeunes*, plantée en plein centre des grands ensembles de la ville (créée en 2004 avec deux amis boxeurs pieds poings). « On se voit tout à l'heure ? » La bande monte dans la camionnette pour aller suer deux heures : « c'est bon pour eux, un coup de chaud, entraînement modéré, puis retour au calme, l'eau, se laver, tous les jours, c'est bon. » Abdel, 50 ans, trempe dans la boxe depuis l'âge de 8 ans, puis devient éducateur spécialisé à 23 ans. Dix ans de compétition – ex-champion de France et d'Europe –, c'est dire s'il est respecté et que son club est fréquenté par des chefs d'équipe ingénieurs, responsables de ressources humaines ainsi que des jeunes habitant le quartier. C'est là où Abdel fait la jonction. C'est là où se branchent des mondes très différents. « Ma salle de boxe, c'est pôle emploi ! sourit-il malicieusement, mon réseau d'entrepreneurs qui vient à ma salle de boxe, je leur demande, et le petit Massi tu ne le prendrais pas ? Comme ils boxent ensemble, ils se voient de près. Je les entraîne les uns les autres. » Vielle recette très efficace pour toucher du doigt, faire un stage d'observation, au moins un bain d'initiation pour voir. « Plus ils accumulent des points, plus ils ont de chance de poursuivre. J'en ai 7 en CFA⁵⁸, qui rentrent chaque soir avec le cahier de mathématique en main, et on révisé. »

Grâce à lui, le gérant construit des programmes d'activité, des rencontres avec des chefs d'entreprise, des suivis de stage. Cela lui permet aussi de garder certains jeunes après leur majorité. Il

58 Centre de Formation et d'Apprentissage.

a aussi hébergé une famille pendant une semaine, dont personne ne veut s'occuper (une famille de Nigériens). Il récupère aussi des jeunes des départements du 83 et du 06. Au fil des discussions, on comprend que pour chaque jeune, il a le « dossier » en tête : le pays d'origine, le parcours dans les grandes lignes, le niveau scolaire, les associations fréquentées, et surtout des informations personnelles, les confidences glanées au fil des jours ou les petits détails qui peuvent paraître de prime abord insignifiants mais qui témoignent d'une relation singulière : le déodorant et les biscuits préférés de Sylla, les goûts musicaux d'Hassan.

Sa perspective ? Créer un guichet unique dans l'hôtel même pour rassembler la mission locale, un siège d'un centre de formation, une antenne pôle emploi, des bureaux pour la PJJ. Pour ce faire, il a demandé le changement de la dénomination du bail pour prendre le statut « d'hôtel social ».

Il passe de longs moments avec les jeunes à discuter de tout et de rien, la copine de l'un, l'apprentissage de l'autre, le match de foot du samedi. Il est affalé avec eux dans les canapés du salon ou fume sa cigarette sur le parvis avec eux. C'est frappant : ils se touchent, très souvent. Une tape sur l'épaule de l'un, l'autre répond par une accolade ou une petite plaisanterie. Une familiarité que l'on voit peu dans les maisons d'accueil avec des éducateurs professionnels. Il repart dans son bureau et complimente Moussa pour son beau boubou.

Il est 18h, c'est le retour du CFA. Une dizaine de jeunes arrivent à pas rapides, sac sur le dos dans la salle à manger pour chercher leur goûter : les croissants sauvés du petit-déjeuner, du pain et du chocolat. Pour Alou ce n'est pas suffisant, alors il a acheté un sachet de frites à cuire au micro-onde. Quelques minutes après, il s'attable. Certains jeunes passent derrière le bar pour remplir leur bouteille d'eau au siphon. D'autres sont partis directement dans leur chambre. Nous discutons avec trois jeunes qui se sont posés dans les canapés face à la télé.

Les trois garçons sont passés par le camp humanitaire ou les camps de fortune de la Porte de la Chapelle, l'un vient de Guinée, l'autre de Côte d'Ivoire, et l'autre du Mali. Ils sont ensuite arrivés

à Rouen, ont dormi à la rue, ou dans des centres d'urgence avec des adultes. Ils ont 17 ans. Ndaye est inscrit en menuiserie, Yvon en maçonnerie, et Omar comme plaquiste, depuis 6 mois. Ils prennent des cours de français à la mission locale et au Secours Catholique. Remise à niveau. Le midi, ils mangent au CFA : la cantine coûte 40 euros par semaine alors l'hôtel cuisine pour eux un plat à emporter. Chaque soir, les jeunes rapportent leur boîte plastique. Leur semaine se passe au CFA. Le week-end : sport et repos. Samedi après-midi, à une heure de bus d'ici, match de foot, ils y retrouvent d'autres jeunes exilés. Chaque samedi matin, ils reçoivent un sms avec la composition des équipes. Et dimanche : repos.

Ils finissent par expliquer que ce qui est compliqué à l'hôtel, c'est la nourriture. Bruno le gérant l'a bien perçu : difficile de mettre des légumes au menu, la cuisinière propose de temps en temps du fougou ou un mafé. Mais ce n'est pas suffisant. Ce soir-là, plusieurs jeunes renvoient leur assiette de pâtes et de poulets à moitié pleine, « je ne peux pas, je trouve ça trop fade ».

Mais l'inquiétude de Bruno se loge dans un futur proche dramatique. « Le jour de leurs 18 ans je fais quoi ? » Le couperet tombera aussitôt : la prise en charge s'achèvera. Bruno se souvient de ce jour pour Djibril : « Il devait se retrouver à la rue, à dormir sous une tente, alors c'est quoi ça ? » Ce jour où il regagna sa chambre, Bruno le gérant le soulage : « bien que ta prise en charge soit terminée, je te garde 3 mois de plus, le temps qu'on trouve un logement. » Le Secours Catholique prendra le relais. Car Djibril avait perdu le sommeil et se souvient : « Ce jour-là j'ai pleuré toute la nuit. Je ne peux pas l'accepter ! » La voix étranglée de fureur, Bruno lance un « C'est insupportable de mettre des enfants à la rue ».

15 mars. Des nouvelles viennent. C'est la catastrophe. Tout est en arrêt. Bruno ne sait quoi inventer. « J'ai installé des chaises et des tables sur la cours arrière de l'hôtel. Tout est à l'arrêt. La plage est à 300 mètres : interdit je leur ai dit. Pas de Gare non plus pour les clopes. J'achète des cartouches et je vends pas cher ou je donne. Je ne veux pas qu'ils prennent le bus. Alors tous les matins, l'éducateur fait 10 fois 5 tournées en courant dans le quartier de l'hôtel.

C'est très calme. On dérange personne. Et ils se dépensent ainsi. Mais ils s'ennuient ferme. Dans le restaurant et les salons je les installe par groupe de 4 et là l'éducateur passe pour des jeux sur internet. Des matériaux pour bricoler. » Le directeur s'apprête à commander des tapis de sol, prendre une camionnette, et allez les chercher, les installer au sous sol. C'est la seule solution pour faire de l'exercice sur place. L'éducateur saura faire de l'entraînement. Sans abuser, et en souriant. C'est crucial.

Nous téléphonons dans un autre « hôtel de marins » où se fait l'accueil de jeunes mineurs. Les nouvelles sont d'inquiétude. « La vingtaine d'associations qui venaient en aide aux migrants ont tout arrêté. Cela va de l'hébergement à l'alimentation, de la scolarisation des enfants. C'est une course à la montre, l'anniversaire des 18 ans va arriver ! Et on n'aura rien fait ! »

CONCLUSION – HABITER EN ATTENDANT À L'HÔTEL

« Vous apprendrez dans cette maison qu'il est dur d'être étranger. Vous apprendrez aussi qu'il n'est pas facile de cesser de l'être. Si vous regrettez votre pays, vous trouverez chaque jour plus de raison de le regretter ; mais si vous parvenez à l'oublier et à aimer votre nouveau séjour, on vous renverra chez vous, où, dépaysé une fois de plus, vous recommencerez un nouvel exil. »

Maurice Blanchot, *Après coup*, Minuit, 1983, pp. 41-42.

Notre modeste enquête est une brèche dans le tissu des jours de quelques hôtels, l'aperçu tendu de quelques scènes sociales, de quelques situations vues et entendues. En elle, tout se focalise sur quelques instants ordinaires. Elle décrit le dérisoire et le tragique, les petits bonheurs et l'insupportable sur un même ton. Il nous a été difficile de nous introduire et de stationner dans ces « lieux sans espace », saccadés par des va-et-vient, des passages, la rue, les portes grinçantes, les mailles des halls inhospitaliers, des visages exacerbés, inquiets ou en désordre, la démesure du singulier et de l'intime. Nous avons passé l'essentiel de notre temps debout coincés entre deux portes, là où le nombre fait loi, là où les lignes de partage sont fugaces. Nous avons essayé de lire comment on vit là, comment « ça tient » et ça se défait. On peut maintenant rassembler quelques traits.

Sur la figure de l'hôtelier

Nous avons longuement insisté sur la localisation géographique des hôtels des chaînes *low-cost*, en contraste avec les petits hôtels des quartiers populaires de Paris qu'a bien décrits Claire Lévy-Vroelant. Nous avons rappelé cette différence importante et ses conséquences pour les migrants pour accéder plus ou moins facilement aux ressources de la ville. Les récits d'enquête de Claire Lévy-Vroelant sont de toutes parts traversés par les sociabilités qui émergent depuis et autour de cet habitat et qui forment « une hu-

manité souvent âgée, mais composite et réactive »⁵⁹.

Certains passages de sa recherche gardent pourtant toute leur actualité dans les hôtels F1 de la grande périphérie : « Le rôle de l'hôtelier, plus souvent de l'hôtelière, est crucial : protecteur ou dictateur, il fixe les règles, tolère, négocie, encadre, soutient mais surtout contient. »

A Ellis, Clairon et Seinette, ou sur le littoral normand, le rôle de l'hôtelier reste crucial. Des hommes (ou un couple), et non plus des femmes qui assureraient à elles-seules la gérance. Pour quelles raisons ? Parce que ce sont des responsabilités auxquelles accèdent plus difficilement les femmes sur le marché de l'emploi⁶⁰ ? Parce que les femmes deviennent de manière générale moins facilement propriétaires de biens immobiliers ? Ou encore par effet de réputation : un métier réputé masculin, dur, très prenant, peu compatible avec la vie de famille, où il faut faire preuve d'autorité et parfois être confronté à des situations de violence, qui plus est la nuit et « au milieu de nulle part » ? Les trois hypothèses sont plausibles.

Si les femmes ne sont pas en gérance, elles sont, on l'a vu, très près des exilés, en première ligne. Des femmes de ménage tiennent le rôle de maîtresses de maison, précieux « couteaux suisses du quotidien » dans les établissements sociaux⁶¹ comme dans les hôtels défraîchis qui logent des exilés. Précieuses aussi, ces résidentes très anciennes qui ont acquis des compétences professionnelles au fil du temps. Elles savent user de tact avec les familles, cadrer, assouplir les règles quand il le faut. Le salaire ne suit pas, c'est un

59 Claire Lévy-Vroelant, « Comment décrire ? Comment raconter ?... ». La mémoire perdue des hôtels meublés parisiens », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 29 - n°1 | 2013, mis en ligne le 01 mars 2016, consulté le 14 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/remi/6295>, p. 98.

60 En 2006, une enquête de l'*hôtellerie restauration* établit que dans les chaînes d'hôtellerie restauration les fonctions de directions sont occupées par 15% de femmes, et 34% chez les indépendants. https://www.lhotellerie-restauration.fr/hotellerie-restauration/articles/2006/2981_15_juin_2006_salaires/l_egalite_hommes_femmes.htm

61 Lorient Céline, « Maîtresses de maison : couteaux suisses du quotidien », *Lien social*, avril 2020, n°1271, p. 12-13.

travail tout à fait gratuit, qui est parfois compensé par quelques avantages. Ces femmes participent à construire et à maintenir l'ordre social dans les F1.

L'institutionnalisation de l'hébergement en hôtel a profondément modifié le cadre de la relation gérant/clients : ils ne sont plus liés par une relation marchande et un système d'obligations autour de l'argent, de dons et contredons puisque l'accueilli ne paie plus au mois ou à la semaine, et que la relation contractuelle s'établit avec un tiers, le SIAO. Rester plusieurs années dans l'hôtel ou le quitter après quelques semaines, choisir la chambre sur cour ou celle près des sanitaires, ou encore celle avec les grands placards, ces décisions ne relèvent plus d'une relation interpersonnelle entre l'hôtelier et le client, ces petits arrangements fragiles constitués avec la confiance au fil du temps. Désormais, c'est l'organisme orienteur qui décide. « Hop, je reçois un coup de fil, le 115 me dit la famille X, elle part ce soir à 16h. Point », résume Gilles, partagé entre une position distante – ne pas savoir où vont les personnes et ni ce qui motive l'orientation, c'est l'affaire du 115 – et une certaine stupéfaction – voilà la relation quotidienne avec la famille abruptement rompue. « Hop. Point » Distanciation contractuelle, mais présence journalière auprès des familles.

Malgré cette distanciation évidente, la vie quotidienne reste à la charge des seuls hôteliers et de leur personnel qui doivent endosser ce rôle délicat et crucial. Ils ne sont pas formés pour cela, la vie quotidienne tient bon an mal an sur des figures – telles Paul, Gilles, Marina, Katia, Bruno – et sur les réseaux personnels qu'ils peuvent activer pour répondre promptement à une difficulté. Des années 1950 à aujourd'hui, des garnis des quartiers populaires du centre-ville aux zones périphériques, cette constante du rôle central de l'hôtelier subsiste.

Sur l'absence d'intimité

168 heures par semaine dans une chambre, il n'y a guère d'intimité ; tout est visible. On ne peut pas fermer la porte, trop de passage à faire. Il n'y a guère de secret car on entend tout. Il faut compter sur la discrétion des voisins de chambres, faire preuve de retenue

sur les usages quotidiens de la cuisine, des portes de sortie de secours, du linge qui sèche dans les couloirs, des valises au coin des portes. On occupe chaque mètre carré qui attache un précédent, même le plus faible, des habitudes, même les plus fragiles. Chaque mètre est un bien précieux sur lequel la violence affleure : une chaise du hall, un banc dehors, une plaque chauffante de la cuisine. Des choses inacceptables, les bornes dépassées, comme pour Tania qui essaie de « faire la police » pour résoudre des conflits, ou pour Katia qui tente de produire des arrangements sur chaque étage. C'est pourquoi les règles d'usage sont chaque semaine à confirmer. Un petit monde réglé par les mères, submergé par les passages, les objets, les casseroles, les pensées que demain sera identique. Tenter d'habiter SES mètres carrés – le mot est un peut fort –, les investir par nécessité et y fabriquer une zone d'intimité : il faut beaucoup d'effort pour maintenir SA zone de sécurité minimum. Le maintien de cette zone est une activité à répéter chaque jour. Dans ce maintien si laborieux, le désir de changement parfois se manifeste, quitter l'hôtel, trouver un appartement, se faire héberger par des membres de sa communauté. On peut penser que cette vulnérabilité de l'intimité produit une préoccupation qui occupe la majeure partie de l'esprit. Depuis le 17 mars 2020, date de l'Etat d'urgence sanitaire, autant dire que la violence intra familiale et inter chambre est de toute hauteur.

C'est le moment de revenir un instant sur la longue durée. Lorsque Andrée Michel enquête sur les hôtels meublés, en 1950, elle note pour l'un d'eux « 76 personnes qui se partagent 272 m², soit 10, 80 m² par famille, 3, 50m² par personne. » Nous sommes dans la même situation soixante-dix ans après. Les hôtels meublés après guerre à Paris et dans de nombreuses grandes villes de France jouaient ce rôle majeur pour les ouvriers pauvres et intermittents, une sorte de fonction de « refuge » : des personnes âgées chassées de leur baraquements, des travailleurs algériens et espagnols, de très jeunes ménages en installation.. L'auteure note une donnée instructive, 50% des chambres sont occupées suite à un récent mariage. C'est dire que ces établissements font partis d'un « mode de logement » très courant en 1950, avec une ligne de partage entre « la chambre à la journée » et la « location au mois ». Au total, sur

Paris, c'est 400 000 personnes qui vivaient ainsi dans les 12 000 hôtels de la Seine, huit fois plus qu'actuellement⁶². L'absence d'intimité est une caractéristique des sorties de guerre. Et la « mise à l'abris » des Formule1 s'inscrit dans cette généalogie.

Sur la dette institutionnelle

On a compris qu'elle est première. C'est bien la dette juridique – ils sont provisoirement protégés – qui attache au lieu. C'est elle qui fait qu'on ne peut s'en aller à l'air libre parce qu'on en a besoin. L'hébergement gratuit d'une assignation juridique constitue un lien d'obligation envers l'opérateur social autant qu'envers le gérant du dit hôtel. A entendre les réputations desdits hôteliers, le réseau d'obligations est fort variable. Sur une toile de fond plus proche de l'abandon dans certains hébergements, quelques « personnalités » de gérants émergent pour s'engager dans des aménagements favorables à la concorde. Voilà pourquoi les arrangements sont légions : que ce soit sur l'aide, l'échange, le secours ponctuel, le déplacement, la petite monnaie, on découvre mille ententes où circulent de la sympathie et de l'attention. Ainsi, de nombreux pactes se placent dans les failles du règlement souvent très sommaire voire quasi absent. Sans règle, il faut ajuster des accords pour se soustraire à la violence. L'usage de l'unique cuisine ou l'usage des couloirs comme salle de jeu sont soutenus par des pactes qui permettent de tenir approximativement le lieu. Mais là aussi, c'est au bon vouloir des personnes en qualité de personne. L'aide peut se renouveler ou disparaître soudain, l'hôtelier revendre son affaire, ce qui est fréquent.

Or, ce qui est stupéfiant, c'est la difficulté que nous avons eu à obtenir la liste des obligations du gérant envers les exilés. Boîte noire. Ces documents restent vagues. Celui que nous avons lu ne vient pas contractualiser de prestations.

62 Voir Andrée Michel, « La population des hôtels meublés à Paris : composition et conditions d'existence ». *Population*, INED, vol 10, N° 4, 1955. pp. 627-644.

Sur l'attente

Ils en ont du temps, les exilés ! Ils en ont des jours et des chemins à prendre, sans pouvoir transformer le temps en argent. Ils en ont du temps à attendre, espérer la venue de... mais de quoi ? Un nouveau déménagement dans un autre hôtel ? Que l'enfant atteigne 8 ans pour qu'il demande la nationalité Française ? Un stage découverte du Pôle emploi ? Un frigidaire discrètement installé dans la chambre ? C'est l'imprévisibilité qui domine à l'intérieur même de la répétition. Tant qu'ils ne dépensent pas tout leur temps à faire les guichets des guichets, les distributions et les aides, les secours et les attestations scolaires, il ne se passe rien. Les relations aux guichets sont denses bien qu'empreintes de méfiance : il manque toujours un papier, une dette oubliée peut être rappelée. Les demandeurs vont apparaître, disparaître, revenir, ils vont devoir attendre, et vont abandonner à nouveau. L'insécurité juridique se loge dans les défaillances des institutions ou dans les contraintes de l'administration, l'organisation des procédures et des convocations⁶³. Statut cadennassé, verrouillé juridiquement, droits fermés, le temps s'étend devant la porte sans pouvoir agir dessus. « Quand je guette, je ne tousse pas » veut dire que chacun retient son souffle, n'ose moufter mot, sait-on, aux aguets et en alerte, au cas où, et en cas de danger. Mais cela veut dire aussi qu'il peut soudain arriver quelque chose, une accélération du temps dans un espace abstrait. Répétition et méfiance. Répétition et nid de poule. Alors mettre le temps en mouvement ?

Mais le temps de faire quoi ? Nous l'avons vu, de tourner en rond par des virées dans les guichets sociaux, les guichets de la distribution alimentaire, les occasions de trouver d'autres ressources, de rembourser une dette ou d'emprunter justement. L'emboîtement des attentes et des accélérations éphémères caractérise les situations de pauvreté : attendre après des justificatifs, attendre

63 Voir Frédérique Fogel, *Rhythm et Blues de sans-papiers parisiens*, HAL-Archives ouvertes, 2014. "Il lui faut [au sans papier] faire avec le blues, qui survient souvent par la prise de conscience du décalage entre l'espoir d'une vie meilleure qui avait déclenché le départ et la réalité du déclassement social que subissent la plupart de ces migrants immobilisés. Le blues, c'est aussi la nostalgie du pays que l'émigrant a laissé derrière lui »

pour écrire aux administrations, réunir les attestations pour défendre « son cas », soudain être expulsés, perdre un droit qu'on ne comprend pas trop. Pauvres, exilés, hommes à la rue, précaires sans travail partagent ce même socle, cette expérience concrète de la valeur vide du temps impossible à convertir, du temps inerte, un temps sans horloge.

Notre recherche décrit de quoi est fait ce quotidien en attendant. Comment habiter en attendant ? Cette période passée à l'hôtel correspond à un temps confiné, un provisoire qui s'éternise et les place à l'écart⁶⁴. Comment vivent les familles entre l'impossibilité de s'installer en France – au sens du droit commun de « prendre domicile » durablement – et le temps qui creuse leur présence, accumule les relations et les expériences⁶⁵ ? Une forme de paradoxe entre précarité du statut et épaisseur du temps vécu.

Nous avons porté notre attention sur les relations entre le temps vécu et la vie matérielle, autrement dit l'espace, les objets, l'argent, les papiers administratifs, les échanges concrets, trop souvent évacués des recherches sociologiques sur l'exil. Nous souhaitons souligner en conclusion combien l'attente a une réalité toute matérielle. Habiter en attendant c'est ce dont témoignent par exemple chaque couche de vêtements empilés dans les chambres de ces enfants qui grandissent en hôtel, ou encore les papiers administratifs et certificats de travail accumulés, ou l'équipement ménager qui se constitue au fil des jours pour faire face au dénuement des hôtels. C'est aussi l'expérience accumulée des circuits administratifs, les réseaux sociaux et associatifs qui se tissent petit à petit.

L'hétérochronie

L'hétérochronie est une dispersion des temps qui accroît la vulnérabilité. Chaque étape se dilate ; quelques jours pour les uns, quelques mois pour d'autres, mais aussi plusieurs années : ces échelles de temps sont déconcertantes. Un réseau de temps in-

64 Kobelinsky Carolina, 2014, « Le temps dilaté, l'espace rétréci. Le quotidien des demandeurs d'asile », *Terrain*, n° 63, pp. 22-37.

65 Frédérique Fogel, 2014, *Rhythm et Blues de sans-papiers parisiens*, HAL-Archives ouvertes.

compréhensible qui fait flotter en surface les liens entre « là bas » et les liens « ici », les différentes versions de « qui l'on est », les espoirs qui arrêtent l'horloge. Entre répétition et temps inattendu, l'attente pour le dépôt d'une demande d'asile, l'attente pour l'accès en centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada), l'attente d'une réponse à la demande de titre de séjour, l'attente après la demande d'autorisation de travail, de la demande d'aide médicale d'État, l'accès à la naturalisation etc... Chaque portillon est une attente avant, puis après.

Notre propre confinement durant des semaines nous fait toucher du doigt cette glue, cette faible conviction qu'on peut être bien là ici absolument. Avec sa fatigue du temps. Attendre le temps. Mais l'attente s'enferme dans la machine de son propre temps. On interroge alors l'espace, mais il n'y est pour rien. Alors regarder le temps écoulé, un temps gagné sur quoi ? le mardi est calqué sur le lundi, calqué sur le dimanche, calqué le mercredi. Absolument. Les semaines sont en hémorragies tant qu'on ne sait pas ce qui s'est passé entre deux dates. Nos deux mois de confinement doivent nous aider à sentir cela, il n'y a pas de date. Ou plutôt il y a les dates des guichets où il n'y a rien à retenir qu'un « on vous tient au courant », courant d'air de ce qui n'apparaît pas, un ultime droit. Mais comment échapper à l'étouffement ? On oublie de sortir, on n'y pense plus. Et maintenant ça vient, ça va sortir ? Résister à ce relâchement qui nous menace ?

Comment produire un bloc de futur lorsqu'on n'a pas de date ? Car les exilés ont beau secouer les espaces, les corps restent engourdis. Ils ont beau secouer le temps, ils se retrouvent dans la demi torpeur. Ils ne remuent qu'à l'intérieur d'un espace neutre, font des mouvements qui brassent de l'air. C'est comme s'il donnaient des coups de pieds dans le vide.

Dans cette glue de durée homogène, comment faire des cassures ? Comment arracher un bout d'événement qui pourrait être rejeté dans le passé, enfin un acquis ? La certitude porte sur les événements qui sont derrière eux, les exilés. Rien devant. On ne peut pas évaluer ce qui est devant soi, car il ne s'y passe rien. Il ne reste plus qu'à faire du vent, à agiter l'air du quotidien.

Faire que le jour soit moins lourd ? Ils marchent affaiblis dans les

zones industrielles et commerciales, mais il a fallu qu'ils sortent de la glue du 9 m2, il a fallu qu'ils arrivent au guichet, il va falloir sortir ces papiers, il va falloir revenir cet après midi, il va falloir prendre sa ration à la distribution, il va falloir recommencer demain, il va falloir attendre le récépissé, il va falloir recommencer le mois prochain, il va falloir être sûr que cela arrivera, il va falloir ne rien imaginer, ne rien rêver. Il va falloir guetter sans tousser.

Pour finir

Une rafale est passée en cette fin enquête sous confinement. Nous y sommes si peu habitués ! Ce typhon nous secoue encore et nous fait toucher du doigt l'expérience de l'impossibilité. Tout ce temps ou on ne peut plus faire ce qu'on avait prévu de faire. Un empêchement radical. Un temps défait. Nous sentons encore la sécheresse de l'anxiété de ne pouvoir faire, de faire un geste sans issue, l'expérience de l'oubli, une image du renoncement ou du détachement. Tout est si bien *défait* qu'il n'est plus au pouvoir de personne d'en puiser les raisons.

Dès lors, on comprend comment les exilés vont très loin dans l'absence et le silence. On comprend qu'ils cherchent à « naturaliser » leur situation et de n'avoir pour action non plus des mots mais des gestes à répéter chaque jour, du banal, du très ordinaire pour surmonter le hasard, afin de rendre vain les mauvaises idées, « les premiers degrés d'une pente vertigineuse ou l'on retrouve, à chaque moment, l'absence, la solitude, l'indifférence »⁶⁶.

L'inutilité de toute parole est si frappante ! Pourrait-on mettre cela sur le dos d'une faible maîtrise de la langue ? C'est plutôt le gouffre des paroles négatives dont il est question dans cet horizon du vagabondage du temps, au sens premier du terme. Il s'agit d'une altitude qui fait échec à toute possibilité d'imaginer ce que sera leur futur dans dix ans. Echec à interpréter ses propres actions. Echec des solutions provisoires dans le labyrinthe. *Mise en flottaison* au dessus du temps. *Apprendre partout où ce qu'il cherche n'est pas.*

66 Joë Bousquet, par Maurice Blanchot, Editions Fata morgana, Montpellier, 1987, p. 18.

POST-SCRIPTUM

Notre expérience du confinement de l'Etat d'urgence sanitaire nous fait à peine toucher du doigt cette attente suspendue à rien, à de l'information, mêlée à quelques mouvements que nous essayons de faire.

Nous sommes le 29 mars 2020 ! Nous n'osons pas nous déplacer jusqu'à l'un de ces hôtels pour prendre des nouvelles des effets de l'Etat d'urgence depuis dix jours. Celui de l'Oise à Clairon nous est inaccessible depuis plusieurs semaines déjà. Nous n'osons trop y penser. On s'empêche d'y penser. Car comment respecter le mètre de sécurité sanitaire exigé dans un couloir d'1 mètre 29 de large ? Se coller au mur de face, de dos ou carrément s'engager dans un-saute-mouton-géant ? Le temps ne coule pas tout seul. Il peut être immobile. Le « temps provisoire », l'attente d'un mouvement prend chair.

24 mars au petit matin. Près du centre commercial du Millénaire, à Aubervilliers, 500 Afghans, Érythréens, Somaliens, ou encore Soudanais sont transportés dans des stades couverts et quelques hôtels. « Nous avons prévu de mettre au maximum 100 personnes dans des gymnases qui, en temps normal, pourraient en accueillir 200, de façon à ce qu'il y ait au minimum 1 mètre entre chaque lit », précise Mme Mialot de la préfecture. On respecte la règle du fameux mètre... entre les lits. Avant c'était touche touche. On sait qu'ils ne se toucheront pas, oh jamais !

24 mars. La nouvelle arrive d'Aulnay-sous-bois. Le responsable de la sécurité du centre commercial O'parisnord est décédé du codiv19, un grand costaud à cheval sur les règles mais qui savait parler aux jeunes. Il s'appelait Alain Siekappen-Kemayou.

Ce 1er avril, c'est la fin de rédaction de ce rapport. Premier jour de levée de la protection hivernale. Pour certains, la sortie des hôtels reprendrait. Dehors ? La prolongation est sifflée.

Ce 1er avril, nous rappelons l'hôtel d'Ellis. Ni Paul ni Marina ne répondent. Nous ne parvenons pas à finir ce texte sans avoir quelques nouvelles, à savoir si le coronavirus circule dans le lieu.

Dans l'attente, vont-ils nous rappeler ou s'abstenir ? Nous appellerons d'autres hôtels demain. Demain. Demain.

2 avril. Comme un télégramme de l'Hôtel d'Ellis : Paul répond, lâche quelques informations mais doit raccrocher assez vite parce qu'il a à faire. Le corps du veilleur de nuit décédé est resté 40 heures dans sa chambre. Aucun médecin légiste n'était disponible. Les pompes funèbres n'avaient plus de volontaires pour déplacer les corps. Sera-t-il testé ? Non, le médecin a noté sur la fiche « covid 19 ».

5 avril. A l'hôtel des marins, Bruno s'affaire : il lui faut absolument occuper les jeunes. Il leur a interdit de sortir plus loin qu'autour de l'hôtel. Il craint qu'ils ne s'aventurent jusqu'à la plage et prennent une amende. « Des jeunes comme ça de 15-16 ans, ça tourne vite en rond ». Alors, Abdel, l'éducateur, propose un footing par jour. Et Bruno s'active, il a passé la matinée au téléphone avec des associations locale : on devrait lui livrer du matériel de sport dans la semaine, il compte transformer une salle du RDC en salle de sports ! « On fait encore avec les moyens du bord » conclut-il.

5 avril. Pendant ce temps, 60 Exilés de Grande Synthe sont conduits à l'hôtel Formule 1 de Flers-en-Escabieux, dans la zone commerciale de Carrefour.

6 avril. À Seinette, à quelques kilomètres de Creil, l'un des premiers foyers en France de Covid19... Toutes les familles sont enfermées, repas portés devant les chambres.

7 avril. L'hôtel Première classe de Saint-Martin-Boulogne accueille 14 exilés de Boulogne.

7 avril. Gilles et sa compagne au téléphone. Un peu pessimiste. Il ne voit pas quoi proposer, sauf du petit bricolage aux enfants. Mais le magasin Cultura vient bêtement de fermer. Il voulait s'approvisionner abondamment de peinture, cadre et support pour faire des essais. C'est terrible de ne pas avoir de papier ! Où vais-je chercher du papier ? Des feutres ? Je vais téléphoner à Emmaüs, ils auront sûrement. Je vais même y passer vite. Car la cocotte-minute monte, monte ! Et j'ai pas de salle en plus. Dans le hall, par terre, ça va deux heures. Après ça déconne. J'ai alors décidé d'obliger les

mères à sortir avec leur bambins deux heures par jour, marcher autour, dans le quartier, entre Mac do fermé, Lidl ouvert, salle municipale fermée, bref, qu'elles marchent qu'elles marchent pour les aérer.

8 avril. Une femme de hôtel Formule 1 de Voreppe (Grenoble) positive au coronavirus. Toutes les familles en quarantaine. Alimentation portée par la Banque Alimentaire.

9 avril. Hôtel formule 1 de Gememos, 60 familles exilées confinées pour cause de soupçon de coronavirus.

10 avril. Le virus gagne du terrain dans ces espaces surpeuplés. C'est le cas des deux centres de l'association Coallia à Noisy-le-Sec et des centres installés dans les hôtels Formule 1 à Aulnay-sous-Bois, gérés par le groupe SOS. A Aulnay, le chef de service parle du centre coupé en deux, l'un pour les positifs et les autres.

3 avril. Au Phrada de « La Crèche » logeant 86 réfugiés, neuf personnes ont été dépistées positives au coronavirus. Elles vivaient dans un ancien hôtel Formule 1 mis à disposition depuis trois ans pour les migrants et géré par Adoma. Les résultats du dépistage montrent que 38 personnes sont contaminées.

Les migrants ont donc été répartis dans trois sites différents : Le campus du Centre de Formation des Apprentis de Niort, l'ancien hôtel Formule 1 et un hôtel Ibis budget. La Protection Civile prend la température. Une association apportera la nourriture.

ANNEXE : TABLEAU DE PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX HÔTELS DE L'ENQUÊTE

Ville	ELLIS
Situation géographique	Val-d'Oise, dans une zone d'activités au bord d'une route départementale. A proximité : deux supermarchés discount, deux fast-food, des usines, un Lavomatic, des usines, et un autre hôtel de type F1 pour exilés. A moins de deux km : les champs.
Accessibilité en transport	Arrêt de bus à 1 mn (trafic régulier) ; Gare RER (30mn en bus); Paris à 1h
Taille	48 chambres, 135 places
Public accueilli	Hôtel accueillant des exilés ; trois chambres louées par des clients à l'année
Cuisine	Collective, équipement rudimentaire et vétuste
Gérant	Un gérant et une femme de ménage, présents au quotidien
Personnels rencontrés	Paul le gérant, et Marina la femme de ménage

Ville	SEINETTE
Situation géographique	Val-d'Oise, dans une zone d'activités, au bord d'une route départementale. A proximité : fast-food, chaîne de restaurant, lave-auto, un supermarché (10mn de marche), usines et entrepôts.
Accessibilité en transport	Arrêt de bus à 5 mn (trafic régulier) ; Gare RER (30 mn en bus) ; Paris à 1h
Taille	50 chambres, 133 places
Public accueilli	Hôtel accueillant des exilés ; Une chambre louée à un habitué à l'année
Cuisine	Kitchenette individuelle dans chaque chambre, équipement renouvelé régulièrement
Gérant	Un couple de gérants, propriétaires de l'hôtel, présents au quotidien
Personnels rencontrés	Un couple de gérants : Gilles et Katia

Ville	CLAIRON
Situation géographique	Oise, dans une zone d'activités, au bord d'une route départementale. A proximité : une cartonnerie, des usines, un quartier pavillonnaire. Le premier commerce alimentaire est à au moins 1h de marche. A 300 m : la forêt
Accessibilité en transport	Arrêt de bus à 1 mn : un bus par jour le matin et le soir (trafic aléatoire); Une navette peut être assurée par l'hôtelier; Gare RER à 30mn en bus; Paris à 1h
Taille	48 chambres, 150 places, Une cuisine collective (à l'extérieur de l'hôtel)
Public accueilli	Réservé à l'hébergement des exilés
Cuisine	Cuisine collective, en extérieur, équipements rudimentaires et vétustes
Gérant	Un gérant qui n'est pas souvent présent
Personnels rencontrés	Le gérant a évité d'être rencontré. Un membre de sa famille, parfois présent sur le site, a pu nous renseigner.

Ville	Littoral breton
Situation géographique	A 10 mn à pied du centre-ville, dans une zone animée (commerce, restaurants, tourisme)
Accessibilité en transport	Transport en commun à 5 mn; Gare SNCF à 10 mn en bus.
Taille	Environ 100 chambres, Restauration collective sur place
Public accueilli	Clientèle mixte : touristes, marins, jeunes exilés
Cuisine	Restauration collective prise en charge par l'hôtel
Gérant	Pas d'information
Personnels rencontrés	Le gérant n'a pas pu être rencontré

Ville	Littoral normand
Situation géographique	En centre-ville à proximité des commerces
Accessibilité en transport	Transport en commun à 5 mn; Gare SNCF à 15 mn en bus
Taille	100 chambres
Public accueilli	30 chambres réservées aux jeunes exilés, les autres aux touristes et marins
Cuisine	Restauration collective prise en charge par l'hôtel
Gérant	Un gérant et du personnel présents au quotidien
Personnels rencontrés	Bruno, gérant, et Abdel, éducateur

Ville	GARINE 1
Situation géographique	Val-d'Oise, dans une zone d'activités, près de l'aéroport CDG.
Accessibilité en transport	Arrêt de bus à 5 mn (trafic régulier) ; Gare RER (30 mn en bus) ; Paris à 1h.
Taille	60 chambres, 142 places
Public accueilli	Hôtel réservé aux exilés
Cuisine	Cuisine collective
Gérant	Aucune information
Personnels rencontrés	Le gérant est resté injoignable

Ville	GARINE 2
Situation géographique	Val-d'Oise, dans une zone d'activités, près de l'aéroport CDG.
Accessibilité en transport	Arrêt de bus à 5 mn (trafic régulier) ; Gare RER (30 mn en bus) ; Paris à 1h.
Taille	42 chambres, 112 places
Public accueilli	Hôtel réservé aux exilés
Cuisine	Cuisine collective
Gérant	Aucune information
Personnels rencontrés	Le gérant n'a pas pu être rencontré

BIBLIOGRAPHIE

Angliviél, Maud, et Solène Ducci. « Mineurs isolés, l'hôtel pour seule protection », *Plein droit*, vol. 122, no. 3, 2019, pp. 10-13.

Barrère, Céline, et Claire Lévy-Vroelant. *Hôtels meublés à Paris: enquête sur une mémoire de l'immigration*. Lieux habités. Grâne: Créaphis, 2011.

Blanchot, Maurice, et Maurice Blanchot. *Après coup* ; précédé par, *Le ressassement éternel*. Paris: Editions de Minuit, 1983.

Blanchot, Maurice, et Joë Bousquet. *Joë Bousquet*. Montpellier [France: Fata Morgana, 1987.

Bober, Robert, et Georges Perec. *Récits d'Ellis Island*, Paris, P.O.L, 1994.

Bourgois, Jean-François, et Frédéric Jallat, « Histoire d'une innovation de service réussie. Le lancement de Formule 1 ». *Décisions Marketing*, no 2 (1994): 3135.

Burawoy, Michael. « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, no. 1, 2009, pp. 121-144.

Chombart De Lauwe Paul-Henri. *La vie Quotidienne des Familles Ouvrières*, éditions Centre National de la Recherche Scientifique, 1956.

Combe, Emmanuel. *Le low cost*, Paris, La Découverte, 2019.

Deschamps, Catherine ; Jean-François Laé ; Laetitia Overney ; Bruno Proth. *Parcours d'exilés : du refuge à l'installation*, Rapport pour le PUCA, 2018.

Farge, Arlette et Jean-François Laé. *Fracture sociale*, Paris : Desclée de Brouwer, 2000.

Faure, Alain, et Claire Lévy-Vroelant. *Une chambre en ville: hôtels meublés et garnis de Paris, 1860-1990*. Paris: Creaphis : Diffusion Seuil, 2007.

Flonneau, Mathieu. *Les cultures du volant: essai sur les mondes de l'automobilisme, 20e-21e siècles*. Paris: Autrement, 2008.

Fogel, Frédérique. « Faire famille sans papiers – Institut des Migrations ». Consulté le 5 mai 2020. <http://icmigrations.fr/2019/12/09/defacto-014-01/>.

Fogel, Frédérique. *Parenté sans papiers*. La Roche-sur-Yon: Dépay-sage, 2019.

Fogel, Frédérique. « Rhythm & Blues de sans-papiers parisiens ». *HAL-Archives ouvertes*, 2014.

Fondation Abbé Pierre, *Etat du mal-logement 2019*, 2018.

Fondation Abbé Pierre, *Etat du mal-logement 2020*, 2019.

Gaimard, Marie. « Trouver refuge à bon port : les maisons du marin au XIXe siècle ». *Les cahiers thématiques LACTH*, 18, (janvier 2019): 6373.

Herouard, Florent. « Habiter un logement temporaire. Le cas des demandeurs d'asile hébergés à l'hôtel ». *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims* 29, no 115 (2003): 10722.

Le Méner, Erwan. « L'hôtellerie sociale : un nouveau marché de la misère ? Le cas de l'Île-de-France ». *Revue des politiques sociales et familiales* 114, no 1 (2013): 718.

Le Méner, Erwan, et Nicolas Oppenheim. « Pouvoir aller à l'école. La vulnérabilité résidentielle d'enfants vivant en hôtel social ». *Les Annales de la Recherche Urbaine* 110, no 1 (2015): 7487.

Lévy-Vroelant, Claire. *L'incendie de l'hôtel Paris Opéra*. Créaphis Editions, 2018.

Lévy-Vroelant, Claire. « Comment décrire ? Comment raconter ?... ». La mémoire perdue des hôtels meublés parisiens ». *Revue européenne des migrations internationales* 29, no vol. 29-n°1 (1 mars 2013): 91111. <https://doi.org/10.4000/remi.6295>.

Lhotellerie-restauration.fr. « Salaire l'égalité hommes/femmes », juin 2006, https://www.lhotellerie-restauration.fr/hotellerie-restauration/articles/2006/2981_15_juin_2006_salaires/l_egalite_hommes_femmes.htm.

Lorient, Céline. « Les maîtresses de maison : couteaux suisses du quotidien ». *Lien social*, avril 2020 : 12-13.

Manac'h, Léopoldine. « Pradha : la rétention à l'air libre. Ethnographie d'un dispositif d'hébergement de demandeurs d'asile en France ». Mémoire de Master, EHESS, 2019.

Mathiot Cédric. « Non, l'Etat n'achète pas 62 hôtels Formule 1 «pour loger des migrants» ». Libération, juin 2017. https://www.liberation.fr/desintox/2017/06/01/non-l-etat-n-achete-pas-62-hotels-formule-1-pour-loger-des-migrants_1573392.

Michel, Andrée. « La population des hôtels meublés à Paris: composition et conditions d'existence ». *Population (French Edition)* 10, no 4 (1955): 627.

Oppenheim, Nicolas, et Odile Macchi. « Adolescents sans-logement. Grandir en famille dans une chambre d'hôtel. Rapport d'enquête pour le Défenseur des Droits ». Défenseur des Droits, 2019.

Overney, Laetitia, et Rémi Gilbert. « Vieillir pauvre dans ses meubles. Enquête dans un foyer logement ». *Retraite et société*, paraître 2020.

Rongé Jean-Luc. « D'une chambre à l'autre : l'hébergement en hôtel des jeunes sous protection », *Le journal des jeunes*, n° 333, 2014, p. 10-13

Perrot, Michelle. *Histoire de chambres*. La librairie du XXIe siècle. Paris : Seuil, 2009.

Samu Social de Paris. « Plan d'action 2017 - Mission Mieux vivre à l'hôtel », 2016.

Veyne, Paul. *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*. Paris : Seuil, 1971

White, Hayden. *Metahistory: The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1973.

À PROPOS DES AUTEUR(E)S

Laetitia Overney est sociologue, maîtresse de conférences à l'ENSA de Paris-Belleville, membre de l'UMR AUSser 3329/Ipraus et du GT "Penser l'urbain par l'image" Labex Futurs Urbains. Ses travaux portent principalement sur les formes d'expressions publiques dans les quartiers populaires et sur les précarités urbaines. Elle a longuement enquêté dans des cités HLM en rénovation en suivant les prises de parole des habitant.e.s. Elle mène actuellement une recherche socio-historique sur le rôle des femmes dans les grands ensembles pendant les trente glorieuses. Elle a notamment publié "Le quotidien, ça ne coule pas de source ! Enquêter sur la politique ordinaire en cité HLM", *Monde Commun*, PUF, 2020, et "Le métier de femmes en HLM. Archives télévisuelles des années 1960", *Images du travail, travail des images*, 2018.

<https://cv.archives-ouvertes.fr/laetitia-overney>

Jean-François Laé, est sociologue, professeur émérite à l'Université Paris 8-Saint-Denis, membre de l'UMR GTM 7217-Cresppa. Ses recherches portent sur les institutions sociales et la discipline des corps, les modes de vie et les politiques sociales. Il développe en particulier une sociologie des écritures populaires et une ethnographie des archives personnelles. Il a notamment publié *Une fille en correction*, éditions CNRS, 2018, et avec Numa Murard, *Deux générations dans la débîne. Enquête dans la pauvreté ouvrière*, Bayard, 2011.

<https://www.cresppa.cnrs.fr/gtm/equipe/les-membres-du-gtm/lae-jean-francois/>



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Parmi les établissements mobilisés pour fournir un hébergement aux demandeurs d'asile en attente de leur régularisation, on note une part significative d'hôtels reconvertis totalement ou partiellement à cette nouvelle mission. C'est notamment le cas des « hôtels-budget » qu'on avait vus fleurir sous diverses franchises dans les années 80 à destination d'une clientèle individuelle à la recherche d'une chambre au confort minimaliste pour de courts séjours. Ils accueillent aujourd'hui des familles entières pour des durées qui peuvent se compter en mois. Qu'est-ce qu'habiter dans ce type d'hôtels, souvent situés à la périphérie des villes, veut dire pour ces familles ? Comment le quotidien et l'attente influent-ils sur les vies, les trajectoires et les représentations ? C'est au partage de cette réalité qu'invite cet ouvrage tiré d'une enquête menée dans 15 hôtels différents, la plupart en région parisienne, d'autres dans l'Oise, en Normandie et en Bretagne, dans le Jura et les Hauts-de-France.

PUCA

plan
urbanisme
construction
architecture

Organisme national de recherche et d'expérimentation sur l'urbanisme, la construction et l'architecture, le Plan Urbanisme Construction Architecture, PUCA, développe à la fois des programmes de recherche incitative, et des actions d'expérimentations. Il apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation scientifique et technique dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'habitat, de la construction et de la conception architecturale et urbaine.